

Les principales révisions intervenues sur les comptes de la Nation 2017, 2018 et 2019

Cette note a pour objet d'exposer les principales révisions intervenues sur les comptes nationaux annuels publiés ce 29 mai 2020, par rapport à la publication de l'année précédente (29 mai 2019), ainsi qu'à la dernière publication des comptes trimestriels (première estimation du 1er trimestre 2020, parue le 30 avril 2020). Cette note se concentre sur les révisions intervenues sur les taux de croissance des agrégats, qui sont liées à la prise en compte de sources statistiques non disponibles auparavant.

Du fait des délais de disponibilité de certaines sources statistiques, l'estimation d'un compte de la Nation pour une année donnée fait l'objet de quatre estimations successives. En premier lieu, une toute première estimation d'une partie des comptes de l'année n est fournie à l'occasion de la sortie des comptes trimestriels du quatrième trimestre : première estimation de la croissance et de l'équilibre entre ressources (PIB, importations) et emplois finals (consommation, investissement, exportations, variations de stocks) fin janvier de l'année n+ 1 ; puis première estimation des comptes d'agents à la fin mars de l'année n+ 1. Ces estimations sont affinées lors de la publication de la première estimation du 1er trimestre de l'année n+ 1, fin avril. Ces premières évaluations issues des comptes trimestriels sont corrigées des jours ouvrables (CJO). En second lieu, fin mai de l'année n+ 1, sont publiés des comptes annuels complets bruts (c'est-à-dire non corrigés des jours ouvrables) pour l'année n (compte provisoire), l'année n-1 (compte semi-définitif) et l'année n-2 (compte définitif).

- Pour un compte provisoire, les révisions par rapport à la première estimation fournie par les comptes trimestriels proviennent principalement de trois éléments. Tout d'abord, l'établissement du compte provisoire nécessite d'intégrer les comptes définitifs de l'année n-2 et semi-définitif de l'année n-1 ; cette intégration conduit à modifier certaines évaluations relatives à l'année n. Ensuite, le compte provisoire est calé sur des données annuelles devenues disponibles dans l'intervalle, en particulier le compte des administrations publiques, le compte des institutions financières et le compte de l'agriculture. Enfin, le compte provisoire intègre le résultat d'un travail spécifique, visant à assurer la cohérence – d'un point de vue économique – des équilibres emplois-ressources par produit en volume et en prix à un niveau fin.
- Pour un compte semi-définitif, les révisions par rapport au compte provisoire proviennent principalement des révisions des sources d'information sur les comptes des administrations publiques et des sociétés financières, de la disponibilité d'informations fines relatives à la consommation des ménages et de la disponibilité des données de statistiques annuelles d'entreprises (Ésane) dans leur version semi-définitive. Ces statistiques annuelles d'entreprises font la synthèse d'informations statistiques et administratives sur les entreprises non financières (déclarations fiscales, enquêtes sectorielles d'entreprises), qui ne sont pas disponibles au moment de la confection du compte provisoire.
- Pour un compte définitif, la principale source de révision par rapport au compte semi-définitif provient de la disponibilité des données de statistiques annuelles d'entreprises dans leur version définitive. En particulier, la valeur ajoutée des entreprises non financières du compte définitif est calée sur ces données d'entreprises.

Ainsi, à l'occasion de la publication du compte provisoire 2019, les comptes annuels définitif 2017 et semi-définitif 2018 apportent des révisions aux comptes semi-définitif 2017 et provisoire 2018 publiés l'an passé. En outre, le compte provisoire 2019 apporte des révisions aux premières estimations fournies lors des publications des comptes trimestriels intervenues depuis fin janvier.

Table des matières

1. Principales révisions du compte définitif 2017	5
1.1. La croissance n'est pas revue : + 2,3 %	7
1.2. La contribution de la demande intérieure n'est pas revue.....	8
1.2.1. La croissance des dépenses de consommation totale et par secteur très peu révisées.....	8
1.2.2. La FBCF totale n'est pas révisée.....	11
1.2.3. La contribution des variations de stocks est inchangée	12
1.2.4. Le solde du commerce extérieur n'est pas révisé	13
1.3. Les comptes d'agents.....	16
1.3.1. L'évolution de la valeur ajoutée (en valeur) est revue de + 0,1 point	17
1.3.2. L'EBE des sociétés non financières continue de croître en 2017.....	17
1.3.3. La valeur ajoutée des institutions financières est révisée à la baisse.....	19
1.3.4. Le pouvoir d'achat du RDB des ménages est révisé en hausse à + 1,8 %.....	20
1.3.5. Le déficit des administrations publiques est légèrement dégradé.....	21
1.3.6. Le besoin de financement de la nation (24,5 Md€) est peu revu.....	22
2. Principales révisions du compte semi-définitif 2018	23
2.1. La croissance est revue à la hausse (+ 0,1 point) à + 1,8 %	25
2.2. Variations de stock révisées en hausse, solde du commerce extérieur en baisse.....	26
2.2.1. La croissance des dépenses de consommation est peu révisée.....	27
2.2.2. La FBCF est révisée en hausse par rapport au compte provisoire.....	29
2.2.3. Les variations de stocks pèsent moins sur la croissance au compte semi-définitif.....	31
2.2.4. Le solde de la balance des biens et services est révisé en baisse (-6,4 Md€)	31
2.3. Les comptes d'agent	34
2.3.1. La croissance de la valeur ajoutée est revue de + 0,3 point	35
2.3.2. L'EBE des sociétés non financières est revu à la hausse	35
2.3.3. La valeur ajoutée des institutions financières est fortement revue à la hausse.....	37
2.3.4. Le pouvoir d'achat du RDB des ménages est révisé en hausse (+ 0,3 point)	38
2.3.5. Le déficit des administrations est révisé à la baisse	40
2.3.6. Le besoin de financement de la nation est revu en hausse	41
3. Principales révisions du compte provisoire 2019	43
3.1. Sources de révision par rapport à la première estimation du T1 2020.....	44
3.1.1. Le PIB en volume est revu de + 0,2 point, à + 1,5 %	45
3.1.2. Le déflateur du PIB est revu de - 0,2 point.....	46
3.1.3. La croissance du PIB en valeur est confirmée.....	46
3.2. Approche demande : révision à la hausse de la consommation et de la FBCF.....	46
3.2.1. Les dépenses de consommation des ménages sont révisées en hausse	46
3.2.2. Les dépenses de consommation des administrations publiques sont revues en hausse	47
3.2.3. L'investissement accélère plus nettement.....	47
3.2.4. Les échanges extérieurs ralentissent un peu.....	48
3.2.5. La contribution négative des variations de stocks n'est pas revue	50
3.2.6. Production, valeur ajoutée et productivité apparente du travail	50
3.3. Les comptes d'agents.....	53
3.3.1. Le taux de marge des SNF est revu à la hausse	53
3.3.1. La valeur ajoutée des sociétés non financières est revue en baisse	57
3.3.2. Le pouvoir d'achat du RDB des ménages est revu à la hausse (+ 0,2 point à + 2,1 %).....	58
3.3.3. Le déficit public (3,0 % du PIB) est très peu modifié par rapport à la notification d'avril	61
3.3.4. Le besoin de financement de la nation est revu à la hausse (+ 4,1 Md€)	61

Les figures du document

Compte définitif 2017

Figure 1-1 : fiche de PIB en volume, révisions du compte 2017	6
Figure 1-2 : fiche de PIB en valeur, révisions du compte 2017	6
Figure 1-3 : Liens entre croissance et révisions entre les comptes définitifs et semi-définitifs.....	7
Figure 1-4 : révisions entre les comptes définitif et semi-définitif 2017 dans l'approche demande	8
Figure 1-5 : révisions des dépenses de consommation des ménages par produit	9
Figure 1-6 : révisions des dépenses de consommation des administrations publiques par produit.....	10
Figure 1-7 : révisions des dépenses de consommation des ISBLSM par produit.....	11
Figure 1-8 : principales révisions de la FBCF par secteur institutionnel	11
Figure 1-9 : principales révisions de la FBCF par produit	12
Figure 1-10 : Principales révisions des exportations par produit.....	13
Figure 1-11 : Principales révisions des importations par produit.....	14
Figure 1-12 : révision de la valeur ajoutée brute des secteurs institutionnels (en valeurs, Mds€)	17
Figure 1-13 : Principaux ratios du comptes des sociétés non financières.....	18
Figure 1-14 : Le compte des sociétés non financières	18
Figure 1-15 : Le compte des sociétés financières	19
Figure 1-16 : Le comptes des ménages	20
Figure 1-17 : Principaux ratios du compte des ménages	21
Figure 1-18 : Les comptes des administrations publiques	21
Figure 1-19 : Quelques éléments des relations avec le Reste du Monde	22

Compte semi définitif 2018

Figure 2-1 : fiche de PIB en volume, révisions du compte semi-définitif en volume.....	24
Figure 2-2 :fiche de PIB en valeur, révisions du compte semi-définitif en valeur.....	24
Figure 2-3 : liens entre croissance et révisions.....	25
Figure 2-4 : Révisions dans l'approche demande	26
Figure 2-5 : Principales révisions de la dépense de consommation des ménages	27
Figure 2-6 : Principales révisions de la dépense de consommation des APU	29
Figure 2-7 : Principales révisions de la dépense de consommation des ISBLSM	29
Figure 2-8 : Principales révisions de la FBCF des secteurs institutionnels.....	30
Figure 2-9 : Principales révisions de la FBCF par produit	30
Figure 2-10 : Principales révisions des exportations par produit.....	32
Figure 2-11 : Principales révisions des importations par produit	33
Figure 2-12 : Révision de la valeur ajoutée des secteurs institutionnels	35
Figure 2-13 : Le compte des sociétés non financières	36
Figure 2-14 : Principaux ratios du compte des sociétés non financières	37
Figure 2-15 : Compte des sociétés financières	38
Figure 2-16 : Le compte des ménages.....	39
Figure 2-17 : Principaux ratios du compte des ménages	40
Figure 2-18 : Le compte des administrations publiques	41
Figure 2-19 : Éléments sur les relations avec le reste du monde	42

Compte provisoire 2019

Figure 3-1 : Valeur ajoutée des secteurs institutionnels	53
Figure 3-2 : Le compte des sociétés non financières (SNF).....	54
Figure 3-3 : Le taux de marge des SNF	54
Figure 3-4 : Contributions au taux d'épargne des SNF	55
Figure 3-5 : Le taux d'investissement des SNF	56
Figure 3-6 : Le taux d'autofinancement des SNF	56
Figure 3-7 : Principaux ratios du compte des SNF	56
Figure 3-8 : Principaux ratios du compte des SNF corrigés du CICE	57
Figure 3-9 : : Le compte des sociétés financières	57
Figure 3-10 : Contributions à l'évolution du revenu disponible brut.....	58
Figure 3-11 : Le compte des ménages.....	59

Figure 3-12 : Le taux d'épargne des ménages	60
Figure 3-13 : Les principaux ratios du compte des ménages	60
Figure 3-14 : Le pouvoir d'achat du RDB des ménages	60
Figure 3-15 : Ratios et soldes des administrations publiques	61
Figure 3-16 : Quelques éléments issus du compte du reste du monde (vision secteur résident).....	62
Figure 3-17 : Évolution du besoin de financement de la nation (% du PIB)	62

1. Principales révisions du compte définitif 2017

Dans le compte définitif 2017, le PIB en valeur progresse de + 2,8 % contre + 2,7 % lors du compte semi-définitif (soit une révision de + 0,1 point). La croissance du PIB en volume atteint 2,3 % dans le compte définitif et n'est pas révisée par rapport au compte semi-définitif.

Côté demande, l'évolution de la consommation totale en volume est révisée en très légère hausse suivant en cela la dépense de consommation des ménages (+ 1,5 % en compte définitif contre + 1,4 % en compte semi-définitif, soit une révision de + 0,1 point). La dépense de consommation des ISBLSM en volume est elle aussi révisée de 0,1 point à la hausse. À l'inverse la dépense de consommation des administrations publiques est révisée en légère baisse en volume par rapport au compte semi-définitif (- 0,1 point).

L'évolution de la FBCF totale n'est pas révisée en volume par rapport au compte semi-définitif : elle évolue de + 4,7 % en compte définitif comme en compte semi-définitif. Cela masque des révisions par secteur de sens opposé. La FBCF des ménages et des administrations publiques sont révisées à la baisse au compte définitif (+ 5,7 % en compte définitif contre + 6,6 % en compte semi-définitif pour les ménages ; - 0,1 % en compte définitif contre + 0,3 % en compte semi-définitif pour les administrations publiques). A l'inverse, la FBCF des entreprises non financières augmente de + 5,2 % en compte définitif 2017 contre + 4,7 % au compte semi-définitif).

La contribution des variations de stocks à la croissance en volume n'est pas révisée, et s'établit à + 0,2 point au compte définitif comme au semi-définitif.

Enfin, la contribution du commerce extérieur à la croissance en volume est négative comme au compte semi-définitif (contribution de -0,1 point en compte définitif et semi-définitif). Les exportations ont été fortement revues à la hausse (+ 4,4 % au compte définitif contre + 3,9 % au compte semi-définitif), dans le même ordre de grandeur que les importations (+ 4,5 % au compte définitif contre + 3,9 % au compte semi-définitif) ce qui conduit à une très faible révision du solde du commerce extérieur.

Figure 1-1 : fiche de PIB en volume, révisions du compte 2017

Fiche de PIB en volume	Niveau	Niveau (Md€)		En évolution (%)				
	Définitif	Semi-définitif	Définitif	Provisoire	Semi-définitif	Définitif	Révision par rapport au provisoire	Révision par rapport au semi-définitif
PIB	2 234	2 285	2 285	2,2	2,3	2,3	0,1	0,0
Importations	689	717	720	4,0	3,9	4,5	0,5	0,5
Dépenses de consommation	1 743	1 767	1 768	1,1	1,4	1,5	0,4	0,0
- dont ménages	1 165	1 182	1 183	1,0	1,4	1,5	0,5	0,1
- dont APU	530	538	537	1,3	1,5	1,4	0,0	-0,1
- dont ISBLSM	47	48	48	1,4	1,5	1,6	0,2	0,1
FBCF totale	487	510	511	4,5	4,7	4,7	0,2	0,0
- dont ménages	112	119	118	5,6	6,6	5,7	0,1	-0,9
- dont ENF	275	288	289	4,1	4,7	5,2	1,1	0,5
- dont APU	75	75	75	1,4	0,3	-0,1	-1,5	-0,4
- dont autres	26	28	28	13,4	10,3	10,3	-3,1	0,0
Exportations	676	702	705	4,5	3,9	4,4	-0,1	0,5
Variations de stocks	18	21,6	22,0					

Contributions								
Demande intérieure hors	2 230	2 278	2 278	1,8	2,1	2,2	0,3	0,0
Consommation des ménages	1 165	1 182	1 183	0,5	0,7	0,8	0,3	0,0
Consommation des APU	530	538	537	0,3	0,3	0,3	0,0	-0,0
FBCF totale	487	510	511	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0
Variations de stocks	18	22	22	0,2	0,2	0,2	-0,0	0,0
Commerce extérieur	-14	-15	-15	0,1	-0,1	-0,1	-0,2	-0,0

Figure 1-2 : fiche de PIB en valeur, révisions du compte 2017

Fiche de PIB en valeur	Niveau	Niveau (Md€)		en évolution (%)				
	Définitif	Semi-définitif	Définitif	Provisoire	Semi-définitif	Définitif	Révision par rapport au provisoire	Révision par rapport au semi-définitif
PIB	2 234	2 295	2 297	2,8	2,7	2,8	0,0	0,1
Importations	689	732	735	6,2	6,1	6,7	0,5	0,6
Dépenses de consommation	1 743	1 783	1 783	2,2	2,3	2,3	0,2	0,0
- dont ménages	1 165	1 191	1 192	2,2	2,2	2,3	0,0	0,1
- dont APU	530	544	543	2,0	2,5	2,4	0,4	-0,1
- dont ISBLSM	47	48	48	2,6	2,3	2,4	-0,2	0,1
FBCF totale	487	516	517	5,7	5,9	6,0	0,3	0,2
- dont ménages	112	122	121	7,6	8,8	8,0	0,5	-0,7
- dont ENF	275	289	291	4,9	5,2	5,9	1,0	0,7
- dont APU	75	77	76	3,1	2,2	1,8	-1,3	-0,3
- dont autres	26	29	29	14,3	10,9	11,0	-3,3	0,1
Exportations	676	707	711	5,3	4,7	5,2	-0,1	0,5
Variations de stocks	18	20,3	21,6					

Contributions								
Demande intérieure hors stocks	2 230	2 299	2 300	3,0	3,1	3,1	0,2	0,0
Consommation des ménages	1 165	1 191	1 192	1,2	1,2	1,2	0,0	0,0
Consommation des APU	530	544	543	0,5	0,6	0,6	0,1	0,0
FBCF totale	487	515,9	516,8	1,3	1,3	1,3	0,1	0,0
Variations de stocks	18	20,3	21,6	0,2	0,1	0,2	0,0	0,1
Commerce extérieur	-14	-24	-24	-0,3	-0,5	-0,5	-0,2	0,0

1.1. La croissance n'est pas revue : + 2,3 %

Dans le compte définitif 2017, le PIB en valeur progresse de + 2,8 % contre 2,7 % au compte semi-définitif 2017, soit une révision de + 0,1 point. Cette révision tient à la révision de la valeur ajoutée des entreprises non financières, suite à la prise en compte d'une nouvelle version d'Esane.

Lors du compte semi-définitif 2017, si l'approche revenu/secteur du PIB reposait déjà, pour la partie concernant les entreprises non financières (ENF), sur la statistique d'entreprise Esane, l'approche demande ne se cale que globalement sur la valeur ajoutée totale. Aussi la prise en compte au niveau le plus fin de la production et des consommations intermédiaires des branches de la statistique Esane dans le compte définitif a-t-elle modifié les équilibres ressources emplois (ERE) de l'approche demande.

Par ailleurs, en compte semi-définitif, seuls des résultats provisoires issus de la première exploitation de l'enquête complémentaire sur les échanges internationaux de services (ECEIS) 2017 étaient disponibles. Désormais, les comptes reposent sur les résultats définitifs de l'ECEIS 2017.

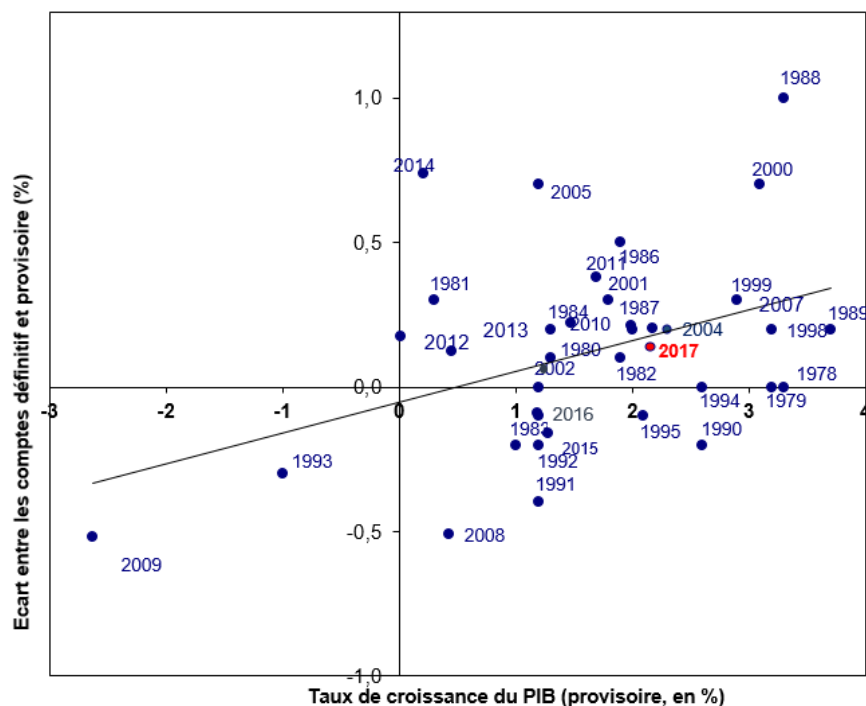
Dans le cadre de l'élaboration du compte définitif 2017 l'approche demande du PIB se trouve spontanément au niveau de l'approche revenu (approche demande inférieure de 200 M€ sur la valeur ajoutée avant l'organisation de la réunion d'arbitrage). Peu de modifications ont donc été apportées sur l'approche demande pour des besoins de convergence avec l'approche revenu.

La croissance du PIB en volume atteint ainsi + 2,3 % dans le compte définitif 2017 comme en compte semi-définitif. Le déflateur du PIB n'est pas révisé et s'établit à + 0,5 % au compte semi-définitif comme au compte définitif.

Sur un champ plus restreint, hors services non marchands et hors agriculture, le PIB volume augmente de + 2,4 %, un peu plus marqué qu'en compte semi-définitif (+ 2,3 %). Sur le champ hors activités financières et d'assurance, le PIB volume augmente de + 2,3 %, là encore un peu plus marqué qu'en compte semi-définitif (+ 2,2 %).

Au total, l'ampleur de la révision du PIB volume par rapport au compte provisoire qui s'élève à + 0,1 point est très inférieure à l'ordre de grandeur des révisions passées (+/- 0,3 point en moyenne) (cf. graphique 2).

Figure 1-3 : Liens entre croissance et révisions entre les comptes définitifs et provisoires



1.2. La contribution de la demande intérieure n'est pas revue

Le PIB s'établit à 2 297,2 Md€ en valeur en 2017 ; il progresse de + 63,1 Md€ par rapport à 2016 soit une révision à la hausse en évolution de + 2,2Md€ par rapport au compte semi-définitif (cf tableau 3).

En volume, la croissance du PIB est révisée à la hausse de 0,9 Md€ par rapport au compte semi-définitif : la croissance en volume s'établit en 2017 à + 2,3 % en compte définitif comme au compte semi-définitif. Côté demande, l'évolution en volume des dépenses de consommation est rehaussée de 0,7 Md€, avec + 1,2Md€ pour les dépenses de consommation des ménages et - 0,5 Md€ pour celles des administrations publiques.

L'évolution de la FBCF n'est pas révisée dans son ensemble mais cela masque une compensation entre secteurs institutionnels : la FBCF des entreprises non financières est révisée à la hausse (+ 1,4Md€) et compensée par une révision à la baisse de la FBCF des ménages (- 1,0 Md€) et des administrations publiques (- 0,3 Md€).

L'évolution des variations de stocks en volume est stable par rapport au compte semi-définitif, de même que sa contribution au PIB qui s'établit à + 0,2 point. Enfin, la progression des importations en volume est relevée de 3,7 Md€ et celle des exportations de 3,6 Md€, si bien que la contribution en volume du commerce extérieur à la croissance du PIB en volume n'est pas révisée (contribution de - 0,1 point en compte définitif comme au compte semi-définitif).

Figure 1-4 : révisions entre les comptes définitif et semi-définitif 2017 dans l'approche demande

Fiche de PIB	Niveau 2016 (Md€) Définitif	2017 Définitif-2017 Semi-Définitif					
		Révision en évolution (%)			Révision en delta (Md€)		
		valeur	volume	prix	valeur	volume	prix
PIB	2 234	0,1	0,0	0,1	2,2	0,9	1,3
Importations	689	0,6	0,5	0,0	3,8	3,7	0,1
Dépenses de consommation	1 743	0,0	0,0	0,0	0,2	0,7	-0,4
- dont ménages	1 165	0,1	0,1	0,0	0,6	1,2	-0,6
- dont APU	530	-0,1	-0,1	0,0	-0,4	-0,5	0,1
- dont ISBLSM	47	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
FBCF totale	487	0,2	0,0	0,2	0,9	0,0	0,8
- dont ménages	112	-0,7	-0,9	0,2	-0,8	-1,0	0,2
- dont ENF	275	0,7	0,5	0,2	1,9	1,4	0,5
- dont APU	75	-0,3	-0,4	0,1	-0,3	-0,3	0,1
- dont autres	26	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Exportations	676	0,5	0,5	0,0	3,6	3,6	0,1
Variations de stocks	18	0,0	0,0	0,0	1,3	0,3	1,0

Contributions à la révision de l'évolution du PIB 2017				
Demande intérieure hors stocks	2 300	0,0	0,0	0,0
Consommation des ménages	1 192	0,0	0,1	0,0
Consommation des APU	543	0,0	0,0	0,0
FBCF totale	517	0,0	0,0	0,0
Variations de stocks	22	0,1	0,0	0,0
Commerce extérieur	-24	0,0	0,0	0,0

1.2.1. La croissance des dépenses de consommation totale et par secteur très peu révisées

Par rapport au compte semi-définitif, la croissance des **dépenses de consommation totales** en 2017 n'est quasiment pas révisée ni en valeur ni en volume. En valeur la croissance des dépenses de consommation totales

s'établit à 2,3 % au compte définitif comme au compte semi-définitif. En volume la croissance passe de 1,4 % à 1,5 % accentué par le jeu des arrondis (le 1,5 % correspond à une croissance de 1,45 %).

Les dépenses de consommation des ménages sont révisées en légère hausse en valeur et en volume.

En 2017, les dépenses de consommation des ménages augmentent de + 2,3 % en valeur et sont en légère hausse par rapport au compte semi-définitif (+ 2,2 % en valeur). Leur progression en volume est également révisée en légère hausse (+ 1,5 % en compte définitif contre + 1,4 % en compte semi-définitif).

En valeur, les révisions par rapport au compte semi-définitif (+ 0,6 Md€) s'expliquent principalement par la prise en compte de nouvelles sources non disponibles au compte semi-définitif (+ 0,8 Md€), l'actualisation de sources (+ 0,7 Md€), la révision des Sifim (-0,5 Md€) et le calage de la consommation commercialisable (-0,6 Md€) sur les données d'entreprise. La consommation des ménages en produits « commercialisables » (produits susceptibles d'être vendus aux ménages par le commerce et la réparation automobile) et l'activité des secteurs commerciaux (ou formes de ventes) via leurs chiffres d'affaires (source Esane).

A l'exception des services financiers (Sifim), ces révisions des dépenses en valeur se retranscrivent en volume: en effet, les déflateurs de la consommation par produit sont en général quasi inchangés entre le compte semi-définitif et le compte définitif, car assis pour la plupart sur les indices de prix à la consommation (IPC), déjà disponibles précédemment et non révisés.

Figure 1-5 : révisions des dépenses de consommation des ménages par produit

	2017 VALEUR		2017 VOLUME				Révision de la contribution		
	Md€ DEF	Révision DEF	Md€ SD	Md€ DEF	% SD	% DEF	VOL	VAL	PRIX
							% DEF - SD		
Ensemble	1 192	0,6	16	17	1,4 %	1,5 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %
Agriculture	36	-0,2	-0,6	-0,7	-1,6 %	-1,9 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Energie, eau, déchets	55	-0,3	-0,6	-0,9	-1,1 %	-1,7 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Industrie agro-alimentaire	179	0,4	0,9	1,3	0,5 %	0,7 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Cokéfaction et raffinage	44	0,1	-0,2	-0,1	-0,4 %	-0,2 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Biens d'équipement	32	0,1	0,9	0,9	2,6 %	2,9 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Matériels de transport	71	-0,1	3,8	3,9	5,6 %	5,8 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Autres branches industrielles	155	0,1	2,0	2,1	1,3 %	1,4 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Construction	19	0,0	0,2	0,2	1,0 %	1,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Commerce	14	-0,1	0,7	0,7	5,5 %	5,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Transport	41	0,2	1,2	1,4	3,0 %	3,6 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Hébergement-restauration	86	-0,9	4,3	3,3	5,2 %	4,1 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %
Information-communication	42	0,1	0,2	0,3	0,4 %	0,7 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Services financiers	66	-0,6	2,8	2,8	4,4 %	4,3 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Services immobiliers	233	0,2	2,8	3,0	1,2 %	1,3 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Services aux entreprises	25	0,0	1,1	1,1	4,5 %	4,6 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Services non marchands	64	1,3	-0,5	0,7	-0,7 %	1,2 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %
Services aux ménages	46	0,0	1,2	1,2	2,8 %	2,8 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Correction territoriale	-17	0,1	-4,0	-3,8	30,9 %	29,8 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %

Le partage volume prix des produits pour lesquels l'IPC n'est pas retenu, en général parce que ces produits ne sont pas dans le champ de l'IPC (Services d'intermédiation financière indirectement mesurés -Sifim-) ou mesurés selon des concepts différents (assurance, crédit d'impôt) est source de révision entre un compte définitif et un compte semi-définitif.

Pour le compte définitif 2017 seul le prix des Sifim est révisé sensiblement suite à la révision du taux de référence (de 0,93 % à 0,89 %). La révision des Sifim en valeur s'élève à -0,5 Md€. Les encours de crédits et de dépôts étant inchangés il s'agit donc d'un pur effet prix d'où l'absence de révision sur les volumes.

Au total, les dépenses de consommation des ménages décélèrent légèrement en volume en 2017 (+ 1,5 % en 2017 après + 1,8 % en 2016). La croissance en volume est portée principalement par les services marchands avec une contribution de 1,2 point. En particulier, les dépenses sur le territoire en hébergement et restauration, activités financières et d'assurance et activités immobilières sont très dynamiques. À l'inverse la correction territoriale pèse à la baisse sur les dépenses de consommation des ménages résidents avec une contribution de -0,3 point.

La croissance des dépenses de consommation des administrations publiques (APU) est révisée en légère baisse par rapport au compte semi-définitif

En 2017, les dépenses de consommation des administrations publiques progressent de 2,4 % en valeur et de 1,4 % en volume, contre + 2,5 % en valeur et + 1,5 % en volume en compte semi-définitif.

La progression des **dépenses individualisables** s'établit à + 2,3 % en valeur (contre + 2,4 % au compte semi-définitif) et à + 1,5 % en volume (contre + 1,6 % lors du compte semi-définitif). Cette révision à la baisse s'explique principalement par la suppression d'un arbitrage mis au compte semi-définitif sur la santé marchande (arbitrage matrice D632, cf supra) qui conduit à réviser la dépense de consommation individualisable des APU à la baisse de 0,8 Md€. Cette révision impacte les valeurs et volumes du même montant. Elle n'est qu'en partie contrebalancée par des révisions à la hausse sur la santé et l'éducation non marchande liées à la prise en compte de nouvelles données transmises par la DGFIP et par la DREES (+ 0,2 Md€).

Les **dépenses collectives** sont stables par rapport au compte semi-définitif: elles augmentent de + 2,7 % en valeur et de 1,1 % en volume au compte définitif comme au compte semi-définitif.

Figure 1-6 : révisions des dépenses de consommation des administrations publiques par produit

	2017 VALEUR		2017 VOLUME				Révision de la contribution		
	Md€	révision	Md€	Md€	%	%	VOLUME	VALEUR	PRIX
							%		
	DEF	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF - SD		
Consommation individualisable	355	-0,5	5,7	5,2	1,6 %	1,5 %	-0,1 %	-0,1 %	0,0 %
dont produits marchands	128	-0,7	3,5	2,9	2,8 %	2,3 %	-0,1 %	-0,1 %	0,0 %
dont santé	57	-0,8	1,9	1,1	3,4 %	2,0 %	-0,1 %	-0,1 %	0,0 %
dont industrie pharmaceutique	27	0,1	1,1	1,2	4,2 %	4,8 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
dont autres	45	-0,1	0,5	0,5	1,2 %	1,1 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
dont produits non marchands	227	0,2	2,2	2,4	1,0 %	1,1 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
dont santé	71	0,1	1,8	1,9	2,7 %	2,8 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
dont éducation	100	0,1	0,2	0,3	0,2 %	0,3 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
dont administration publique	18	0,0	-0,2	-0,2	-1,2 %	1,1 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
dont autres	39	0,0	0,3	0,3	0,9 %	0,8 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Consommation collective	188	0,1	2,0	2,0	1,1 %	1,1 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
dont administration publique	175	0,1	1,8	1,8	1,1 %	1,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
dont autres	13	-0,1	0,2	0,2	1,8 %	1,7 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Consommation totale	543	-0,4	7,7	7,2	1,5 %	1,4 %	-0,1 %	-0,1 %	0,0 %

Les dépenses de consommation des ISBLSM sont révisées en légère hausse en valeur et en volume.

En 2017, les dépenses de consommation des ISBLSM progressent de + 2,4 % en valeur (contre + 2,3 % au compte semi-définitif) et de + 1,6 % en volume (contre + 1,5 % au compte semi-définitif).

Les légères révisions sur les services non marchands sont liées principalement à la prise en compte de nouvelles sources notamment de l'Accos sur l'hébergement médicosocial et social et de la Dress pour l'action sociale sans hébergement.

Figure 1-7 : révisions des dépenses de consommation des ISBLSM par produit

	2017 VALEUR		2017 VOLUME				Révision de la contribution		
	Md€	révision	Md€ SD	Md€ DEF	% SD	% DEF	VOLUME	VALEUR	PRIX
							% DEF - SD		
Ensemble	48	0,0	1	1	1,5 %	1,6 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %
Services non marchands	29	0,0	0,5	0,6	1,8 %	2,2 %	0,2 %	0,1 %	-0,2 %
Services aux ménages	19	0,0	0,2	0,1	0,9 %	0,6 %	-0,1 %	0,0 %	0,1 %

1.2.2. La FBCF totale n'est pas révisée

En 2017, la FBCF totale augmente en valeur de 6,0 % et en volume de 4,7 % en compte définitif, contre respectivement + 5,9 % en valeur et + 4,7 % en volume en compte semi-définitif (cf. tableau 7).

La FBCF par secteur institutionnel

Cette relative stabilité masque des révisions en sens variés : la FBCF des ménages et des APU révisé à la baisse en valeur et volume alors que celle des entreprises non financières révisé à la hausse.

La FBCF des entreprises non financières progresse de + 5,2 % en volume contre + 4,7 % au compte semi-définitif. Au compte définitif, depuis la base 2010, un montant cible de FBCF corporelle des entreprises non financières est mesuré à partir d'Esane. Toutefois, c'est l'approche demande sur la base des équilibres ressources emplois qui permet d'estimer *in fine* l'évolution de la FBCF. *

La FBCF des ménages, quant à elle, progresse de + 5,7 % en volume (contre + 6,6 % au semi-définitif) et de + 8,0 % en valeur (contre + 8,8 % au semi-définitif). La révision à la baisse s'explique par la prise en compte des données définitives Esane et une correction des taux de TVA sur la construction (travaux de construction spécialisés notamment).

La FBCF des administrations publiques diminue légèrement (-0,1 % en volume) alors qu'elle était légèrement positive au compte semi-définitif (+ 0,3 %), en lien avec une mise à jour des données du ministère des armées concernant le matériel militaire et la prise en compte des dernières données de la DIRDA (Dépense Intérieure de R&D des administrations publiques transmise par le ministère de l'enseignement supérieur).

Figure 1-8 : principales révisions de la FBCF par secteur institutionnel

	2017 VALEUR		2017 VOLUME				Révision de la contribution		
	Md€ DEF	révision DEF	Md€ SD	Md€ DEF	% SD	% DEF	VOLUME	VALEUR	PRIX
							% DEF - SD		
Ménages	121	-0,8	7,4	6,3	6,6 %	5,7 %	-0,2 %	-0,2 %	0,0 %
Entreprises non financières	291	1,9	12,9	14,3	4,7 %	5,2 %	0,3 %	0,4 %	0,1 %
Administrations publiques	76	-0,3	0,2	-0,1	0,3 %	-0,1 %	-0,1 %	-0,1 %	0,0 %
Autres (IF notamment)	29	0,0	2,7	2,6	10,3 %	10,3 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Ensemble	517	0,9	23,1	23,1	4,7 %	4,7 %	0,0 %	0,2 %	0,2 %

La FBCF par produit

Dans le détail, les révisions s'expliquent essentiellement par une modification des ressources par produit (production et marges commerciales) issues d'Esane qui trouve sa contrepartie notamment en FBCF. Les révisions liées à Esane se retrouvent en valeur et en volume.

Construction et information-communication révisent à la baisse en valeur et volume. La FBCF en construction révisé à la baisse entre le compte semi-définitif et définitif (-2,4Md€ en valeur ; -3,1 Md€ en volume) en lien avec la prise en compte des données de production issues d'Esane et la prise en compte des informations issues des enquêtes ESA (sur la sous-traitance et le partage par secteur institutionnel). La distorsion volume-prix de l'ordre de 0,8 Md€ est liée à une correction des taux de TVA. La FBCF en produits immobiliers (qui regroupe à la fois des activités de construction et tous les frais liés aux achats et locations immobiliers), accélère en 2017 et confirme le rebond entamé en 2016 après une période de repli entre 2013 et 2015 (graphique 4). Tous les secteurs contribuent à cette accélération.

La croissance de la FBCF en information-communication est révisée à la baisse de 1,2Md€ en valeur (+ 8,1 % en compte définitif en valeur contre + 9,8 % au compte semi-définitif). Cette révision à la baisse provient pour partie de la prise en compte de la donnée Esane et pour partie d'un arbitrage pris à la baisse de 0,5 Md€ sur la production pour emploi final propre en logiciels.

Les autres produits révisent à la hausse en valeur et volume. En particulier, la FBCF en matériel de transport est révisée à la hausse de 1,6 Md€ en valeur (+ 1,9 % en compte définitif en valeur contre - 2,4 % au compte semi-définitif). Cette révision est liée à la révision de la donnée Esane et à la mise à disposition des données branches entre le compte semi-définitif et le compte définitif. Elle s'explique également, à hauteur de 1 Md€, par une révision des importations d'avions (source douanes) qui trouve naturellement sa contrepartie en FBCF.

Figure 1-9 : principales révisions de la FBCF par produit

	2016	2017				Révision de la contribution		
	VALEUR	VOLUME				VOLUME	VALEUR	PRIX
	Md€	Md€	Md€	%	%	%		
	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF - SD		
Ensemble	517	23,1	23,1	4,7 %	4,7 %	0,0 %	0,2 %	0,2 %
Agriculture	1	0,0	-0,1	-2,9 %	-6,6 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Energie, eau, déchets	0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Biens d'équipement	40	2,3	2,8	6,2 %	7,6 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %
Matériels de transport	38	-1,0	0,7	-2,7 %	1,7 %	0,3 %	0,3 %	0,0 %
Autres branches industrielles	36	-0,1	1,0	-0,3 %	2,9 %	0,2 %	0,2 %	0,0 %
Construction	222	10,4	7,3	5,0 %	3,5 %	-0,6 %	-0,5 %	0,2 %
Information-communication	74	7,1	5,9	10,3 %	8,6 %	-0,2 %	-0,2 %	0,0 %
Services immobiliers	6	0,7	0,9	14,0 %	17,5 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Services aux entreprises	97	3,8	4,5	4,1 %	5,0 %	0,2 %	0,2 %	0,0 %
Services aux ménages	2	0,1	0,1	2,8 %	4,5 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %

1.2.3. La contribution des variations de stocks est inchangée

La contribution des variations de stocks à la croissance en valeur est légèrement revue à la hausse (+ 0,2 point en valeur au compte définitif contre + 0,1 % au compte semi-définitif).

L'exploitation de la statistique d'Esane permet, dès le compte semi-définitif, de fournir de premières estimations relativement fiables des variations de stocks des entreprises non financières. Les données de stocks issues d'Esane doivent toutefois faire l'objet d'une correction statistique dite d'appréciation sur stocks pour que les stocks soient valorisés aux prix de marché estimés en moyenne annuelle, conformément aux concepts de comptabilité nationale.

Les variations de stocks sont au global peu revues par rapport au compte semi-définitif, mais cette stabilité masque des mouvements en sens variés, en cohérence avec la statistique d'entreprise. Ainsi, les variations de stocks sont revues à la hausse pour la construction, les biens d'équipements et l'industrie agro-alimentaire. En revanche, les variations de stocks en autres branches industrielles sont revues en baisse, avec un impact essentiellement sur le produit « fabrication de produits chimique, engrais et azoté, engrais, plastique et caoutchouc synthétique » (20A).

1.2.4. Le solde du commerce extérieur n'est pas révisé

Le solde extérieur s'établit en 2017 à -24,5 Md€ contre -13,5 Md€ en 2016, de sorte que sa contribution à la croissance en valeur du PIB est négative de 0,5 point au compte définitif comme au compte semi-définitif (contre -0,3 point en compte provisoire).

Le déficit sur les biens manufacturés et le déficit énergétique se creusent. L'excédent sur les biens agricoles et agroalimentaires et sur les services se réduisent légèrement. La croissance de la correction territoriale ne permet pas de compenser la dégradation du solde des autres postes.

Les exportations en hausse par rapport au compte semi-définitif.

En 2017, le taux de croissance des exportations en valeur est en hausse par rapport au compte semi-définitif (évolution de 4,7 % en compte semi-définitif et 5,2 % en compte définitif). Cette révision de 3,6 Md€ en valeur vient à la fois des biens et des services.

Figure 1-10 : Principales révisions des exportations par produit

	2016 VALEUR	2017 VOLUME				Révision de la contribution		
		Md€	Md€	Md€	%	%	VOLUME	VALEUR
	DEF	SD	DEF	SD	DEF	%		
Ensemble	711	26,1	29,6	3,9 %	4,4 %	0,5 %	0,5 %	0,0 %
Agriculture	15	-0,6	-0,6	-4,1 %	-4,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Energie, eau, déchets	10	1,8	1,5	23,0 %	19,6 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Industrie agro-alimentaire	48	2,2	2,3	4,9 %	5,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Cokéfaction et raffinage	12	0,5	0,5	5,1 %	5,2 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Biens d'équipement	90	3,4	3,4	3,9 %	4,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Matériels de transport	124	5,1	6,3	4,3 %	5,3 %	0,2 %	0,2 %	0,0 %
Autres branches industrielles	199	9,8	10,2	5,3 %	5,5 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %
Commerce	7	-0,3	-0,2	-3,8 %	-3,5 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Transport	34	2,2	2,3	7,2 %	7,4 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Information-communication	20	0,2	0,6	1,1 %	3,1 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %
Services financiers	14	-0,6	-0,4	-4,2 %	-2,8 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Services aux entreprises	78	-1,1	-0,7	-1,4 %	-0,8 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %
Services non marchands	1	0,1	0,1	11,3 %	11,3 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Services aux ménages	5	-0,6	-0,5	-11,1 %	-9,3 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Correction territoriale	55	3,9	4,8	7,9 %	9,8 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %

Du côté des biens, la source de révisions la plus importante affecte le matériel de transport (+ 1,2Md€), en particulier le négoce automobile (+ 1,7 Md€) et la construction aéronautique et spatiale (-0,7 Md€).

Du côté des services les nouvelles données ECEIS conduisent à réviser l'ensemble des services (+ 1 Md€) en valeur, en particulier les services aux entreprises, les services de télécommunications et informatique ou encore les services financiers. L'autre source de révision significative porte sur la correction territoriale (+ 1,0 Md€) et vient de la révision de la ligne voyages de la Balance des Paiements.

En volume, la progression des exportations est en hausse par rapport au compte semi-définitif (à + 4,4 % contre + 3,9 % en compte semi-définitif). Le partage volume / prix est peu modifié par rapport au compte semi-définitif qui avait déjà été l'occasion d'un travail sur les indices de prix à l'exportation.

Les importations en hausse par rapport au compte semi-définitif.

En 2017, le taux de croissance des importations en valeur est revu à la hausse entre le compte semi-définitif et le compte définitif (respectivement + 6,1 % et + 6,7 %), cette révision est imputable aux révisions des données des Douanes et de la Balance des Paiements. Du côté des services les nouvelles données ECEIS conduisent à réviser l'ensemble des services (+ 1 Md€) en valeur, en particulier sur les services financiers et les services aux entreprises. La correction territoriale correspondant à la ligne voyages de la Balance des Paiements révisé également à la hausse de 1,1 Md€ en valeur. La Balance a révisé ses données suite à une correction sur les dépenses personnelles des français à l'étranger (erreur dans les données transmises par le prestataire et communiqué tardivement).

Les importations progressent également en volume en 2017, avec une évolution plus forte de celle du compte semi-définitif (+ 3,9 % en compte semi-définitif contre + 4.5 % en compte définitif). Les révisions sont principalement induites par les révisions des valeurs hormis la correction d'une erreur sur les volumes d'Airbus (+ 0,5 Md€) au compte semi-définitif et qui déforme le partage volume prix sur le matériel de transport.

La correction territoriale correspondant à la ligne voyages de la Balance des Paiements révisé également à la hausse de 1,1 Md€ en valeur. La Balance a révisé ses données suite à une correction sur les dépenses personnelles des français à l'étranger (erreur dans les données transmises par le prestataire et communiqué tardivement).

Figure 1-11 : Principales révisions des exportations par produit

	2016	2017					Révision de la contribution		
	VALEUR	VOLUME					VOLUME	VALEUR	PRIX
	Md€	Md€	Md€	%	%	%			
	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF - SD			
Ensemble	735	27,2	30,9	3,9 %	4,5 %	0,5 %	0,6 %	0,0 %	
Agriculture	15	0,2	0,2	1,6 %	1,7 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	
Energie, eau, déchets	39	2,1	2,1	6,9 %	6,9 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	
Industrie agro-alimentaire	42	1,4	1,4	3,5 %	3,6 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	
Cokéfaction et raffinage	20	-0,2	-0,1	-1,2 %	-0,8 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	
Biens d'équipement	117	6,4	7,0	5,7 %	6,3 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %	
Matériels de transport	99	7,3	8,0	8,0 %	8,7 %	0,1 %	0,0 %	-0,1 %	
Autres branches industrielles	221	9,1	9,7	4,4 %	4,7 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %	
Commerce	9	-0,6	-0,7	-6,0 %	-7,2 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	
Transport	47	2,2	2,2	5,0 %	5,1 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	
Information-communication	21	1,2	1,2	6,0 %	6,1 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	
Services financiers	6	-0,1	0,3	-0,9 %	4,9 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %	
Services aux entreprises	76	-0,9	-0,6	-1,2 %	-0,8 %	0,0 %	0,1 %	0,0 %	
Services non marchands	1	0,2	0,2	22,6 %	22,6 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	
Services aux ménages	3	0,0	0,0	-1,4 %	0,3 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	
Correction CAF/FAB	-18	-0,9	-0,8	5,3 %	5,2 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	
Correction territoriale	38	-0,1	1,0	-0,3 %	2,7 %	0,2 %	0,2 %	0,0 %	

Les importations progressent également en volume en 2017, avec une évolution plus forte de celle du compte semi-définitif (+ 3,9 % en compte semi-définitif contre + 4.5 % en compte définitif). Les révisions sont principalement induites par les révisions des valeurs hormis la correction d'une erreur sur les volumes d'Airbus (+ 0,5 Md€) au compte semi-définitif et qui déforme le partage volume prix sur le matériel de transport.

1.3. Les comptes d'agents

Entre les comptes semi-définitif et définitif 2017, la croissance de la valeur ajoutée (VA) de l'ensemble des secteurs institutionnels est révisée en légère hausse, de + 0,1 point (passant de + 2,4 % à + 2,5 %). La croissance du PIB est revue de + 0,1 point en valeur et s'établit à + 2,8 % en 2017 contre 2,7 % en compte semi-définitif.

La valeur ajoutée des sociétés non financières et entrepreneurs individuels est révisée en hausse (+ 3,2 %, contre + 3,0 % lors du compte semi-définitif). De la même manière, la progression des salaires et traitements bruts est revue à la hausse, à + 3,7 % contre + 3,4 % dans le compte semi-définitif. Ces modifications tiennent principalement à la prise en compte, dans le compte définitif, d'une version actualisée des données issues de la statistique structurelle d'entreprises. Spontanément la donnée d'entreprise donnait une évolution de la VA légèrement supérieure à la donnée finale de la comptabilité nationale. L'intégration des données agricoles et la mise en cohérence des impôts déclarés par les entreprises avec les données issues des administrations publiques rehaussent la croissance de la valeur ajoutée par rapport à cette estimation spontanée, mais a contrario, l'appréciation sur stocks, du fait de l'augmentation du prix du pétrole en 2017, conduit à abaisser la valeur ajoutée. Au total, le taux de marge des sociétés non financières est quasiment stable par rapport à 2016 mais revu légèrement à la baisse par rapport au compte semi-définitif.

L'EBE n'est presque pas révisé par rapport au compte semi-définitif, tandis que les revenus nets de la propriété versés diminuent par rapport, suite à la prise en compte des dernières données disponibles de la Banque de France. Ainsi, au final, l'évolution de l'épargne brute est moins dynamique qu'au compte semi-définitif : alors qu'elle progressait de +3,6 % au compte semi-définitif, elle augmente de + 3,0 % au compte définitif. L'investissement qui ressort des équilibres ressources emploi est revu en hausse par rapport au compte semi-définitif, tandis que les variations de stocks sont révisées en baisse. Dans ce contexte, le taux d'investissement des sociétés non financières est révisé en légère hausse (0,1 point) et le taux d'autofinancement est en revanche inférieur à celui du compte semi-définitif.

L'évolution de la valeur ajoutée des sociétés financières n'est presque pas revue (- 7,1 % en compte définitif contre -7,2 % au compte semi-définitif). Cette révision résulte essentiellement de la production d'assurance dommage, révisée en hausse du fait du lissage des indemnités.

Le revenu disponible brut des ménages est révisé à la hausse (+ 0,4 point sur l'évolution 2016-2017). Cette révision résulte principalement de la révision à la hausse des salaires bruts ainsi que des revenus mixtes bruts issus d'Esane. Les prestations sociales en espèce sont également revues à la hausse du fait du calage sur les dernières données disponibles du Ministère de la Santé.

Dans le même temps, les dépenses de consommation finale sont révisées en hausse, mais dans une moindre mesure, de sorte que le taux d'épargne est révisé à la hausse de + 0,2 point. Le déflateur de la consommation finale des ménages est revu de -0,1 point : l'évolution du pouvoir d'achat du revenu des ménages par unité de consommation est donc révisé en hausse au compte définitif 2017, et son évolution s'établit à + 1,1 % après + 0,9 % en compte définitif 2016.

En part de PIB, le déficit public atteint -2,9 % du PIB, il est aggravé (- 0,1 point) par rapport à la notification EDP d'octobre 2019, principalement du fait de la révision de la chronique en comptabilité nationale des paiements liés au contentieux sur la taxe de 3 % sur les dividendes. Par ailleurs, depuis la notification d'octobre un certain nombre de nouvelles données et de nouvelles sources sont disponibles.

Enfin, le besoin de financement de la nation se dégrade, de -3,2Md€ par rapport au compte semi-définitif 2017, avec la prise en compte des dernières estimations des douanes et de la balance des paiements sur le solde commercial, les transferts courants et les revenus de la propriété, avec en particulier une révision importante sur les bénéfices réinvestis. Il se situe désormais à -0,7 % du PIB.

1.3.1. Lévolution de la valeur ajoutée (en valeur) est revue de + 0,1 point

Entre les comptes semi-définitif et définitif, l'évolution de la valeur ajoutée (VA) de l'ensemble des secteurs est revue de + 0,1 point (soit + 1,8 Md€). Elle progresse ainsi de + 2,5 % (contre + 2,4 % précédemment), après + 1,5 % en 2016. L'évolution du PIB est valeur est également revue de + 0,1 point, et s'établit à + 2,8 % contre + 2,7 % en compte semi-définitif.

La valeur ajoutée des entreprises non financières et entrepreneurs individuels est revue en hausse, à + 3,2 % dans le compte définitif, contre + 3,0 % en compte semi-définitif. Ce changement tient essentiellement à l'intégration, dans le compte définitif, d'informations actualisées issues de la statistique structurelle d'entreprises. La donnée Esane évolue spontanément de + 3,5 % sur le champ SNFEI. L'intégration de l'agriculture, ainsi que certaines opérations de passage au compte (comparaison des impôts nets des subventions déclarées par les entreprises aux données issues du compte des administrations publiques) conduisent à la rehausser, tandis que l'appréciation sur stocks, qui prend en compte la remontée des prix du pétrole, joue à la baisse sur l'évolution de la valeur ajoutée. Ainsi, au final, l'évolution de la valeur ajoutée des SNFEI dans les comptes nationaux présente une évolution de + 3,2 %, inférieure à la donnée source Esane.

La VA des sociétés financières est revue en légère hausse (- 7,1 % contre - 7,2 % en compte semi-définitif). Cette révision est portée essentiellement par les assurances, notamment des indemnités d'assurance dommage.

La VA des administrations publiques (APU) est revue en hausse (+ 2,5 % en compte définitif contre + 2,4 % auparavant), essentiellement du fait de la prise en compte de l'activité marchande d'assurance liée à l'intégration des activités de l'ex-Coface dans les comptes de l'Etat.

Figure 1-12 : révision de la valeur ajoutée brute des secteurs institutionnels (en valeurs, Mds€)

	2017 DEF en niveau	Evolutions (en %)			Révisions en niveau (en Md€)
		2017_SD	2017_DEF	Révisions	
Sociétés non financières	1182,5	3,3	3,4	0,09	1,1
Sociétés financières	88,8	-7,2	-7,1	0,09	0,1
<i>dont intermédiaires financiers</i>	61,6	-9,7	-9,8	-0,12	-0,1
<i>dont auxiliaires financiers</i>	13,7	15,0	14,4	-0,63	-0,1
<i>dont assurances</i>	13,5	-13,2	-11,6	1,58	0,2
Administrations publiques	375,6	2,4	2,5	0,15	0,5
Ménages	363,0	1,8	1,9	0,11	0,4
<i>dont EI</i>	132,3	0,7	1,2	0,52	0,7
<i>dont ménages purs</i>	230,7	2,4	2,3	-0,13	-0,3
ISBLSM	36,2	2,9	3,0	0,10	0,0
Total des secteurs institutionnels	2046,1	2,4	2,5	0,1	2,1
Impôts nets de subventions sur les produits	251,1	5,8	5,8	0,0	0,1
Produit intérieur brut	2297,2	2,7	2,8	0,1	2,2

1.3.2. L'EBE des sociétés non financières continue de croître en 2017

Au compte définitif 2017, les données Esane donnent une évolution spontanée de la valeur ajoutée de 3,9 % pour les sociétés non financières et - 2,9 % pour les entrepreneurs individuels. Pour l'ensemble des SNFEI, l'évolution est de + 3,5 %. Les corrections apportées à la donnée d'entreprise conduisent à modifier cette évolution de la valeur ajoutée, portée à + 3,8 % pour les SNF et de - 0,7 % pour les entrepreneurs individuels (EI).

La masse salariale des SNFEI est légèrement revue à la hausse, à + 3,7 % contre + 3,5 % au semi-définitif, proche de la donnée ACOSS. Les impôts nets sur la production sont revus en légère baisse en raison d'une correction, neutre sur la valeur ajoutée, réalisée dans le cadre de la comparaison des taxes déclarées par les entreprises et des montants de recettes issus du compte des administrations publiques. Au total, l'EBE est très peu révisé et

en conséquence, le taux de marge des sociétés non financières est stable par rapport à 2016, comme au compte semi-définitif.

La croissance de la FBCF des SNF, telle qu'évaluée dans les équilibres ressources-emplois, est revue à + 6,0 %, contre + 5,3 % au semi-définitif. Au total l'évolution du taux d'investissement est revue en légère hausse par rapport au compte semi-définitif : pour les SNF, il s'établit à 23,8 % en 2017 au compte définitif contre + 23,6 % au semi-définitif.

La révision à la hausse de l'investissement conduit également à dégrader en niveau le taux d'autofinancement, qui, sur le champ des SNF, s'établit à 96,1 % ; Son évolution est révisée en baisse par rapport au semi-définitif. Il se maintient toutefois à un niveau élevé.

Figure 1-13 : Principaux ratios du comptes des sociétés non financières

	2017 DEF en niveau	Evolutions (en points)		
		2017_SD	2017_DEF	Révisions
Taux de marge des SNF : EBE / VA	31,7	0,0	-0,1	0,0
Taux d'investissement : FBCF / VA	23,8	0,5	0,6	0,1
Taux d'autofinancement : Epargne / FBCF	96,2	0,5	-2,4	-2,8

L'intégration en parallèle des données actualisées de la Balance des paiements conduit à réviser en baisse les dividendes nets versés par les SNF, qui diminuent fortement par rapport à 2016. La Balance des Paiement a en outre procédé à une nouvelle analyse des données d'investissements directs étrangers : cette analyse conduit à baisser substantiellement les bénéfices réinvestis nets reçus par les SNF. Ainsi, au total, les revenus nets de la propriété versés des SNF augmentent par rapport au compte semi-définitif, ce qui conduit à une baisse de leur épargne.

Figure 1-14 : Le compte des sociétés non financières

	2017 DEF en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)
		2017_SD	2017_DEF	Révisions	
Valeur ajoutée	1 182,5	3,3	3,4	0,1	1,1
Rémunération des salariés	779,7	3,5	3,7	0,2	1,3
<i>dont salaires et traitements bruts</i>	591,6	3,6	3,9	0,3	1,6
Impôts nets sur la production	28,5	0,8	0,4	-0,4	-0,1
Excédent brut d'exploitation	374,3	3,2	3,1	0,0	-0,1
Revenus nets de la propriété versés	33,3	-27,4	-14,8	12,6	2,7
Revenus de la propriété versés	246,0	-10,5	-7,0	3,5	9,3
Intérêts versés	65,1	-2,2	0,2	2,4	1,5
Dividendes versés	168,7	-13,4	-10,6	2,8	5,3
Bénéfices réinvestis d'IDE versés	8,1	-17,5	18,4	35,9	2,4
Revenus de la propriété reçus	212,8	-7,3	-5,7	1,7	6,5
Intérêts reçus	53,6	-4,7	-0,5	4,1	2,2
Dividendes reçus	152,3	-8,8	-5,8	3,0	7,6
Bénéfices réinvestis d'IDE reçus	4,7	1,6	-39,9	-41,5	-3,2
Impôts sur le revenu et le patrimoine	47,7	17,4	17,5	0,0	0,0
Transferts courants versés (nets des reçus)	22,9	4,0	4,4	0,4	0,1
Epargne brute	270,5	5,8	3,5	-2,3	-3,0
Formation brute de capital fixe	281,3	5,3	6,0	0,7	1,8
Variations de stocks (Md€)	20,0	2,3	3,6	1,3	1,3
Transferts en capital reçus (nets des versés) (Md€)	28,9	8,1	7,7	-0,3	1,2
Capacité/besoin de financement (Md€)	-2,4	6,3	-3,2	-9,5	-4,9

1.3.3. La valeur ajoutée des institutions financières est révisée à la baisse

En 2017, la croissance de la VA des sociétés financières (SF) est revue en légère hausse de 0,1 point lors du compte définitif : son taux de croissance est de -7,1 %, contre -7,2 % lors du compte semi-définitif. Cette révision est portée essentiellement par le secteur des assurances.

Les assurances

Les états comptables des assureurs, fournis par l'ACPR et la DREES ont été exploités dès le compte semi-définitif, si bien que les révisions sont mineures. Toutefois, la production des sociétés d'assurance dommage a été révisée légèrement en hausse. La valeur ajoutée des assurances est révisée au final de + 0,2Md€, cette révision se décompose en une révision de + 0,5 Md€ sur la production et + 0,3 Md€ sur la consommation intermédiaire.

Les auxiliaires financiers

Le compte des auxiliaires financiers est revu au définitif suite à l'intégration des données actualisées d'Esane. L'évolution de la valeur ajoutée est revue à + 14,4 % contre + 15 % en compte semi-définitif, soit une révision de -0,1 Md€.

Les intermédiaires financiers

Le compte des intermédiaires financiers est revu en baisse par rapport au compte semi-définitif, en grande partie du fait de nouvelles analyses portées sur les revenus de la propriété.

Concernant la valeur ajoutée, son évolution est revue de -0,1 % entre semi-définitif 2017. Les services d'intermédiaire financière indirectement mesurés (SIFIM) sont faiblement révisés, et cette révision provient de la révision par la Banque de France, de son estimation du taux de refinancement des banques.

Figure 1-15 : Le compte des sociétés financières

	2017 DEF en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)	
		2017_SD	2017_DEF	Révisions		
Valeur ajoutée	88,8	-7,2	-7,1	0,1		0,1
Rémunération des salariés	55,2	3,3	3,5	0,2		0,1
Impôts nets sur la production	9,8	4,3	4,4	0,1		0,0
Excédent brut d'exploitation	23,8	-27,4	-27,6	-0,1		0,0
Revenus de la propriété versés	208,4	1,5	2,0	0,6		1,2
Intérêts versés	103,4	-1,4	-0,6	0,7		0,8
Dividendes versés	35,6	15,7	16,1	0,4		0,1
Bénéfices réinvestis d'IDE versés	1,4	-17,5	25,1	42,5		0,5
Autres revenus d'investissement versés	68,0	-0,3	-0,5	-0,3		-0,2
Revenus de la propriété reçus	216,9	-0,4	1,1	1,5		0,2
Intérêts reçus	144,4	0,2	-0,4	-0,6		-0,9
Dividendes reçus	44,0	-1,9	-1,3	0,6		-2,7
Bénéfices réinvestis d'IDE reçus	8,9	-18,3	37,3	55,6		3,6
Autres revenus d'investissement reçus	19,6	5,2	6,1	1,0		0,2
Impôts sur le revenu et le patrimoine	16,1	9,0	9,0	0,0		0,0
Epargne brute	13,3	-47,2	-47,9	-0,6		-1,7
Formation brute de capital fixe	23,7	12,9	12,9	0,0		0,0
Transferts en capital reçus (nets des versés) (Md€)	6,9	2,3	4,4	2,2		2,2
Capacité de financement (Md€)	-3,7	-13,7	-10,3	3,4		0,4

Les dividendes nets versés par les intermédiaires financiers en 2016 et 2017 ont été perturbés par des acomptes sur dividendes versés par des filiales à leurs sociétés mères qui ont été corrigés. Enfin, les transferts en capital reçus nets sont revus en forte hausse, du fait de la modification apportée à la chronique de dépenses en comptabilité nationale liées au contentieux sur la taxe de 3 % sur les dividendes.

1.3.4. Le pouvoir d'achat du RDB des ménages est révisé en hausse à + 1,8 %

La croissance du revenu disponible s'établit à 2,56 % en compte définitif (contre 2,2 % en compte semi-définitif) en raison de révisions qui ne se compensent pas.

Les revenus d'activité sont plus dynamiques qu'au compte semi-définitif, en lien avec la révision à la hausse du revenu mixte des entrepreneurs individuels (révisés de + 0,7 Md€ par rapport au semi-définitif) et des salaires bruts reçus (+ 1,9 Md€ par rapport au semi-définitif).

Figure 1-16 : Le comptes des ménages

	2017 DEF en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)
		2017_SD	2017_DEF	Révisions	
Revenus d'activité nets	858,3	2,8	3,1	0,3	2,7
Revenu mixte net	92,4	1,7	2,5	0,7	0,7
Revenu mixte brut	122,3	1,3	1,8	0,6	0,7
Cotisations des non salariés APU	27,8	-0,1	-0,1	0,0	0,0
Cotisations des non salariés hors APU	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Salaires nets	766,0	3,0	3,3	0,3	2,1
Salaires bruts	894,8	3,1	3,3	0,2	1,9
Cotisations salariales APU	100,8	4,4	4,3	-0,1	-0,1
Cotisations salariales hors APU	28,1	2,3	2,1	-0,2	0,0
Revenus du patrimoine	260,1	1,0	1,1	0,0	0,1
EBE des ménages purs	183,8	2,5	2,2	-0,3	-0,5
Revenus de la propriété reçus	92,6	-2,1	-1,9	0,2	0,2
Intérêts reçus	14,1	-0,8	-4,7	-3,8	-0,6
Dividendes reçus	30,6	-2,3	0,2	2,5	0,8
Autres revenus d'investissements	45,1	-2,2	-2,3	-0,1	0,0
Revenus de la propriété versés	16,2	-0,5	-3,4	-2,9	-0,5
Intérêts versés	14,6	-0,3	-3,6	-3,3	-0,5
Prestations sociales en espèces reçues	494,4	1,5	1,6	0,1	0,7
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	226,7	2,4	2,5	0,0	0,1
<i>Impôts sur le revenu</i>	198,6	2,4	2,4	0,1	0,1
Transfert courants reçus nets (Md€)	1,9	1,6	2,9	1,2	1,2
Revenu disponible brut	1 388,1	2,21	2,55	0,35	4,7
Dépense de consommation finale	1 192,1	2,24	2,29	0,05	0,6
Transferts sociaux en nature reçus	403,4	2,4	2,3	-0,1	-0,4
<i>Transferts sociaux en nature marchands</i>	139,7	2,7	2,1	-0,5	-0,7
<i>Transferts sociaux en nature non-marchands</i>	263,7	2,3	2,4	0,1	0,3
Consommation finale effective	1 595,5	2,3	2,3	0,0	0,2
Epargne brute	196,0	2,0	4,2	2,2	4,1
Formation brute de capital fixe	130,6	8,2	7,6	-0,6	-0,7
<i>EI</i>	9,8	2,0	3,2	1,2	0,1
<i>ménages purs</i>	120,8	8,8	8,0	-0,7	-0,8
Transferts en capital reçus (nets des versés) (Md€)	-9,2	-1,5	-1,3	0,2	0,2
Capacité de financement (en Md€)	57,8	-7,9	-2,7	5,2	5,2

Les prestations sociales en espèces sont révisées à la hausse (+ 0,7 Md€), en raison notamment du calage sur les dernières informations transmises par la DREES : ce calage n'avait été que partiel au semi-définitif car les données disponibles n'étaient alors pas à champ constant.

Au total, en 2017, le revenu disponible brut (RDB) des ménages est revu de + 4,8 Md€ entre les comptes semi-définitif et définitif, soit + 0,4 point. Le RDB progresse au définitif de + 2,56 % contre + 2,2 % au semi-définitif.

Figure 1-17 : Principaux ratios du compte des ménages

	2017 DEF en niveau	Evolutions (en points)		
		2017_SD	2017_DEF	Révisions
Taux d'épargne (En %)	14,1	0,0	0,2	0,2
Taux d'épargne financière (En %)	4,2	-0,7	-0,3	0,4
Pouvoir d'achat du RDB (en évol)	1,7	1,3	1,7	0,4
Pouvoir d'achat du RDB par UC (en évol)	1,1	0,7	1,1	0,4

1.3.5. Le déficit des administrations publiques est légèrement dégradé

En 2017, le besoin de financement des administrations publiques (APU) est accru de 3,8 Md€ par rapport à la notification des ratios de finances publiques à la Commission Européenne d'octobre 2018

Figure 1-18 : Les comptes des administrations publiques

	2017 DEF en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)
		2017_SD	2017_DEF	Révisions	
Valeur ajoutée	375,6	2,4	2,5	0,1	0,5
Rémunération des salariés	290,9	2,4	2,4	0,0	0,1
Excédent brut d'exploitation	77,9	2,3	2,9	0,6	0,5
Impôts production reçus nets de subventions	315,3	5,1	5,1	0,0	0,0
Solde des revenus de la propriété	-24,9	-7,1	-7,2	-0,1	0,0
Impôts sur le revenu et le patrimoine	294,4	5,1	5,1	0,0	0,1
Cotisations sociales reçues	430,2	2,9	2,8	-0,1	-0,3
Prestations sociales en espèces versées	450,0	1,5	1,6	0,2	0,7
Transfert courants nets reçus	-60,0	-0,4	0,5	0,8	-0,5
Revenu disponible brut	583,0	7,2	7,0	-0,2	-0,9
Consommation finale individuelle	355,4	2,4	2,3	-0,1	-0,5
<i>Transferts sociaux en nature marchands</i>	139,7	2,7	2,1	-0,5	-0,7
<i>Transferts sociaux en nature non-marchands</i>	215,7	2,3	2,4	0,1	0,2
Consommation finale collective	187,8	2,7	2,7	0,0	0,1
Epargne brute (Md€)	39,8	25,7	25,2	-0,5	-0,5
Formation brute de capital fixe	76,4	2,2	1,8	-0,3	-0,3
Capacité ou besoin de financement (Md€)	-67,4	15,5	13,3	-2,2	-3,8
Administrations publiques centrales (Md€)	-74,0	9,5	7,6	-1,9	-3,5
Administrations publiques locales (Md€)	1,6	-1,4	-1,4	0,0	0,0
Administrations de sécurité sociale (Md€)	4,9	7,5	7,1	-0,3	-0,3

Cette révision est portée principalement par l'État, en raison de la révision (+ 3,8 Md€) de la chronique des versements en comptabilité nationale, liés au contentieux sur la taxe de 3 % sur les dividendes, suite à des échanges avec les autorités statistiques européennes et afin de davantage tenir compte des informations disponibles au moment de la décision du Conseil Constitutionnel (fin 2017). En part de PIB, le déficit notifié des APU atteint 2,9 %, contre 2,8 % lors de la notification d'octobre 2018.

1.3.6. Le besoin de financement de la nation (24,5 Md€) est peu revu

La prise en compte d'informations plus récentes en provenance des douanes et de la balance des paiements conduit à revoir le solde des échanges extérieurs en légère baisse en 2017 (-0,2 Md€, à -24,5 Md€), du fait d'une révision à la hausse du niveau des exportations en 2017 inférieure à celle des importations en valeur.

Le solde des opérations de répartition est en revanche dégradé au compte définitif, du fait principalement des révisions enregistrées sur les revenus de la propriété suite à de nouvelles données de la Balance des Paiements, en particulier sur les bénéficiaires réinvestis de filiales situées en France et détenues par des sociétés mères situées à l'étranger. L'estimation de ces bénéficiaires réinvestis s'appuie notamment sur la statistique structurelle d'entreprise, qui n'avait pas pu être prise en compte dans l'estimation des opérations de répartition avec le reste du monde au compte semi-définitif.

Il en résulte une révision du besoin de financement de la nation qui passe de -12,6 Md€ en compte semi-définitif à -15,8 Md€ en compte définitif. Alors que le besoin de financement de la nation s'améliorait en compte semi-définitif, il se dégrade en compte définitif.

Figure 1-19 : Quelques éléments des relations avec le Reste du Monde

	2017 DEF en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)
		2017_SD	2017_DEF	Révisions	
Solde des échanges extérieurs (Md€)	-24,5	-10,8	-10,9	-0,2	-0,2
Exportations	711,0	4,7	5,2	0,5	3,6
Exportations de biens (FAB)	497,8	5,9	6,2	0,3	1,5
Importations	735,4	6,1	6,7	0,6	3,8
Importations de biens (FAB)	534,9	8,0	8,4	0,4	1,8
Solde des opérations de répartition (Md€)	8,6	11,5	8,4	-3,1	-3,1
Rémunérations des salariés (Md€)	20,2	0,3	0,6	0,2	0,2
Subventions nettes d'impôts (Md€)	4,2	-0,6	-0,5	0,0	0,0
Revenus de la propriété (Md€)	27,5	7,6	4,6	-3,0	-3,0
Cotisations et prestations sociales (Md€)	-9,8	0,0	-0,3	-0,2	-0,2
Impôts et autres transferts courants (Md€)	-34,0	3,9	3,8	-0,2	-0,2
Transferts en capital (Md€)	0,5	0,2	0,3	0,1	0,1
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (Md€)	-15,8	0,7	-2,5	-3,2	-3,2
En % du PIB (évolution en points)	-0,7	0,0	-0,1	-0,1	

2. Principales révisions du compte semi-définitif 2018

Dans le compte semi-définitif 2018, le PIB en valeur progresse de +2,8 % contre +2,5 % lors du compte provisoire (soit une révision de +0,2 point). Cette modification résulte notamment des révisions de la valeur ajoutée des entreprises non financières, suite à la prise en compte partielle de la donnée structurelle d'entreprise Esane. La prise en compte des données de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et de la Banque de France conduit également à modifier la valeur ajoutée des sociétés financières, en particulier des assurances.

La croissance du PIB en volume atteint +1,8 % dans le compte semi-définitif, contre +1,7 % au compte provisoire. Le déflateur du PIB est revu à la hausse (+0,2 point). Le partage volume prix est révisé tout particulièrement sur la dépense consommation des ménages en lien avec la prise en compte des données de l'ACPR, et sur les variations de stocks en lien notamment avec la prise en compte de nouvelles données sur l'agriculture.

Côté demande, la dépense de consommation des ménages en volume n'est presque pas révisée (+0,9 % au compte provisoire comme au semi-définitif). Les dépenses de consommation des administrations publiques sont révisées en légère hausse en volume par rapport au compte provisoire. Les dépenses de consommation des ISBLSM sont révisées en baisse.

La FBCF augmente en volume en compte semi-définitif à un rythme supérieur à celui du compte provisoire (+3,2 % contre +2,8 % en compte provisoire). La prise en compte de nouvelles données de l'ACPR explique une grande part de la révision haussière. Elle conduit à réviser fortement à la hausse la FBCF des entreprises financières et d'assurances (+5,3 % en compte semi-définitif contre -3,8 % en compte provisoire). La FBCF des administrations publiques est elle aussi, mais dans une moindre mesure, révisée en hausse. Elle augmente de 3,3 % au compte semi-définitif contre +2,4 % en compte provisoire. A l'inverse, la FBCF des ménages augmente moins en volume en compte semi-définitif (+1,5 %) qu'en compte provisoire (+2,0 %), suite à la prise en compte de données plus fines sur la construction. La FBCF des entreprises non financières progresse elle aussi légèrement moins au compte semi-définitif 2018 (+3,7 % en volume) qu'au compte provisoire (+3,8 %).

La contribution des variations de stocks à la croissance est révisée à la hausse par rapport au compte provisoire et devient nulle en volume au compte semi-définitif, suite à la prise en compte partielle de la donnée structurelle d'entreprise, non disponible au compte provisoire.

Enfin, la contribution du commerce extérieur en volume est positive mais révisée à la baisse (+0,4 point en volume au compte semi-définitif, contre +0,7 point au compte provisoire). La prise en compte de nouvelles données de la Balance des Paiements (Déclarants Directs Généraux et surtout des premiers résultats de l'enquête ECEIS sur 2018) conduit en effet à réviser les importations en plus forte hausse que les exportations. Le solde du commerce extérieur sur les services est plus particulièrement touché par les révisions.

Figure 2-1 : fiche de PIB en volume, révisions du compte semi-définitif en volume

Fiche de PIB en volume	Niveau 2017 (Md€)		Niveau 2018 (Md€)		2018, en évolution (%)		
	Semi-définitif	Définitif	Provisoire	Semi-définitif	Provisoire	Semi-définitif	Révision
PIB	2 295	2 297	2 335	2 338	1,7	1,8	0,1
Importations	732	735	740	758	1,2	3,1	1,9
Dépenses de consommation	1 783	1 783	1 799	1 800	0,9	0,9	0,0
- dont ménages	1 191	1 192	1 202	1 203	0,9	0,9	0,0
- dont APU	544	543	548	548	0,8	0,9	0,1
- dont ISBLSM	48	48	49	49	1,3	1,0	-0,3
FBCF totale	516	517	530	533	2,8	3,2	0,4
- dont ménages	122	121	124	123	2,0	1,5	-0,4
- dont ENF	289	291	300	302	3,8	3,7	-0,1
- dont APU	77	76	79	79	2,4	3,3	0,9
- dont autres	29	29	28	30	-3,3	4,6	7,9
Exportations	707	711	732	743	3,5	4,4	1,0
Variations de stocks	20	22	14	21			
Contributions							
Demande intérieure hors stocks	2 299	2 300	2 329	2 333	4,1	4,5	0,4
Consommation des ménages	1 191	1 192	1 202	1 203	1,4	1,5	0,0
Consommation des APU	544	543	548	548	0,6	0,7	0,1
FBCF totale	516	517	530	533	2,0	2,3	0,3
Variations de stocks	20	22	14	21	-0,8	0,0	0,8
Commerce extérieur	-24	-24	-9	-16	2,1	1,2	-1,0

Figure 2-2 : fiche de PIB en valeur, révisions du compte semi-définitif en valeur

Fiche de PIB en valeur	Niveau 2017 (Md€)		Niveau 2018 (Md€)		2018, en évolution (%)		
	Semi-définitif	Définitif	Provisoire	Semi-définitif	Provisoire	Semi-définitif	Révision
PIB	2 295	2 297	2 353	2 360,7	2,5	2,8	0,2
Importations	732	735	756	773	3,3	5,2	1,9
Dépenses de consommation	1 783	1 783	1 819	1 822	2,0	2,2	0,1
- dont ménages	1 191	1 192	1 220	1 223	2,4	2,6	0,2
- dont APU	544	543	551	550	1,3	1,2	-0,2
- dont ISBLSM	48	48	49	49	1,5	1,8	0,3
FBCF totale	516	517	538	541	4,3	4,6	0,4
- dont ménages	122	121	126	125	3,9	3,5	-0,4
- dont ENF	289	291	304	305	5,0	4,9	-0,1
- dont APU	77	76	80	80	4,2	5,1	0,9
- dont autres	29	29	28	30	-1,6	5,9	7,5
Exportations	707	711	737	749	4,3	5,3	1,1
Variations de stocks	20	22	14	23			
Contributions							
Demande intérieure hors stocks	2 299	2 300	2 357	2 362	2,5	2,7	0,2
Consommation des ménages	1 191	1 192	1 220	1 223	1,2	1,4	0,1
Consommation des APU	544	543	551	550	0,3	0,3	0,0
FBCF totale	516	517	538	541	1,0	1,0	0,1
Variations de stocks	20	22	14	23	-0,3	0,1	0,3
Commerce extérieur	-24	-24	-18	-25	0,3	0,0	-0,3

2.1. La croissance est revue à la hausse (+ 0,1 point) à + 1,8 %

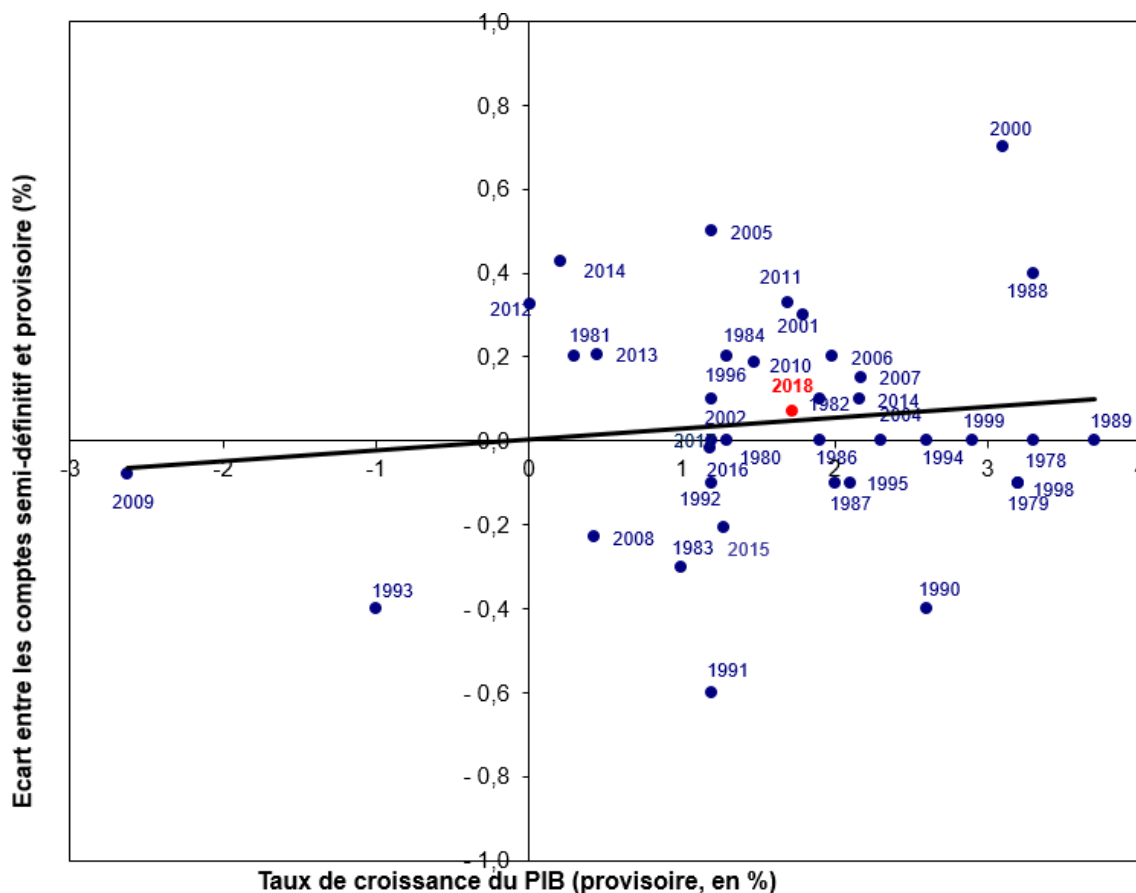
Dans le compte semi-définitif 2018, le PIB en valeur progresse de 2,8 % contre + 2,5 % au compte provisoire 2018, soit une révision de + 0,2 point. Cette révision tient à la révision de la valeur ajoutée des entreprises non financières, suite à la prise en compte de la donnée structurelle d'entreprise non disponible au compte provisoire, à la révision du compte de l'agriculture mais également à la prise en compte de nouvelles données de la Balance des Paiements sur les échanges extérieurs et de l'ACPR et de la Banque de France sur les IFEA.

Lors d'un compte semi-définitif, l'approche revenu / secteur du PIB repose, pour la partie concernant les entreprises non financières (ENF), sur la statistique d'entreprise Esane. L'approche demande ne se cale pas cependant au niveau fin des branches sur la production et la consommation intermédiaire des ENF telles qu'issues d'Esane. Le plus souvent en effet, des indicateurs conjoncturels (chiffres d'affaires ou indices de production industrielle combinés à des indices de prix à la production) sont privilégiés par rapport aux données fournies par Esane, qui n'ont pu être analysées finement au niveau sectoriel et qui ne comprennent pas une ventilation de la production par branche.

La croissance du PIB en volume atteint in fine + 1,8 % dans le compte semi-définitif 2018, contre + 1,7 % en compte provisoire. Le déflateur du PIB est révisé à la hausse, suite notamment à la modification du partage volume-prix de la dépense de consommation et des variations de stocks.

Au total, l'ampleur de la révision du PIB volume par rapport au compte provisoire (+ 0,1 point) est inférieure aux révisions passées (+/- 0,2 point en moyenne).

Figure 2-3 : liens entre croissance et révisions



2.2. Variations de stock révisées en hausse, solde du commerce extérieur en baisse

Le PIB s'établit à 2 360,7 Md€ en valeur en 2018 ; il progresse de + 63,5 Md€ entre 2017 et 2018, soit une révision à la hausse en évolution de 5,4 Md€ par rapport au compte provisoire.

En volume, la croissance du PIB est révisée à la hausse de 1,7 Md€, soit + 0,1 point. Côté demande en volume, l'évolution des dépenses totales de consommation est revue en hausse de 0,8 Md€ : l'évolution de la dépense de consommation des ménages est relevée de 0,3 Md€, celle des administrations publiques est révisée à la hausse de 0,7 Md€ et celle des ISBSLM est révisée en légère baisse de 0,2 Md€.

L'évolution en volume de la FBCF est revue en hausse (2,2 Md€) : l'évolution en volume de la FBCF des administrations publiques est révisée en hausse (0,7 Md€). Mais la révision à la hausse de la FBCF est surtout portée par les autres secteurs (2,3 Md€), en particulier les institutions financières. Au contraire la FBCF des ménages est révisée en baisse (- 0,6 Md€) tout comme celle des entreprises non financières (-0,2Md€).

L'évolution des variations de stocks en volume est révisée en hausse (5,7 Md€), leur contribution au PIB ne pèse plus sur la croissance comme au compte provisoire ; elle devient nulle en volume (contre -0,3 au compte provisoire).

Enfin, la contribution du commerce extérieur en volume est révisée à la baisse (-0,3 point), l'évolution des exportations étant révisée à la hausse (+ 7,1 Md€) mais dans une ampleur moindre que les importations (+ 14,0 Md€).

Figure 2-4 : Révisions dans l'approche demande

Fiche de PIB	Niveau 2017 (Md€)		2018 Semi-définitif - 2018 Provisoire					
	Semi-définitif	Définitif	Révision en évolution (%)			Révision en delta (Md€)		
			valeur	volume	prix	valeur	volume	prix
PIB	2 295	2 297	0,2	0,1	0,2	5,4	1,6	3,8
Importations	732	735	1,9	1,9	0,0	14,0	14,0	-0,1
Dépenses de consommation	1 783	1 783	0,1	0,0	0,1	2,1	0,7	1,4
- dont ménages	1 191	1 192	0,2	0,0	0,2	2,8	0,2	2,6
- dont APU	544	543	-0,2	0,1	-0,3	-0,9	0,7	-1,6
- dont ISBSLM	48	48	0,3	-0,3	0,7	0,2	-0,2	0,3
FBCF totale	516	517	0,4	0,4	0,0	2,0	2,2	-0,2
- dont ménages	122	121	-0,4	-0,4	0,0	-0,6	-0,6	0,0
- dont ENF	289	291	-0,1	-0,1	0,0	-0,3	-0,2	0,0
- dont APU	77	76	0,9	0,9	0,0	0,7	0,7	0,0
- dont autres	29	29	7,5	7,9	-0,4	2,1	2,3	-0,1
Exportations	707	711	1,1	1,0	0,1	7,8	7,1	0,7
Variations de stocks	20	22	0,0	0,0	0,0	7,5	5,7	1,8

Révision des contributions à l'évolution du PIB					
Demande intérieure hors stocks	2 299	2 300	0,2	0,1	0,1
Consommation des ménages	1 191	1 192	0,1	0,0	0,1
Consommation des APU	544	543	0,0	0,0	-0,1
FBCF totale	516	517	0,1	0,1	0,0
Variations de stocks	20	22	0,3	0,2	0,1
Commerce extérieur	-24	-24	-0,3	-0,3	0,0

2.2.1. La croissance des dépenses de consommation est peu révisée

Par rapport au compte provisoire, la croissance des dépenses de consommation totales en 2018 est révisée en très légère hausse en valeur (+ 0,1 point) et n'est quasiment pas révisée en volume (+ 0,0 point).

Les dépenses de consommation des ménages en volume sont inchangées

En 2018, les dépenses de consommation des ménages augmentent de + 2,6 % en valeur et de 0,9 % en volume, contre + 2,4 % en valeur et + 0,9 % en volume en compte provisoire. En valeur, les révisions en niveau par rapport au compte provisoire s'élèvent à + 3,4Md€.

La prise en compte des révisions apportées à la consommation des ménages en compte définitif 2017 (+ 0,6 Md€). Cet effet base affecte diversement les produits : les plus touchés sont la restauration (-1,0 Md€), les services financiers (y compris Sifim, - 0,7 Md€) et la santé humaine marchande (+ 0,8 Md€).

Ce sont principalement les services d'assurances qui sont révisés. La production d'assurance-vie et de capitalisation révisé fortement à la hausse (+ 3,3 Md€) et celle de l'assurance dommage également (+ 1,8 Md€). Lors du compte provisoire seules certaines informations fournies par le syndicat professionnel FFSA (Fédération française des sociétés d'assurances) sont disponibles pour évaluer l'activité des assureurs vie et non-vie. Elles ne couvrent pas de manière exhaustive le champ des assurances et ne permettent pas de reconstituer la totalité des éléments des comptes. Des hypothèses sont nécessaires. Lors du compte définitif, les états comptables des assureurs fournis par l'ACPR et la Drees peuvent être exploités.

L'apport de nouvelles informations concerne d'autres produits. Le produit « production, transport et distribution d'électricité » est révisé à la hausse suite à la prise en compte de données de RTE et du SDES (enquête sur la transparence des prix et données sur les abonnements). Le produit « cokéfaction et raffinage » révisé aussi sensiblement à la hausse suite à la prise en compte de données du Comité professionnel du pétrole. La principale révision à la baisse (-1,1 Md€) porte sur le produit « production et distribution de gaz vapeur et air conditionné ».

Figure 2-5 : Principales révisions de la dépense de consommation des ménages

	VALEUR		VOLUME				Révision des contributions		
	Md€ SD	Révision SD	Md€ PROV	Md€ SD	% PROV	% SD	VOLUME	VALEUR	PRIX
Ensemble	1 223	3,4	10,5	10,7	0,9 %	0,9 %	0,0 %	0,2 %	0,2 %
Agriculture	36	-0,2	-1,0	-1,1	-2,8 %	-3,2 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Energie, eau, déchets	56	-0,8	-0,5	-0,9	-0,9 %	-1,6 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Industrie agro-alimentaire	183	1,5	-1,8	-0,8	-1,0 %	-0,4 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %
Cokéfaction et raffinage	50	0,5	-0,4	-0,1	-0,9 %	-0,2 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Biens d'équipement	32	-0,1	0,9	0,6	2,7 %	2,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Matériels de transport	73	-0,3	1,6	1,4	2,2 %	2,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Autres branches industrielles	154	-0,2	-0,5	-0,9	-0,3 %	-0,6 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Construction	19	-0,3	0,5	0,2	2,6 %	1,1 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Commerce	15	-0,1	0,6	0,6	3,9 %	4,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Transport	43	1,0	0,3	1,1	0,8 %	2,7 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %
Hébergement-restauration	91	-1,6	3,7	3,1	4,3 %	3,6 %	-0,1 %	-0,1 %	0,0 %
Information-communication	42	0,1	0,0	0,0	0,1 %	0,1 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Services financiers	71	4,8	0,3	1,7	0,4 %	2,5 %	0,1 %	0,4 %	0,3 %
Services immobiliers	238	-0,2	4,8	4,4	2,0 %	1,9 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Services aux entreprises	25	-0,9	0,9	0,4	3,5 %	1,8 %	0,0 %	-0,1 %	0,0 %
Services non marchands	66	2,2	-0,1	0,3	-0,1 %	0,5 %	0,0 %	0,1 %	0,0 %
Services aux ménages	46	-1,6	1,1	0,9	2,3 %	2,0 %	0,0 %	-0,1 %	-0,1 %
Correction CAF/FAB	0	0,0	0,0	0,0			0,0 %	0,0 %	0,0 %
Produits consommés hors du territoire	-18	-0,4	0,3	-0,3	-1,5 %	2,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %

Les déflateurs de la consommation par produit sont en général quasi inchangés entre le compte provisoire et le compte semi-définitif, car assis pour la plupart sur les indices de prix à la consommation (IPC), déjà disponibles précédemment et non révisés. Toutefois, pour certains produits, le déflateur retenu n'est pas l'IPC, en général parce que ces produits ne sont pas dans le champ de l'IPC (Services d'intermédiation financière indirectement mesurés -SIFIM-, loyers imputés, assurance-vie) ou sont mesurés selon des concepts différents (assurance-dommage, crédits d'impôt).

Pour le compte semi-définitif 2018 la déformation volume-prix de la dépense de consommation s'explique par les révisions des services d'assurance-vie, des services domestique et des services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager.

S'agissant des services d'assurances, la prise en compte des données de l'ACPR (en remplacement des informations FFSA, cf. supra) conduit à réviser la dépense de consommation en assurance-vie révisé en valeur de + 3,3 Md€. Le volume quant à lui révisé dans des proportions minimales car il est calculé à partir des stocks d'encours des réserves mathématiques qui n'ont pas révisé.

S'agissant des services domestiques, c'est la prise en compte du crédit d'impôt qui joue. Avant 2017, les actifs bénéficiaient d'un crédit d'impôt pour l'emploi à domicile et les inactifs d'une réduction d'impôt. A partir du 1^{er} janvier 2017, le crédit d'impôt est généralisé : même les inactifs se voient rembourser un éventuel excédent. Au provisoire la hausse liée à cette mesure n'a pas été prise en compte pour l'estimation de la dépense de consommation en services à domicile. Cette dernière est estimée en calculant un coût total en valeur (consommation effective en valeur) duquel la dépense individualisable des administrations publiques est soustraite. Le coût total est estimé par la somme de la masse salariale versée, les cotisations employeurs moins les subventions sur rémunérations qui comprennent le crédit d'impôt. La correction du montant de subventions sur rémunérations (+ 1,7 Md€) conduit à diminuer la dépense de consommation en valeur en services domestiques (- 1,3 Md€) et en services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager (-0,5 Md€). Il s'agit d'un effet prix. Le volume est inchangé.

La croissance des dépenses de consommation des administrations publiques (APU) est révisée en légère hausse en volume

En 2018, les dépenses de consommation des administrations publiques progressent de 1,2 % en valeur, contre + 1,3 % en compte provisoire, et de 0,9 % en volume (contre + 0,8 % en compte provisoire).

Les dépenses individualisables sont révisées en baisse en valeur et progressent de + 0,9 % (contre + 1,3 % en compte provisoire) mais elles sont révisées en légère hausse en volume + 1,0 % (contre + 0,8 % en compte provisoire). Les révisions proviennent de l'actualisation des sources DGFIP et DREES notamment. Le partage volume / prix de ces révisions est revu principalement en raison de la révision du partage volume prix de l'éducation non-marchande et de la santé non marchande. Pour ces produits la valeur est estimée comme la somme des coûts de production diminués des paiements des ménages. Le volume est quant à lui estimé en appliquant des indices mesurant directement l'évolution de l'activité : nombres d'élèves selon le type d'établissement pondéré par les coûts pour l'éducation et coûts et nombres de diagnostic pondérés les coûts pour la santé. Les révisions portent essentiellement sur la production en valeur, la révision des volumes est induite par une actualisation du calcul dans la santé.

Les dépenses collectives augmentent de + 1,7 % en valeur (contre + 1,5 % au compte provisoire) et augmentent de + 0,9 % en volume comme au compte provisoire. Cette révision en valeur à la hausse (+ 0,4 Md€) s'explique par la prise en compte de données DGFIP sur les salaires et les subventions d'exploitation.

Figure 2-6 : Principales révisions de la dépense de consommation des APU

	VALEUR		VOLUME				Révision des contributions		
	Md€	Révision	Md€	Md€	%	%	VOLUME	VALEUR	PRIX
	SD	SD	PROV	SD	PROV	SD			
Consommation individualisable	359	-1,7	2,7	3,4	0,76 %	0,96 %	0,1 %	0,0	0,0
dont produits marchands	130	-0,8	1,9	1,8	1,5 %	1,4 %	0,0 %	0,0	0,0
<i>dont santé</i>	58	-1,4	2,2	1,6	3,8 %	2,7 %	-0,1 %	0,0	0,0
<i>dont industrie pharmaceutique</i>	27	0,4	0,9	1,2	3,5 %	4,4 %	0,0 %	0,0	0,0
<i>dont autres</i>	44	0,2	-1,2	-0,9	-2,7 %	-2,1 %	0,0 %	0,0	0,0
dont produits non marchands	229	-0,9	0,8	1,6	0,4 %	0,7 %	0,2 %	0,0	0,0
<i>dont santé</i>	71	0,4	0,0	1,2	0,0 %	1,7 %	0,2 %	0,0	0,0
<i>dont éducation</i>	100	-1,0	0,6	0,5	0,6 %	0,5 %	0,0 %	0,0	0,0
<i>dont administration publique</i>	18	-0,4	0,0	-0,5	0,2 %	-2,6 %	-0,1 %	0,0	0,0
<i>dont autres</i>	39	0,1	0,2	0,4	0,4 %	1,1 %	0,0 %	0,0	0,0
Consommation collective	191	0,4	1,7	1,7	0,9 %	0,9 %	0,0 %	0,0	0,0
<i>dont administration publique</i>	178	0,5	1,5	1,5	0,8 %	0,8 %	0,0 %	0,0	0,0
<i>dont autres</i>	13	-0,1	0,2	0,2	1,7 %	1,5 %	0,0 %	0,0	0,0
Consommation totale	550	-1,3	4,4	5,1	0,8 %	0,9 %	0,1 %	0,0	0,0

Les dépenses de consommation des ISBLSM sont en hausse en valeur et en baisse en volume par rapport au compte provisoire.

En 2018, les dépenses de consommation des ISBLSM progressent de + 1,8 % en valeur, et de + 1,0 % en volume, contre respectivement + 1,5 % et + 1,3 % en compte provisoire. La consommation individualisable des ISBLSM est révisée à la hausse en évolution de + 0,2 milliard d'euros en valeur et -0,2 milliard d'euros en volume.

Figure 2-7 : Principales révisions de la dépense de consommation des ISBLSM

	VALEUR		VOLUME				Révision des contributions		
	Md€	Révision	Md€	Md€	%	%	VOLUME	VALEUR	PRIX
	SD	SD	PROV	SD	PROV	SD			
Ensemble	49	0,2	1	0,0	1,3 %	1,0 %	-0,3 %	0,3 %	0,7 %
Services non marchands	30	0,2	0,6	0,6	2,0 %	2,2 %	0,1 %	0,2 %	0,2 %
Services aux ménages	19	0,0	0,0	-0,2	0,2 %	-0,8 %	-0,4 %	0,1 %	0,5 %

2.2.2. La FBCF est révisée en hausse par rapport au compte provisoire

En compte semi-définitif 2018, la FBCF totale augmente + 4,6 % en valeur (contre + 4,3 % en compte provisoire) et de + 3,2 % en volume contre + 2,8 % au compte provisoire, mais cette stabilité masque des révisions contrastées entre secteurs institutionnels.

La FBCF des ménages et des entreprises non-financières révisent à la baisse.

La progression de la FBCF des ménages augmente de 3,5 % en valeur et de 1,5 % en volume, contre + 3,9 % en valeur et + 2,0 % en volume au compte provisoire. Au compte provisoire, la FBCF des ménages, pour l'essentiel de la FBCF en construction ou en frais liés à la construction, s'appuie notamment sur les mises en chantier. Au compte semi-définitif, une analyse de l'équilibre ressources-emplois de la construction, à partir des premières

données issues d'Esane, confrontées aux informations sur les indices de chiffres d'affaires. Cette analyse conduit à revoir à la baisse la FBCF de la construction pour les ménages. Dans le dernier compte satellite du logement, l'évolution de la FBCF des ménages en 2018, se situait à + 4,1 % en valeur et + 2,1 % en volume (évaluation couvrant le neuf, l'ancien et les gros travaux).

La FBCF des entreprises non financières progresse de + 4,9 % en valeur en 2018 et de 3,7 % en volume, contre + 5,0 % en valeur et + 3,8 % en volume au compte provisoire. Pour un compte semi-définitif, la donnée Esane n'est pas suffisamment stabilisée pour estimer un montant de FBCF corporelle des SNFEI. La FBCF des entreprises non financières résulte donc des évolutions des ressources et des emplois par produits à un niveau fin, et est en particulier affectée par les révisions de la FBCF sur les autres secteurs institutionnels.

L'évolution de la FBCF des entreprises financières et d'assurance (IFEA) est révisée en forte hausse en valeur (+6,7 % en compte semi-définitif contre -1,9 % en compte provisoire) et en en volume (+ 5,3 % au compte semi-définitif contre -3,8 % en compte provisoire) suite à la prise en compte des informations de l'ACPR. Plus précisément, pour les institutions financières, la révision vient d'un meilleur taux de recouvrement de la base Surfi (Système Unifié de Reporting Financier) sur les Organismes de Placements Collectifs. Pour les assurances, les données des états comptables ont pu être mobilisés au compte semi-définitif alors qu'ils n'étaient pas disponibles pas au compte provisoire, comme c'est le cas habituellement.

L'évolution de la FBCF des APU est révisée quant à elle en hausse (+ 0,7 Md€), en lien avec la prise en compte des dernières données de la DGFIP, de l'estimation de l'investissement en recherche et développement et en logiciel ainsi que d'une révision à la baisse du crédit-bail.

Figure 2-8 : Principales révisions de la FBCF des secteurs institutionnels

	VALEUR		VOLUME				Révision de la contribution		
	Md€	Révision	Md€	Md€	%	%	VOLUME	VALEUR	PRIX
	SD	SD	PROV	SD	PROV	SD			
Ménages	125	-1,4	2,4	1,9	2,0 %	1,5 %	-0,1 %	-0,1 %	0,0 %
Entreprises non financières	305	1,7	11,1	10,9	3,8 %	3,7 %	0,0 %	-0,1 %	0,0 %
Administrations publiques	80	0,4	1,8	2,6	2,4 %	3,3 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %
Autres (IF notamment)	30	2,2	-1,0	1,3	-3,3 %	4,6 %	0,4 %	0,4 %	0,0 %
Ensemble	541	3	14	17	2,8 %	3,2 %	0,4 %	0,4 %	0,0 %

La FBCF par produit

Par produits, dans l'ensemble la FBCF est révisée en hausse pour tous les produits, à l'exception de l'agriculture. La révision à la hausse est cependant essentiellement portée par la construction, et dans une moindre mesure aux services aux entreprises.

Figure 2-9 : Principales révisions de la FBCF par produit

	VALEUR		VOLUME				Révision de la contribution		
	Md€	Révision	Md€	Md€	%	%	VOLUME	VALEUR	PRIX
	SD	SD	PROV	SD	PROV	SD			
Ensemble	541	2,8	14,4	16,6	2,8 %	3,2 %	0,4 %	0,4 %	0,0 %
Agriculture	1	-0,2	0,0	-0,2	-0,5 %	-16,3 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Biens d'équipement	41	1,0	0,9	1,1	2,2 %	2,7 %	0,0 %	0,1 %	0,0 %
Matériels de transport	40	1,6	1,1	1,2	3,1 %	3,1 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Autres branches industrielles	37	1,4	0,3	0,5	0,7 %	1,3 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Construction	231	-1,4	3,4	4,5	1,5 %	2,0 %	0,2 %	0,2 %	0,0 %
Information-communication	81	-1	6	6	7,9 %	8,3 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Services immobiliers	6	0,2	0,1	0,2	2,2 %	3,4 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Services aux entreprises	101	1,1	2,7	3,1	2,8 %	3,2 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %
Services aux ménages	2	0,1	0,0	0,1	1,9 %	2,7 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %

2.2.3. Les variations de stocks pèsent moins sur la croissance au compte semi-définitif

Les entreprises stockent en 2018 mais un peu moins qu'en 2017 si bien que la contribution des variations de stocks à la croissance en valeur est légèrement négative (-0,1 point au compte semi-définitif). Cette contribution est révisée à la hausse au compte semi-définitif en valeur et en volume. La contribution est nulle en volume au compte semi-définitif contre -0,3 point au compte provisoire.

Contrairement au compte provisoire où les variations de stocks sont pour l'essentiel déterminées par solde dans les équilibres ressources-emplois, l'exploitation de la statistique d'entreprise Esane permet au compte semi-définitif d'avoir de premières estimations des variations de stocks pour les entreprises non financières. Les données de stocks issues d'Esane doivent toutefois faire l'objet d'une correction statistique dite d'appréciation sur stocks pour que les variations de stocks n'intègrent pas des gains ou des pertes de détention, conformément aux concepts de comptabilité nationale.

Par produits les révisions des variations de stocks entre le semi-définitif et le provisoire peuvent être contrastées. Les variations de stocks sont ainsi revues en hausse sur les autres branches industrielles et les biens d'équipement. A noter que la forte révision de l'évolution dans les autres branches industrielles (+ 4,9 Md€ en volume et + 5,7 Md€).

On note une révision à la hausse en valeur et à la baisse en volume dans l'agriculture (+ 0,7 Md€ en valeur, - 0,2Md€ en volume). Les révisions sur l'agriculture conduisent à modifier le partage volume / prix des variations de stocks. Dans l'agriculture ces révisions sont notamment dues aux variations de prix de l'agriculture, dont les prix ne sont connus qu'avec un délai important (pas d'information au provisoire, une tendance est prolongée).

Le partage volume/prix se déforme également dans les autres branches industrielles et dans une moindre mesure sur les IAA. Pour les autres branches industrielles cela porte sur les produits chimiques en lien avec les prix de produits agricoles et la pharmacie. Sur les IAA la déformation du partage volume/prix est diffusée sur tous les produits concernés et s'explique par la révision des indices de prix de production utilisés pour déflater les variations de stocks.

2.2.4. Le solde de la balance des biens et services est révisé en baisse (-6,4 Md€)

Le solde de la balance des biens et services s'établit, en compte semi-définitif 2018, à -24,6 Md€ (contre - 18,2 Md€ en compte provisoire), soit une révision en niveau de -6,4Md€.

Cette révision à la baisse provient d'une part d'une première exploitation de l'enquête complémentaire sur les échanges internationaux de services (ECEIS) 2018 de la Balance des Paiements – seules des estimations étaient disponibles au compte provisoire – et d'autre part de l'actualisation des données des douanes.

Le solde extérieur s'établit donc en 2018 à -24,6 Md€ après -24,5 Md€ en 2017, de sorte que sa contribution à la croissance en valeur du PIB est nulle contre + 0,3 % en compte provisoire. Le déficit sur les biens manufacturés se réduit et l'excédent sur les biens agricoles et agroalimentaires ainsi que les services s'améliore légèrement. A l'inverse le déficit s'aggrave sur l'énergie. Ceci conduit au total à un solde commercial stable entre 2017 et 2018.

La progression des exportations est révisée en hausse.

En 2018, le taux de croissance des exportations en valeur est revu à la hausse entre le compte provisoire et le compte semi-définitif (respectivement + 3,7 % et + 5,3 %). La forte révision à la hausse des exports 2018 concerne les biens et les services.

S'agissant des services, la Balance des Paiements a mis à disposition de l'Insee pour le compte semi-définitif la première exploitation de l'ECEIS 2018, alors que seules des projections étaient disponibles au moment du compte provisoire - ces projections pouvant différer de ce qui avait été *in fine* retenu par la Balance des

Paiements dans son rapport annuel 2018. Par ailleurs, certaines déclarations des déclarants directs généraux ont été actualisées, et par rapport à ce qui avait été transmis au moment de la confection du compte provisoire, les exportations de services de la Balance des Paiements sur le champ de la comptabilité nationale ont été au global révisées à la hausse en niveau de 7,3 Md€. Cette révision à la hausse touche l'ensemble des services à l'exception des services de transports. Sur les transports les données de la Balance des Paiements révisent en baisse.

Les exportations de biens sont révisées à la hausse (4,1 Md€. En particulier, le négoce international issu de la première exploitation de l'ECEIS et la révision des données des DDG conduit à réviser à la hausse en niveau de + 2,5 Md€ par rapport au compte provisoire. Le travail à façon transmis est également revu à la hausse (+ 2,0 Md€). L'évolution des exportations de biens issus des données douanières est revue à la baisse (- 0,6 Md€).

Au final, l'évolution des exportations est révisée en hausse en valeur de 7,8 Md€. Les plus révisions sont localisées sur les exportations de services aux entreprises, information et communication, les autres branches industrielles, et les services financiers.

En volume, la progression des exportations totales est revue en hausse par rapport au compte provisoire (à + 4,4 %, contre + 2,9 % auparavant). Le partage volume prix n'est que légèrement modifié en compte semi-définitif 2018 par rapport au compte provisoire 2018.

Figure 2-10 : Principales révisions des exportations par produit

	VALEUR		VOLUME				Révision des contributions		
	Md€ SD	Révision SD	Md€ PROV	Md€ SD	% PROV	% SD	VOLUME	VALEUR	PRIX
Ensemble	749	11,4	24,5	31,6	2,9 %	4,4 %	1,0 %	1,1 %	0,1 %
Agriculture	15	0,1	0,4	0,3	2,5 %	2,2 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Energie, eau, déchets	12	0,1	0,7	0,9	9,8 %	9,1 %	0,0 %	0,1 %	0,0 %
Industrie agro-alimentaire	49	0,2	1,0	1,0	2,0 %	2,1 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Cokéfaction et raffinage	14	0,0	0,0	-0,1	0,1 %	-0,7 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Biens d'équipement	92	0,5	1,7	2,0	1,8 %	2,3 %	0,0 %	0,1 %	0,0 %
Matériels de transport	131	1,3	7	7	4,4 %	5,4 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Autres branches industrielles	209	2,0	7,6	9,0	3,6 %	4,5 %	0,2 %	0,2 %	0,0 %
Commerce	7	0,4	0,1	0,3	1,0 %	3,9 %	0,0 %	0,1 %	0,0 %
Transport	32,6	-3,5	1,1	-2,4	3,0 %	-7,1 %	-0,5 %	-0,5 %	0,0 %
Information-communication	22,2	1,9	1,0	3,1	3,3 %	15,6 %	0,3 %	0,2 %	-0,1 %
Services financiers	16,0	1,3	0,7	1,8	3,5 %	13,0 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %
Services aux entreprises	85,5	5,2	2,1	6,5	2,2 %	8,3 %	0,6 %	0,7 %	0,1 %
Services non marchands	0,9	0,0	0,0	0,0	1,8 %	-1,8 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Services aux ménages	5,0	0,5	-0,1	0,2	4,7 %	5,0 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %
Correction territoriale	58,0	1,5	1,6	2,2	1,2 %	4,1 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %

Le taux de croissance des importations est révisé en forte hausse en 2018.

En 2018, le taux de croissance des importations en valeur est revu en forte hausse entre le compte provisoire et le compte semi-définitif (respectivement + 2,7 % et + 5,2 %).

Cette révision à la hausse porte essentiellement sur les importations de services (+ 14,8 Md€ en niveau par rapport au compte provisoire) qui s'explique majoritairement par la prise en compte de la première exploitation de l'ECEIS 2018 et à la révision des données de déclarants directs généraux. Les produits les plus touchés par la

réévaluation à la hausse des importations sont les services aux entreprises et de services de télécommunications et informatiques.

Les importations de biens sont également révisées à la hausse en niveau de 3,1 Md€. Une grande partie de la révision s'explique par une révision des données des douanes.

Le taux de croissance des importations en volume est également révisé à la hausse (+ 3,1 % en compte semi-définitif au lieu de + 0,7 % en compte provisoire), Les indices de prix des importations ne sont pas revus.

Figure 2-11 : Principales révisions des importations par produit

	VALEUR		VOLUME				Révision des contributions		
	Md€	Révision	Md€	Md€	%	%	VOLUME	VALEUR	PRIX
	SD	SD	PROV	SD	PROV	SD			
Ensemble	773	17,8	8,8	22,9	0,7 %	3,1 %	1,9 %	1,9 %	0,0 %
Agriculture	14	-0,1	0,1	0,2	0,5 %	1,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Energie, eau, déchets	44	-0,1	-1,9	-2,3	-5,0 %	-6,0 %	-0,1 %	0,0 %	0,0 %
Industrie agro-alimentaire	42	0,0	0,8	0,7	1,7 %	1,8 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Cokéfaction et raffinage	24	0,2	-0,4	-0,3	-2,4 %	-1,3 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Biens d'équipement	122	2,3	3,8	5,1	2,4 %	4,4 %	0,2 %	0,2 %	0,0 %
Matériels de transport	102	-0,2	3,0	3,0	3,2 %	3,1 %	0,0 %	-0,1 %	0,0 %
Autres branches industrielles	228	0,9	5,2	5,8	2,1 %	2,6 %	0,1 %	0,0 %	0,0 %
Commerce	9	0,7	-0,6	0,0	-5,4 %	0,2 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %
Transport	49,5	0,9	0,9	1,6	1,9 %	3,5 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %
Information-communication	23,3	2,0	0,5	3,0	2,5 %	14,4 %	0,3 %	0,3 %	-0,1 %
Services financiers	7,4	1,3	0,1	1,1	-5,5 %	17,6 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %
Services aux entreprises	79,3	7,9	-4,2	3,0	-6,2 %	3,9 %	1,0 %	1,0 %	0,0 %
Services non marchands	0,9	0,0	0,0	0,0	3,0 %	3,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Services aux ménages	3,9	0,8	-0,2	0,5	-7,0 %	16,1 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %
Correction CAF/FAB	-18,4	-0,1	-0,5	-0,6	2,4 %	3,2 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Correction territoriale	40	1,1	1,9	1,9	2,1 %	5,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %

2.3. Les comptes d'agent

Entre les comptes provisoire et semi-définitif 2018, la croissance de la valeur ajoutée (VA) de l'ensemble des secteurs institutionnels est révisée à la hausse de + 0,32 point (passant de + 2,3 % à + 2,6 %). La croissance du PIB est revue de + 0,25 point en valeur et s'établit à + 2,8 % en 2018.

La valeur ajoutée des sociétés non financières et entrepreneurs individuels est révisée en hausse (+ 2,9 %, contre + 2,7 % lors du compte provisoire). En revanche, la progression des salaires et traitements bruts est revue à la baisse, à + 3,5 % contre + 3,6 % dans le compte provisoire. Ces modifications tiennent principalement à l'intégration, dans le compte semi-définitif, des données issues de la statistique structurelle d'entreprises. Spontanément la donnée d'entreprise donnait une évolution de la VA légèrement inférieure à la donnée finale de la comptabilité nationale. L'intégration des données agricoles ainsi que d'information sur la valeur ajoutée liée à la recherche et développement et à la création de logiciels réhaussent la croissance de la valeur ajoutée par rapport à cette estimation spontanée. A contrario, le passage au prix de base conduit à abaisser la valeur ajoutée, du fait notamment de la hausse de la TICPE en 2018. Au total, le taux de marge des SNF est en légère baisse par rapport à 2017 mais revu en hausse par rapport au compte provisoire.

Tandis que l'EBE s'accroît par rapport au compte provisoire, les revenus de la propriété net versés sont plus importants au compte semi-définitif, du fait de la prise en compte des données Esane sur les dividendes versés, plus dynamiques qu'anticipés. Ainsi, au final, l'évolution de l'épargne brute des SNF est en baisse par rapport au compte provisoire : alors qu'elle progressait de + 0,3 % au compte provisoire, elle diminue de -0,8 % au compte semi-définitif.

L'investissement qui ressort des équilibres ressources emploi est très proche de celui du compte provisoire, tandis que les variations de stocks sont révisées en hausse. Dans ce contexte, le taux d'investissement est peu révisé et le taux d'autofinancement est un peu inférieur à celui du provisoire.

L'évolution de la valeur ajoutée des sociétés financières est revue en hausse (8,2 % contre 3,2 % lors du compte provisoire). Cette révision est portée par le secteur des assurances, et dans une moindre mesure par les institutions financières. L'évolution de la valeur ajoutée des auxiliaires financiers est très peu révisée.

Le revenu disponible brut des ménages est révisé à la hausse (+ 0,4 point). Cette révision résulte principalement d'une forte hausse des revenus de la propriété, en particulier des dividendes reçus par les ménages, suite à l'exploitation de la déclaration 2042.

En parallèle les dépenses de consommation finale sont révisées en hausse mais dans une moindre mesure, de sorte que le taux d'épargne est révisé en hausse de + 0,2 point. Le déflateur de la consommation finale des ménages est revu de + 0,2 point : l'évolution du pouvoir d'achat du revenu des ménages par unité de consommation est donc révisé en hausse au compte semi-définitif 2018, en hausse de 0,9 point par rapport au compte définitif 2017.

En part de PIB, le déficit public atteint 2,3 % du PIB, il est révisé en baisse (-0,4 point) par rapport à la notification des ratios de finances publique d'octobre 2018. Depuis la notification d'octobre, la chronique des dépenses liées au contentieux sur la taxe 3 % a en effet été revue et de nouvelles données sources ont été intégrées.

Enfin, le besoin de financement de la nation augmente de 2,2Md€ par rapport à 2017 avec la prise en compte des dernières estimations des douanes et de la balance des paiements sur le solde commercial, les transferts courants et les revenus de la propriété. En niveau, il se dégrade par rapport au compte provisoire et se situe désormais à 0,7 % du PIB.

2.3.1. La croissance de la valeur ajoutée est revue de + 0,3 point

Entre les comptes provisoire et semi-définitif, l'évolution de la valeur ajoutée (VA) de l'ensemble des secteurs est revue de + 0,3 point (soit + 6,6 Md€, cf. tableau 1). Elle progresse ainsi de + 2,6 % (contre + 2,4 % précédemment), après + 2,5 % en 2017.

Les impôts nets des subventions sur les produits sont revus en baisse, en raison tout d'abord d'une révision à la baisse de la TVA, liée à la prise en compte de remboursements tardifs de TVA rattachables à l'année 2018, ainsi qu'en raison d'une légère hausse des dépenses au titre du service public d'énergie. L'impact de la révision de la TVA sur le déficit public avait déjà été intégré lors de la notification EDP d'Octobre 2018, mais ne peut être pris en compte sur le PIB qu'en compte semi-définitif. Ainsi, la révision de la VA est atténuée au passage à l'évolution du PIB en valeur, revu à + 2,8 % contre + 2,5 % au compte provisoire.

La valeur ajoutée des entreprises non financières et entrepreneurs individuels est revue en hausse, à 2,9 % dans le compte semi-définitif, contre 2,7 % lors du compte provisoire. Ce changement tient essentiellement à l'intégration, dans le compte semi-définitif, d'informations issues de la statistique structurelle d'entreprises. La donnée Esane évolue spontanément de + 2,5 % sur le champ SNFEI. L'intégration de l'agriculture, de la recherche et développement ainsi que des logiciels conduisent à la rehausser, tandis que le passage au prix de base, du fait de la hausse de TICPE, joue à la baisse sur l'évolution de la valeur ajoutée. Ainsi, au final, l'évolution de la valeur ajoutée des SNFEI dans les comptes nationaux présente une évolution de + 2,9 %, plus dynamique que la donnée source Esane.

La VA des sociétés financières est revue en hausse (+ 8,2 % contre + 3,2 % en compte provisoire). Cette révision est portée essentiellement par les assurances, et, dans une moindre mesure, par les institutions financières. La valeur ajoutée des auxiliaires financiers est peu révisée par rapport au provisoire.

La VA des administrations publiques (APU) est stable (+ 1,4 % en compte semi-définitif comme en provisoire).

Figure 2-12 : Révision de la valeur ajoutée des secteurs institutionnels

	2018 SD en niveau	Evolutions (en %)			Révisions en niveau (en Md€)		
		2018_PROV	2018_SD	Révisions	Total	2017DEF	2018SD
Sociétés non financières	1217,3	3,0	2,9	0,0	-0,5	1,1	0,6
Sociétés financières	96,1	3,2	8,2	5,0	4,5	0,1	4,5
<i>dont intermédiaires financiers</i>	64,1	3,5	4,2	0,6	0,4	-0,1	0,3
<i>dont auxiliaires financiers</i>	13,9	1,7	1,8	0,1	0,0	-0,1	-0,1
<i>dont assurances</i>	18,0	3,2	33,2	30,0	4,1	0,2	4,3
Administrations publiques	380,9	1,4	1,4	0,0	-0,1	0,5	0,5
Ménages	368,4	0,8	1,5	0,7	2,4	0,4	2,8
<i>dont EI</i>	135,0	-0,2	2,1	2,2	2,9	0,7	3,6
<i>dont ménages purs</i>	233,4	1,4	1,1	-0,2	-0,6	-0,3	-0,9
ISBLSM	36,7	1,4	1,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des secteurs institutionnels	2099,3	2,3	2,6	0,3	6,3	2,1	8,4
Impôts nets de subventions sur les produits	261,4	4,4	4,1	-0,3	-0,8	0,0	-0,8
Produit intérieur brut	2360,7	2,53	2,76	0,2	5,4	2,2	7,6

2.3.2. L'EBE des sociétés non financières est revu à la hausse

Au compte semi-définitif 2018, les données Esane donnent une évolution spontanée de la valeur ajoutée de + 2,8 % pour les sociétés non financières et -2,0 % pour les entrepreneurs individuels. Pour l'ensemble des SNFEI, l'évolution est de + 2,5 %. Les corrections apportées à la donnée d'entreprise (passage aux concepts de la comptabilité nationale notamment) conduisent à modifier cette évolution de la valeur ajoutée, portée à + 3,0 % pour les SNF et à + 2,1 % pour les entrepreneurs individuels (EI).

Pour les EI, deux corrections importantes sont en effet apportées aux données É sane: l'intégration des autoentrepreneurs dont le chiffre d'affaires évolue très fortement dans les données de l'Acoss entre 2017 et 2018 (+ 26 %), et la neutralisation sur l'année 2018 des liasses fiscales imputées à la fois en 2016 et en 2017 et sorties du champ en 2018.

La valeur ajoutée des secteurs agricoles évolue de + 11,3 %, tirée par une production dynamique, (vin notamment) et contribue ainsi à hauteur de + 0,2 point d'évolution de la VA des SNFEI. A contrario, l'appréciation sur stock, du fait du niveau encore élevés des prix des produits pétroliers, abaisse la valeur ajoutée par rapport à la donnée d'entreprise, mais dans une moindre mesure qu'en 2017. Après passage au compte, la valeur ajoutée des SNFEI s'établit à 1 351 Md€, soit une évolution de + 2,9 % contre + 2,7 % au compte provisoire: + 3,0 % pour les SNF (comme au compte provisoire) et 2,1 % pour les EI.

Les impôts nets sur la production sont légèrement revus en baisse, résultat d'un meilleur partage entre sociétés financières et sociétés non financières. Les révisions de la VA et des salaires, combinées à celle sur les impôts nets des subventions, conduisent à revoir l'évolution de l'EBE des SNFEI à la hausse : alors qu'il augmentait de + 1,3 % au compte provisoire, il augmente de + 2,4 % au semi-définitif, soit une révision supérieure à celle de la valeur ajoutée. En conséquence, le taux de marge des SNF est révisé en hausse par rapport au provisoire, mais reste en diminution par rapport à 2017.

Les impôts sur le revenu et le patrimoine sont révisés en légère hausse, en cohérence avec une amélioration du partage de l'impôt sur les sociétés entre sociétés financières et non financières. Enfin, les transferts versés nets sont revus en hausse, en particulier en raison de la révision des montants versés aux ménages au titre de la fraude.

Figure 2-13 : Le compte des sociétés non financières

	2018 SD en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)		
		2018_PROV	2018_SD	Révisions	Total	2017DEF	2018SD
Valeur ajoutée	1 217,3	3,0	2,9	0,0	-0,5	1,1	0,6
Rémunération des salariés	806,1	3,8	3,4	-0,5	-3,5	1,3	-2,2
<i>dont salaires et traitements bruts</i>	612,4	3,7	3,5	-0,2	-1,2	1,6	0,4
Impôts nets sur la production	28,9	0,5	0,4	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2
Excédent brut d'exploitation	382,3	1,3	2,1	0,8	3,1	-0,1	3,0
Revenus nets de la propriété versés	45,5	25,2	36,7	11,5	4,5	2,7	7,2
Revenus de la propriété versés	269,3	3,4	9,5	6,0	15,1	9,3	24,4
Intérêts versés	63,3	-2,9	-2,8	0,2	0,1	1,5	1,6
Dividendes versés	195,6	5,8	15,9	10,2	17,5	5,3	22,7
Bénéfices réinvestis d'IDE versés	6,0	7,1	-25,6	-32,7	-2,5	2,4	0,0
Revenus de la propriété reçus	223,9	0,2	5,2	5,0	10,6	6,5	17,1
Intérêts reçus	52,8	-0,9	-1,5	-0,5	-0,3	2,2	1,9
Dividendes reçus	161,8	0,7	6,3	5,6	8,5	7,6	16,1
Bénéfices réinvestis d'IDE reçus	6,8	3,2	47,1	43,9	1,9	-3,2	-1,3
Impôts sur le revenu et le patrimoine	45,2	-5,6	-5,0	0,6	0,3	0,0	0,3
Transferts courants versés (nets des reçus)	21,9	-4,2	-4,6	-0,5	-0,1	0,1	0,0
Épargne brute	269,9	0,3	-0,3	-0,6	-1,6	-3,0	-4,6
Formation brute de capital fixe	295,2	5,1	5,0	-0,1	-0,2	1,8	1,6
Variations de stocks (Md€)	20,2	-5,4	0,1	5,6	5,6	1,3	6,9
Transferts en capital reçus - versés (Md€)	18,7	-4,4	-10,2	-5,8	-5,8	1,2	-4,5
Capacité/besoin de financement (Md€)	-27,2	-11,9	-24,8	-13,0	13,0	-4,9	-17,9

Au compte semi-définitif (comme au compte définitif), la plupart des revenus de la propriété des différents secteurs est donnée par une source comptable ou, à tout le moins, exogène. C'est le cas par exemple pour la grande majorité du secteur des institutions financières (exploitation des états comptables des banques et des assurances), pour les administrations publiques (comptabilité publique) ou pour le reste du monde (balance des paiements). On dispose par ailleurs de la transmission par la DGFIP de la déclaration 2042 des ménages permettant d'évaluer les dividendes reçus par les ménages.

Les données issues d'Esane sont utilisées pour la détermination des intérêts et dividendes versés par les SNF, tandis que les intérêts et dividendes qu'elles reçoivent sont estimés par solde des intérêts et dividendes reçus et versés de la part de tous les autres secteurs institutionnels. Ce travail conduit, dans le compte semi-définitif 2018, à augmenter légèrement, par rapport au semi-définitif, les intérêts nets reçus par les SNF. Par ailleurs, la Balance des Paiement a en outre procédé à une nouvelle analyse des données d'investissements directs étrangers qui conduit à réviser en baisse les bénéfices réinvestis nets reçus par les SNF. Ainsi, au total, les revenus nets de la propriété versés des SNF augmentent par rapport au compte provisoire, ce qui conduit à une baisse de leur épargne.

La croissance de la FBCF des SNF, telle qu'évaluée dans les équilibres ressources-emplois, est revue à + 5,0 %, contre + 5,1 % au provisoire. Au total l'évolution du taux d'investissement est stable par rapport au compte provisoire : pour les SNF, il s'établit à 24,2 % en 2018 au compte semi-définitif. Le taux d'autofinancement, qui s'établit à 90,9 % ; est révisée en baisse par rapport au compte provisoire en lien avec la révision de l'épargne.

Figure 2-14 : Principaux ratios du compte des sociétés non financières

	2018 SD en niveau	Evolutions (en points)			Rev en niveau (en pts)	
		2018_PROV	2018_SD	Révisions	2017DEF	2018SD
Taux de marge des SNF : EBE / VA	31,4	-0,5	-0,2	0,3	0,0	0,2
Taux d'investissement : FBCF / VA	24,3	0,5	0,5	0,0	0,1	0,1
Taux d'autofinancement : Epargne / FBCF	91,4	-4,4	-4,8	-0,4	-1,7	-2,0

2.3.3. La valeur ajoutée des institutions financières est fortement revue à la hausse

En 2018, la croissance de la VA des sociétés financières (SF) est revue en hausse de 5,0 point lors du compte semi-définitif : son taux de croissance est de + 8,2 %, contre + 3,2 % lors du compte provisoire. Cette révision est portée par le secteur des assurances et dans une moindre mesure par les institutions financières.

Les assurances

Lors du compte provisoire, seules certaines informations fournies par le syndicat professionnel FFSA (Fédération française des sociétés d'assurances) sont disponibles pour évaluer l'activité des assureurs vie et non-vie. Elles ne couvrent pas de manière exhaustive le champ des assurances et ne permettent pas de reconstituer la totalité des éléments des comptes. En particulier, des hypothèses sont nécessaires pour estimer les revenus financiers des assureurs vie et non-vie, ainsi que l'essentiel de la partie réassurance.

Lors du compte semi-définitif, les états comptables des assureurs fournis par l'ACPR et la Drees peuvent être exploités. Les variations de provisions techniques ont en particulier été révisées en baisse par rapport aux données FFSA initialement disponible, ce qui améliore fortement la production d'assurance-vie. Les revenus financiers des assureurs sont également meilleurs qu'anticipés en compte provisoire si bien que la valeur ajoutée est révisée de + 4,3 Md€ dont + 5,1 Md€ sur la production et + 0,8 Md€ sur les consommations intermédiaires. Par rapport à 2017, la valeur ajoutée est en hausse de 4,5 Md€ compte-tenu de la hausse des prestations d'assurances vie et dans une moindre mesure des prestations d'assurance dommage.

Les auxiliaires financiers

Le compte des auxiliaires financiers est revu au semi-définitif suite à l'intégration des données ESANE. En évolution, la valeur ajoutée est peu revue à + 1,8 % contre + 1,7 % au compte provisoire. Les rémunérations sont

accrues ce qui conduit à revoir l'EBE à la baisse (- 1,4 Md€ en 2018 par rapport au provisoire, soit une évolution de - 33,8 % par rapport à 2017). Les revenus de la propriété sont toutefois revus en nette amélioration du fait de l'intégration des données Esane. La capacité de financement des auxiliaires financiers est au final revue en hausse.

Les intermédiaires financiers

Le compte des intermédiaires financiers est revu en légère hausse par rapport au compte provisoire. Concernant la valeur ajoutée, son évolution est revue de + 0,3 Md€ entre provisoire 2018 et semi-définitif 2018. Cette légère révision se décompose en une révision en baisse de + 4,3 Md€ sur la production et une révision en baisse de 4,6 Md€ sur les consommations intermédiaires. Ces mouvements résultent notamment du retraitement d'une activité de trading enregistrée à tort en frais bancaires. Les SIFIM sont en revanche très peu révisés, et au final, l'excédent brut d'exploitation est également peu révisé.

Le solde des revenus de la propriété est relevé de 2,7 Md€ par rapport au provisoire 2018. Cette révision provient principalement d'une révision en hausse par la Balance des Paiements des bénéficiaires réinvestis reçus par les sociétés financières. Les suppléments de primes versés par les assurances à leurs assurés sont révisés en hausse mais ceci est gagé par une révision en baisse des revenus versés par les OPC.

La modification de la chronique des paiements par l'Etat aux entreprises dans le cadre du contentieux sur la taxe à 3 % a un impact négatif sur la capacité de financement des sociétés financières, qui, par rapport à l'ancienne chronique, reçoivent davantage d'indemnités en 2017 et moins en 2018. Au final, par rapport au compte provisoire 2018, et sur l'ensemble du secteur des sociétés financières, le besoin de financement, proche de zéro, n'est presque pas révisé.

Figure 2-15 : Compte des sociétés financières

	2018 SD en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)		
		2018_PROV	2018_SD	Révisions	Total	2017DEF	2018SD
Valeur ajoutée	96,1	3,2	8,2	5,0	4,5	0,1	4,5
Rémunération des salariés	56,8	0,9	3,0	2,1	1,2	0,1	1,3
Impôts nets sur la production	10,1	0,0	2,5	2,5	0,2	0,0	0,3
Excédent brut d'exploitation	29,2	9,8	22,7	12,9	3,1	0,0	3,0
Revenus de la propriété versés	214,1	3,0	2,7	-0,3	-0,5	1,2	0,7
Intérêts versés	106,8	3,5	3,3	-0,2	-0,2	0,8	0,6
Dividendes versés	38,4	8,4	7,9	-0,5	-0,2	0,1	-0,1
Bénéfices réinvestis d'IDE versés	1,0	7,9	-29,5	-37,4	-0,5	0,5	0,0
Autres revenus d'investissement versés	67,9	-0,6	-0,1	0,5	0,3	-0,2	0,1
Revenus de la propriété reçus	226,5	3,4	4,4	1,1	2,3	0,2	2,5
Intérêts reçus	148,0	1,8	2,4	0,7	0,9	-0,9	0,1
Dividendes reçus	51,0	8,0	15,9	7,9	3,3	-2,7	0,6
Bénéfices réinvestis d'IDE reçus	7,5	4,9	-15,8	-20,8	-1,7	3,6	1,9
Autres revenus d'investissement reçus	20,1	3,4	2,2	-1,2	-0,2	0,2	0,0
Impôts sur le revenu et le patrimoine	14,3	-8,2	-11,0	-2,9	-0,5	0,0	-0,5
Epargne brute	23,4	24,8	76,0	51,2	6,4	-1,7	4,6
Formation brute de capital fixe	25,3	-2,3	6,7	9,1	2,1	0,0	2,2
Transferts en capital reçus - (Md€)	2,0	-0,2	-4,9	-4,7	-4,7	2,2	-2,5
Capacité de financement (Md€)	-0,1	4,0	3,5	-0,5	-0,5	0,4	-0,1

2.3.4. Le pouvoir d'achat du RDB des ménages est révisé en hausse (+ 0,3 point)

La croissance du revenu disponible s'établit à + 3,0 % en compte semi-définitif (contre + 2,7 % en compte provisoire) en raison de révisions qui ne se compensent pas.

Les revenus d'activité sont légèrement plus dynamiques qu'au compte provisoire, en lien avec la révision à la hausse du revenu mixte des entrepreneurs individuels (+ 1,3 Md€ en évolution, données d'entreprises) et de la stabilité des salaires reçus (0,6 Md€ en évolution).

L'évolution du solde des revenus du patrimoine (à la différence des revenus de la propriété on y ajoute l'EBE des ménages purs qui correspond à l'activité de service de logement des ménages) est révisée en hausse (+ 5,4 Md€ d'évolution), du fait notamment des dividendes perçus par les ménages, qui ne sont désormais plus obligatoirement taxés au barème, et qui ont été révisés suite à l'exploitation de la déclaration 2042.

Les prestations sociales en espèces sont révisées à la baisse (-1,0 Md€ en évolution), en raison de la prise en compte de nouvelles données sur les prestations versées par les mutuelles et institutions de prévoyance.

Figure 2-16 : Le compte des ménages

	2018 SD en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)		
		2018_PROV	2018_SD	Révisions	Total	2017DEF	2018SD
Revenus d'activité nets	897,7	4,3	4,4	0,1	1,9	2,7	4,6
Revenu mixte net	94,8	1,3	2,7	1,4	1,3	0,7	2,0
Revenu mixte brut	123,5	-0,3	1,0	1,2	1,5	0,7	2,2
Cotisations des non salariés APU	26,5	-5,4	-4,7	0,7	0,2	0,0	0,2
Cotisations des non salariés hors APU	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salaires nets	802,8	4,7	4,8	0,1	0,6	2,1	2,7
Salaires bruts	919,8	2,9	2,8	-0,1	-0,6	1,9	1,3
Cotisations salariales APU	89,1	-11,3	-11,6	-0,3	-0,3	-0,1	-0,4
Cotisations salariales hors APU	27,8	2,3	-0,8	-3,1	-0,9	0,0	-0,9
Revenus du patrimoine	273,9	4,1	5,3	1,1	2,9	0,1	3,0
EBE des ménages purs	187,7	2,5	2,1	-0,3	-0,6	-0,5	-1,1
Revenus de la propriété reçus	102,6	6,4	10,8	4,4	4,1	0,2	4,3
Intérêts reçus	14,4	-2,9	1,7	4,5	0,7	-0,6	0,1
Dividendes reçus	40,1	24,3	30,8	6,5	2,2	0,8	2,9
Autres revenus d'investissements	45,4	-2,0	0,7	2,7	1,2	0,0	1,2
Revenus de la propriété versés	16,4	-2,3	1,1	3,4	0,6	-0,5	0,1
Intérêts versés	14,8	-2,5	1,4	3,8	0,6	-0,5	0,1
Prestations sociales en espèces reçues	504,5	2,3	2,0	-0,2	-1,0	0,7	-0,3
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	248,4	9,6	9,6	0,0	0,0	0,1	0,1
<i>Impôts sur le revenu</i>	226,0	13,8	13,8	0,0	0,0	0,1	0,1
Transfert courants reçus nets (Md€)	2,0	0,2	0,1	0,0	0,0	1,2	1,2
Revenu disponible brut	1 429,7	2,7	3,0	0,3	3,7	4,7	8,4
Dépense de consommation finale	1 223,2	2,4	2,6	0,2	2,8	0,6	3,4
Transferts sociaux en nature reçus	407,5	1,3	1,0	-0,3	-1,1	-0,4	-1,5
<i>Transferts sociaux en nature marchands</i>	141,1	1,1	1,0	-0,1	-0,2	-0,7	-0,9
<i>Transferts sociaux en nature non-marchands</i>	266,5	1,4	1,0	-0,3	-0,9	0,3	-0,6
Consommation finale effective	1 630,7	2,1	2,2	0,1	1,8	0,2	1,9
Epargne brute	206,5	5,0	5,3	0,3	0,9	4,1	5,0
Formation brute de capital fixe	135,0	3,8	3,4	-0,5	-0,6	-0,7	-1,3
<i>EI</i>	10,0	2,7	2,1	-0,6	-0,1	0,1	0,1
<i>ménages purs</i>	125,0	3,9	3,5	-0,4	-0,6	-0,8	-1,4
Transferts en capital reçus - versés (Md€)	-10,1	-0,6	-1,0	-0,4	-0,4	0,2	-0,2
Capacité de financement (en Md€)	61,9	4,4	4,1	-0,3	-0,3	5,2	4,9

Au total, en 2018, le revenu disponible brut (RDB) des ménages est revu de + 11,0 Md€ entre les comptes provisoire et semi-définitif, soit + 0,45 point. Le RDB progresse au semi-définitif de + 3,2 % contre + 2,7 % au provisoire.

Dans le même temps, la dépense de consommation des ménages est révisée de + 3,4 Md€ par rapport au compte provisoire, et au final, l'évolution du taux d'épargne est revue à la hausse (+ 0,2 point à 14,6 %).

Figure 2-17 : Principaux ratios du compte des ménages

	2018 SD en niveau	Evolutions (en points)			Rév. en niveau (en pts)	
		2018_PROV	2018_SD	Révisions	2017DEF	2018SD
Taux d'épargne (En %)	14,4	0,3	0,3	0,0	0,2	0,3
Taux d'épargne financière (En %)	4,3	0,2	0,2	0,0	0,4	0,3
Pouvoir d'achat du RDB (en évol)	1,3	1,2	1,3	0,0		
Pouvoir d'achat du RDB par UC (en évol)	0,7	0,6	0,7	0,0		

Le prix des dépenses de consommation finale des ménages étant également revu à la hausse, l'évolution du pouvoir d'achat du RDB n'est pas revue au compte semi-définitif, à + 1,3 %. Par unité de consommation, le pouvoir d'achat du RDB augmente en 2018 de + 0,7 %, après + 1,1 % en compte définitif 2017.

2.3.5. Le déficit des administrations est révisé à la baisse

En 2018, le besoin de financement des administrations publiques (APU) est revu à la baisse de 6,0 Md€ par rapport à la notification des ratios de finances publiques auprès de la Commission européenne d'octobre 2019 (6,1 Md€ par rapport à celle d'avril 2019). Le besoin de financement des administrations centrales est revu de 4,6 Md€ (dont 0,2 Md€ sur les ODAC), celui des administrations de sécurité sociale de 0,5 Md€ et celui des APUL de 0,4Md€. En part de PIB, le déficit notifié des APU atteint 2,3 %, contre 2,5 % lors de la notification EDP d'octobre 2019.

État

Le besoin de financement de l'État se réduit de 4,4 Md€, principalement en raison d'une révision sur la chronique des versements en comptabilité nationale, liés au contentieux sur la taxe de 3 % sur les dividendes afin de tenir compte des informations disponibles au moment de la décision du Conseil Constitutionnel fin 2017 : l'essentiel de la dépense porte dorénavant sur l'année 2017. De nouvelles données, par exemple issues de la Commission de régulation de l'énergie sur les dépenses dédiées au soutien des énergies renouvelables, ont été intégrées et conduisent également à réduire le besoin de financement de l'Etat.

Odac

Le besoin de financement des Organismes d'Administration Centrale est revu à la baisse de 0,2 Md€, du fait notamment d'une meilleure estimation des investissements en compte semi-définitif qu'en compte provisoire, ainsi que du fait de données plus complètes sur les comptes de certains ODAC.

Administrations de sécurité sociale

La capacité de financement des administrations de sécurité sociale est améliorée + 1,0 Md€ depuis la notification d'octobre 2019 en raison du retraitement des comptes de certaines caisses au titre d'écriture de régularisation.

Administrations publiques locales

Le besoin de financement est réduit de 0,4 Md€. La révision s'explique d'une part par l'intégration de nouvelles informations sur les comptes des régions, départements et communes, et d'autre part par la prise en compte des résultats de l'enquête crédit-bail 2019, qui indique une baisse du recours au crédit-bail avec un impact de 0,2Md€ sur le déficit des APUL.

Figure 2-18 : Le compte des administrations publiques

	2018 SD en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)		
		2018 PROV	2018 8D	Révisions	Total	2017 DEF	2018 SD
Valeur ajoutée	380,9	1,4	1,4	0,0	-0,1	0,5	0,5
Rémunération des salariés	293,8	1,2	1,0	-0,1	-0,4	0,1	-0,4
Excédent brut d'exploitation	79,5	1,8	2,0	0,3	0,2	0,5	0,7
Impôts production reçus nets de subventions	324,9	3,3	3,0	-0,3	-0,8	0,0	-0,8
Solde des revenus de la propriété	-25,2	2,2	1,4	-0,8	0,2	0,0	0,2
Impôts sur le revenu et le patrimoine	312,7	6,2	6,2	0,0	-0,1	0,1	0,0
Cotisations sociales reçues	424,4	-1,4	-1,4	0,0	0,0	-0,3	-0,3
Prestations sociales en espèces versées	459,3	2,0	2,1	0,1	0,3	0,7	1,0
Transfert courants nets reçus	-66,1	11,0	10,2	-0,8	0,4	-0,5	-0,1
Revenu disponible brut	590,8	1,4	1,3	-0,1	-0,3	-0,9	-1,2
Consommation finale individuelle	358,6	1,3	0,9	-0,3	-1,2	-0,5	-1,7
<i>Transferts sociaux en nature marchands</i>	141,1	1,1	1,0	-0,1	-0,2	-0,7	-0,9
<i>Transferts sociaux en nature non-marchands</i>	217,5	1,3	0,9	-0,5	-1,0	0,2	-0,8
Consommation finale collective	191,0	1,5	1,7	0,2	0,4	0,1	0,4
Epargne brute (Md€)	41,2	0,9	1,4	0,5	0,5	-0,5	0,1
Formation brute de capital fixe	80,4	4,2	5,1	0,9	0,7	-0,3	0,4
Capacité ou besoin de financement (Md€)	-53,5	4,1	13,9	9,8	9,8	-3,8	6,0
Administrations publiques centrales (Md€)	-67,9	-2,1	6,1	8,2	8,2	-3,5	4,7
Administrations publiques locales (Md€)	2,7	0,7	1,0	0,4	0,4	0,0	0,4
Administrations de sécurité sociale (Md€)	11,7	5,5	6,7	1,2	1,2	-0,3	0,9

2.3.6. Le besoin de financement de la nation est revu en hausse

La prise en compte d'informations plus récentes en provenance des douanes et de la balance des paiements conduit à revoir le solde des échanges extérieurs en forte baisse en 2018 (-6,4 Md€, à -24,6 Md€), du fait d'une révision à la hausse du niveau des exportations en 2018 bien inférieure à celle des importations en valeur.

Le solde des opérations de répartition est en revanche relativement peu révisé en compte semi-définitif par rapport au compte provisoire. L'évolution du solde des revenus de la propriété est revue de -1,0 Md€ suite notamment à la prise en compte de l'Enquête Complémentaire sur les Echanges de Services sur les revenus des quasi-sociétés. Les autres transferts courants ont été révisés en hausse par la Balance des Paiements mais cette révision est gagée par une révision en baisse des transferts en des administrations publiques françaises au reste du monde.

Au total, le solde des opérations de répartitions, vision secteur résident, diminue moins qu'au compte provisoire (évolution de -2,4Md€ contre -5,7 Md€ au provisoire). Il en résulte une révision du besoin de financement de la nation qui passe de -12,2Md€ en provisoire à -18,0 Md€ en semi-définitif. Alors qu'il se réduisait en compte provisoire, il se dégrade en compte semi-définitif.

Figure 2-19 : Éléments sur les relations avec le reste du monde

	2018 SD en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)		
		2018 PROV	2018 SD	Révisions	Total	2017 DEF	2018SD
Solde des échanges extérieurs (Md€)	-24,6	6,1	-0,1	-6,2	-6,2	-0,2	-6,4
Exportations	748,8	4,3	5,3	1,1	7,8	3,6	11,4
Exportations de biens (FAB)	521,5	4,3	4,8	0,5	2,7	1,5	4,1
Importations	773,4	3,3	5,2	1,9	14,0	3,8	17,8
Importations de biens (FAB)	559,3	4,3	4,6	0,2	1,2	1,8	3,0
Solde des opérations de répartition (Md€)	5,4	-5,7	-3,2	2,5	2,5	-3,1	-0,6
Rémunérations des salariés (Md€)	20,3	0,1	0,1	0,0	0,0	0,2	0,2
Subventions nettes d'impôts (Md€)	3,4	-0,8	-0,8	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété (Md€)	28,6	-1,0	1,1	2,0	2,0	-3,0	-1,0
Cotisations et prestations sociales (Md€)	-9,4	0,1	0,3	0,2	0,2	-0,2	0,0
Impôts et autres transferts courants (Md€)	-38,3	-5,3	-4,3	0,9	0,9	-0,2	0,7
Transferts en capital (Md€)	0,9	1,1	0,4	-0,7	-0,7	0,1	-0,6
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (Md€)	-19,2	0,4	-3,4	-3,7	-3,7	-3,2	-7,0
En % du PIB (évolution en points)	-0,8	0,0	-0,1	-0,2			

3. Principales révisions du compte provisoire 2019

Pour l'année 2019, la croissance est révisée à la hausse de +0,2 point en données CJO à + 1,5 %. L'effet CJO étant faible en 2019 (+0,02 point de PIB), l'estimation brute s'établit également à + 1,5 %.

La demande intérieure est révisée à la hausse, aussi bien la consommation (+ 0,3 point) que la FBCF (+ 0,6 point). Les dépenses de consommation des ménages sont revues à la hausse de + 0,3 point, notamment dans les dépenses de loyers, d'hébergement et de restauration et les achats d'automobiles plus dynamiques que dans les comptes trimestriels.

Les dépenses de consommation des administrations publiques sont revues à la hausse (+ 0,3 point) en particulier dans la santé (remboursements de médicaments) et dans les services de logement : la baisse des aides au logement (prestation sociale en nature) est moins marquée dans le compte provisoire.

La FBCF des administrations publiques et celle des institutions financières sont fortement revues à la hausse. Une partie de ces révisions est compensée par la révision à la baisse de la FBCF des sociétés non-financières, le partage de la FBCF entre secteurs institutionnels étant plus fragile dans les comptes trimestriels, notamment dans la construction.

Le commerce extérieur contribue négativement à la croissance de façon plus marquée dans le compte provisoire que dans la première estimation du premier trimestre 2020 (- 0,2 point) en raison de révisions des données des douanes pour les matériels de transports : imports revus à la hausse, exports à la baisse. La contribution des variations de stocks (- 0,4 points) n'est pas revue.

En valeur, la croissance du PIB n'est pas revue, le déflateur du PIB étant revue à la baisse (- 0,2 point). En termes d'emplois finals, ce sont les révisions des prix de la dépense de consommation des ménages et des variations de stocks qui contribuent principalement.

Figure 3-1: fiche de PIB en volumes aux prix de l'année précédente chaînés (variations en %)

	Niveaux au SD 2018 Md€ courants	PE du T1 2020 (%) CJO	Prov. 2019 (%) CJO	Ecart (pt)	Prov. 2019 (%) non CJO
PIB	2 362,4	1,3	1,5	0,2	1,5
Importations	774,3	2,3	2,6	0,3	2,5
Dépenses de consommation des ménages	1 223,2	1,3	1,5	0,3	1,5
Dépenses de consommation des APU	549,7	1,3	1,7	0,3	1,7
FBCF totale	541,3	3,7	4,3	0,6	4,2
dont ménages	125,0	2,0	1,8	-0,2	1,8
dont ENF	305,7	4,3	3,7	-0,6	3,6
dont sociétés financières	25,3	3,2	12,9	9,7	12,9
dont APU	80,4	4,2	7,7	3,5	7,7
Exportations	750,5	2,0	1,8	-0,2	1,9
Contributions à l'évolution du PIB :					
Demande intérieure hors stocks		1,8	2,2	0,3	2,2
<i>Consommation des ménages</i>		0,6	0,8	0,1	0,8
<i>Consommation des APU</i>		0,3	0,4	0,1	0,4
<i>FBCF totale</i>		0,9	1,0	0,1	1,0
Variations de stocks		-0,4	-0,4	0,0	-0,4
Commerce extérieur		-0,1	-0,3	-0,1	-0,2

Figure 3-2 : fiche de PIB en valeurs aux prix de l'année précédente chaînés (variations en %)

	Niveaux au SD 2018 Md€ courants	PE du T1 2020 (%) CJO	Prov. 2019 (%) CJO	Ecart (pt)	Prov. 2019 (%) non CJO
PIB	2 362,4	2,8	2,7	0,0	2,8
Importations	774,3	2,3	2,8	0,5	2,7
Dépenses de consommation des ménages	1 223,2	2,4	2,5	0,1	2,5
Dépenses de consommation des APU	549,7	1,5	1,9	0,5	1,9
FBCF totale	541,3	5,3	6,0	0,8	6,0
dont ménages	125,0	4,3	3,9	-0,4	3,9
dont ENF	305,7	5,7	5,2	-0,5	5,1
dont sociétés financières	25,3	4,0	14,2	10,2	14,2
dont APU	80,4	5,9	10,3	4,5	10,3
Exportations	750,5	3,0	2,8	-0,2	2,9
Contributions à l'évolution du PIB :					
Demande intérieure hors stocks		2,8	3,2	0,3	3,1
<i>Consommation des ménages</i>		1,2	1,3	0,0	1,3
<i>Consommation des APU</i>		0,3	0,4	0,1	0,5
<i>FBCF totale</i>		1,2	1,4	0,2	1,4
Variations de stocks		-0,3	-0,4	-0,1	-0,4
Commerce extérieur		0,2	0,0	-0,2	0,0

3.1. Sources de révision par rapport à la première estimation du T1 2020

Les comptes trimestriels publiés lors de la première estimation du 1er trimestre 2020 (publiés le 30 avril 2020) ont fourni une estimation de la croissance de l'activité en 2019. Ils étaient fondés sur des relations d'étalonnages, construites entre des indicateurs conjoncturels annualisés et les comptes annuels correspondant sur longue période (dans leur version publiée le 30 mai 2019).

Chaque année lors de la confection d'un compte provisoire, trois sources habituelles conduisent à des révisions significatives. En premier lieu, les relations d'étalonnages sont ré-estimées en intégrant les deux derniers points annuels : les comptes définitif et semi-définitif de la campagne en cours (soit dans le cas présent les comptes définitif 2017 et semi-définitif 2018). Ceci modifie la dynamique des agrégats macro-économiques sur la fin de période.

Outre ces révisions liées aux ré-estimations des modèles économétriques, le compte provisoire intègre chaque année un calage sur certaines données annuelles : le compte des administrations publiques, celui des sociétés financières, celui des institutions sans buts lucratifs au service des ménages (ISBLSM), ainsi que le compte de l'agriculture.

Enfin, le compte provisoire intègre les résultats d'une concertation avec les comptables annuels. Elle se fait dans un premier temps sur les données de consommation, Elle se fait ensuite sur les équilibres ressources-emplois (ERE) avec les responsables secteurs-produits (RSP). Cette concertation est l'occasion d'intégrer des informations non prises en compte en période courante, en essayant d'anticiper au mieux les méthodes d'évaluation qui sont employées lors d'un compte semi-définitif. En raison du confinement instauré le 16 mars, cette phase de concertation a dû être restreinte à des produits ciblés tels que la construction, la pharmacie, le transport, les services aux entreprises, etc.

3.1.1. Le PIB en volume est revu de + 0,2 point, à + 1,5 %

Pour comparer la nouvelle estimation à celle de la première estimation (PE) du 30 avril 2020, on suit la mécanique de construction du PIB dans les comptes trimestriels, qui mélange trois approches (en première approximation : approche production pour les biens, approche demande pour les services et approche revenus pour l'administration publique). Pour l'année 2019, la composante « biens » révisé globalement très peu, les deux autres approches contribuant à la révision à la hausse de la croissance.

Les équilibres ressources-emplois (ERE) de type « biens » (agriculture, industrie manufacturière, transports) sont construits dans l'optique « production » et soldés sur les variations de stocks (ainsi que sur les marges de transport pour le produit « transports »). Ils contribuent à hauteur de + 0,05 point à la révision du PIB.

Pour ces produits, la ré-estimation des modèles d'étalonnage ainsi que la concertation avec les RSP n'ont pas conduit à réviser la production (+ 0,01 point). Les consommations intermédiaires dans ces produits sont révisées davantage (+ 0,09 point, de - 0,4 % à - 0,3 %) de sorte que, cumulées, les révisions de la production et des consommations intermédiaires en « biens » contribuent donc à la révision du taux de croissance du PIB à hauteur de + 0,1 point. A contrario les impôts nets des subventions sur les « biens » sont révisés en baisse et contribuent à hauteur de -0,03 pt à la révision du taux de croissance du PIB.

Les ERE de type « services » (services hors administration et transports, mais y compris construction et eau, gaz et électricité) sont construits selon l'approche « demande » et soldés sur la production. Ils contribuent à hauteur de +0,15 point à la révision du PIB. Les révisions portent principalement sur la consommation et la FBCF.

- Les révisions apportées à la consommation effective des ménages en « services » contribuent à hauteur de + 0,1 point à la révision du PIB. Elles portent notamment sur les dépenses de loyers (+ 0,07 points) ;
- La FBCF en services est révisée à la hausse (0,12 point) en particulier dans la construction (+ 0,11 point), en partie compensée par une révision à la baisse des variations de stocks en construction (- 0,06 point).

Figure 3-3 : contributions en volume, dans l'approche construction du PIB (CJO)

	PE du T1 2020 (%)	Prov. 2019 (%)	Révision
PIB	1,29	1,49	0,20
ERE « production »	-0,04	0,01	0,05
Production	0,13	0,13	-0,01
Emplois intermédiaires	-0,41	-0,32	0,09
Impôts nets des subventions sur produits	0,01	-0,02	-0,03
Marges de transport	0,00	0,00	-0,01
Marges commerciales	0,23	0,23	0,00
ERE « demande »	1,21	1,36	0,15
Consommation finale effective des ménages	0,60	0,69	0,10
Consommation collective effective (hors administration)	0,01	0,00	-0,01
FBCF	0,66	0,79	0,12
Variations de stocks	-0,01	-0,06	-0,05
Solde extérieur	-0,04	-0,05	-0,01
ERE « revenus »	0,12	0,12	0,00
Consommation collective effective en administration	0,13	0,13	0,00
Consommation individuelle effective en administration	-0,01	-0,01	0,00

3.1.2. Le déflateur du PIB est revu de - 0,2 point

La révision des prix se concentre principalement dans l'approche construction et en particulier les consommations intermédiaires (- 0,21 point).

Figure 3-4 : contributions en prix, dans l'approche construction du PIB (CJO)

	PE du T1 2020 (%)	Prov. 2019 (%)	Révision
PIB	1,48	1,25	-0,23
Approche « biens »	0,76	0,57	-0,19
Production	0,24	0,28	0,04
Emplois intermédiaires	0,37	0,16	-0,21
Impôts nets des subventions sur produits	0,07	0,06	-0,02
Marges de transport	0,00	0,00	0,00
Marges commerciales	0,08	0,07	0,00
Approche « services »	0,70	0,64	-0,06
Consommation finale effective des ménages	0,37	0,31	-0,06
Consommation collective effective (hors administration)	0,01	0,01	0,00
FBCF	0,31	0,34	0,03
Variations de stocks	0,01	0,00	-0,01
Solde extérieur	0,00	-0,02	-0,03
Approche « revenus »	0,01	0,03	0,02
Consommation collective effective en administration	0,00	0,04	0,04
Consommation individuelle effective en administration	0,01	-0,01	-0,02

3.1.3. La croissance du PIB en valeur est confirmée

La croissance du PIB en valeur est quasi inchangée à 2,5 % (révision de -0,03 point de PIB).

3.2. Approche demande : révision à la hausse de la consommation et de la FBCF

La contribution de la demande intérieure hors stocks est révisée en baisse de 0,3 point (à + 2,2 point au lieu de +1,8 point), tandis que celle du commerce extérieur est révisée à la baisse de - 0,1 point (- 0,3 point au lieu de - 0,1 point). Celle des variations de stocks n'est pas revu (- 0,4 point).

3.2.1. Les dépenses de consommation des ménages sont révisées en hausse

Par rapport à la première estimation du T1 2019, la hausse des dépenses de consommation en volume des ménages en 2018 est accentuée : + 1,5 % au lieu de + 1,3 %. Les révisions en 2019 résultent de l'intégration de nouvelles informations.

Les produits agricoles revus en forte hausse (+ 0,8 % au lieu de - 2,5 %), les loyers (services immobiliers) sont également revus en hausse, ainsi que les achats de véhicules. En revanche la santé, l'éducation et l'action sont revues en baisse avec les mobilisations de données plus complètes de la DGFIP notamment.

Figure 3-5 : Dépense de consommation des ménages par produits (volumes chaînés)

	Niveaux au SD 2018 Md€	PE du T1 2020 (%) CJO	Prov. 2019 (%) CJO	Contrib écart total	SD 2018 (%) non CJO	Prov. 2019 (%) non CJO
Produits agricoles	36,0	-2,5	0,8	0,1	-3,2	0,8
Produits agro-alimentaires	183,0	-1,6	-1,7	0,0	-0,4	-1,6
Énergie	106,3	-0,2	-0,1	0,0	-0,9	0,0
Biens fabriqués	259,2	1,4	1,7	0,1	0,5	1,6
Construction	19,3	1,2	1,4	0,0	1,1	1,4
Commerce	15,3	0,8	2,2	0,0	4,0	2,2
Transport	42,9	2,7	3,1	0,0	2,7	3,1
Services financiers	71,0	1,0	0,5	0,0	2,5	0,5
Services immobiliers	237,8	1,6	2,2	0,1	1,9	2,2
Autres services marchands	204,8	2,6	3,1	0,1	2,2	3,2
Services non marchands	65,6	1,2	-1,2	-0,1	0,5	-1,1
Correction territoriale	-18,0	-21,7	-22,9	0,0	2,0	-21,0
Total	1 223,2	1,3	1,5	0,3	0,9	1,5

3.2.2. Les dépenses de consommation des administrations publiques sont revues en hausse

Par rapport aux premiers résultats du premier trimestre 2020, l'accélération des dépenses de consommation des administrations publiques est plus marquée (révision à la hausse de 0,3 point). En particulier, les dépenses de santé, remboursements de médicaments sont plus dynamiques. De même les aides aux logements sont revues en hausse, atténuant ainsi leur baisse entre 2018 et 2019.

Les dépenses de consommation collectives sont-elles peu révisées, les nouvelles données de la DGFIP confirmant les informations trimestrielles.

Figure 3-6 : Dépense de consommation des APU par produit (volumes chaînés)

	Niveaux au SD 2018 Md€ courants	PE du T1 2020 (%) CJO	Prov. 2019 (%) CJO	Contrib écart total	Prov. 2019 (%) non CJO
Produits fabriqués	31,4	2,7	5,8	0,2	5,9
Transports	3,4	0,4	-3,6	0,0	-3,6
Services immobiliers	14,7	-2,5	-0,8	0,0	-0,8
Autres services marchands	38,6	1,2	1,1	0,0	1,1
Services non marchands	460,8	1,4	1,6	0,1	1,6
dont collective	178,0	1,7	1,8	0,0	1,8
dont individualisable	282,8	1,2	1,4	0,1	1,4
Total	549,7	1,3	1,7	0,3	1,7

3.2.3. L'investissement accélère plus nettement

L'accélération de l'investissement est confirmée, mais elle est plus marquée que dans la première estimation du premier trimestre 2020 (révision en hausse de +0,6 point). Elle est portée par les biens d'équipement, la

construction et les transactions immobilières. Par ailleurs, l'investissement en informatique-communication ralentit, mais se maintient à un niveau élevé.

Par secteur institutionnel, la révision à la hausse porte essentiellement sur les administrations publiques et les institutions financières (SCPI en particulier. Une partie de ces fortes révisions à la hausse se solde sur les entreprises non financières. En effet, pour les comptes trimestriels l'information sur la répartition de l'investissement par secteur institutionnel est fragile, pour les travaux publics notamment.

Figure 3-7 : FBCF par secteurs institutionnels (volumes chaînés)

	Niveaux au SD 2018 Md€	PE du T1 2020 (%) CJO	Prov. 2019 (%) CJO	Contrib écart total	Prov. 2019 (%) non CJO
Entreprises non financières	305,7	4,3	3,7	-0,3	3,6
<i>dont biens fabriqués</i>	103,6	4,0	4,3	0,1	4,2
<i>dont BTP</i>	74,1	3,3	1,1	-0,3	1,1
<i>dont "services aux entreprises"</i>	128,0	5,2	4,8	-0,1	4,7
Ménages	125,0	2,0	1,8	0,0	1,8
<i>dont bâtiment</i>	95,8	0,3	-0,4	-0,1	-0,4
<i>dont services aux entreprises</i>	29,2	7,9	9,2	0,1	9,1
Administrations publiques	80,4	4,2	7,7	0,5	7,7
<i>dont matériels de transports</i>	5,1	5,2	-3,0	-0,1	-3,1
<i>dont BTP</i>	47,9	5,8	11,2	0,5	11,2
<i>dont services et entreprises</i>	24,0	1,4	2,6	0,1	2,6
Sociétés financières	25,3	3,2	12,9	0,5	12,9
Total	541,3	3,7	4,3	0,6	4,2

3.2.4. Les échanges extérieurs ralentissent un peu

La contribution négative des échanges extérieurs à la croissance est accentuée (-0,3 point dans le compte provisoire contre -0,1 point dans le PE du T1). Le ralentissement des exportations est plus marqué dans le compte provisoire et les importations sont revues à la hausse. Le solde des échanges extérieurs est stable (-24,4 % après -23,8 % en 2018).

Le ralentissement des exports est accentué

Les biens ralentissent nettement (+2,2 % après +4,0 %). En particulier les biens fabriqués et énergétiques, alors que les exportations agricoles accélèrent légèrement. Le ralentissement est particulièrement marqué dans les matériels de transports (baisse des exportations d'automobiles et de navires, aéronautique un peu moins dynamique). Les dépenses des touristes étrangers sont stables : -0,1 % après +5,0 %. Les services ralentissent fortement (+1,1 % après 6,1 %), notamment dans l'information-communication, les services financiers et les services aux entreprises.

Au total, les exportations sont revues en baisse de 0,2 point. Les révisions sont concentrées sur les matériels de transport (hausse du prix) et les services aux entreprises (données de la balance des Paiements).

Figure 3-8 : Exportations par produits (volumes chaînés)

	Niveaux au SD 2018 Md€	PE du T1 2020 (%) CJO	Prov. 2019 (%) CJO	Contrib écart total	Prov. 2019 (%) non CJO
Produits agricoles	15,5	2,7	2,7	0,0	2,5
Produits agro-alimentaires	48,7	0,4	0,5	0,0	0,6
Énergie	25,8	-3,4	1,0	0,2	0,9
Biens d'équipement	91,7	1,2	0,7	-0,1	0,8
Matériels de transport	131,3	3,1	1,3	-0,3	1,1
Autres biens	209,5	4,2	3,9	-0,1	4,1
Commerce	6,9	3,8	3,8	0,0	3,7
Transports	32,6	2,5	5,0	0,1	5,2
Services financiers	16,0	6,0	5,6	0,0	5,6
Services immobiliers	113,0	-1,9	-0,8	0,2	-0,6
Autres services marchands	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0
Services non marchands	58,4	1,9	-0,1	-0,2	0,6
Total	750,5	2,0	1,8	-0,2	1,9

Les importations sont revues en hausse

Dans les biens, les exportations accélèrent légèrement (+ 2,5 % après + 2,2 %). Les achats énergétiques bascule pétrole du brut vers le raffiné. Les matériels de transports accélèrent également tandis que les biens d'équipement ralentissent. Les dépenses des touristes français à l'étranger accélèrent nettement (+ 10,1 % après + 4,9 %). Les importations de services ralentissent dans les mêmes proportions que les exportations (+ 0,8 % après + 6,1 %), en particulier dans les services aux entreprises, les services financiers et l'information et communication.

Au total, les importations sont révisées à la hausse (+ 0,3 point). Les révisions se concentrent dans les matériels de transport.

Figure 3-9 : Importations par produits (volumes chaînés)

	Niveaux au SD 2018 Md€	PE du T1 2020 (%) CJO	Prov. 2019 (%) CJO	Contrib écart total	Prov. 2019 (%) non CJO
Produits agricoles	14,3	2,7	3,4	0,0	3,7
Produits agro-alimentaires	42,5	1,7	1,4	0,0	1,5
Énergie	68,3	2,2	2,7	0,0	2,5
Biens d'équipement	122,8	3,0	2,9	0,0	3,3
Matériels de transport	102,5	2,1	3,7	0,2	3,1
Autres biens	228,3	2,4	1,9	-0,1	2,0
Commerce	9,4	2,5	4,3	0,0	4,3
Transport	49,6	-2,1	0,1	0,1	0,0
Services financiers	7,4	4,3	4,3	0,0	4,3
Autres services marchands	106,5	-0,6	0,4	0,1	0,3
Services non marchands	0,9	6,0	0,0	0,0	0,0
Correction territoriale	40,4	12,2	10,1	-0,1	10,0
Total	774,3	2,3	2,6	0,3	2,5

3.2.5. La contribution négative des variations de stocks n'est pas revue

La contribution négative des variations de stocks est confirmée à - 0,4 point.

3.2.6. Production, valeur ajoutée et productivité apparente du travail

La production est très légèrement revue à la baisse

Le ralentissement de la production est confirmé, la production est légèrement revue à la baisse (- 0,1 point). La production agricole est en repli (- 1,1 % après + 1,8 %), la production manufacturière stable (- 0,2 % après 0,0 %). La production des raffineries baisse fortement (ce qui a pour contrepartie la bascule des importations de pétrole du brut vers le raffiné), ainsi que des matériels de transports. La production dans les services ralentit (+2,1 % après +2,6 %), notamment dans le commerce, et les services aux entreprises. Les révisions par branche sont faibles, plutôt à la baisse dans les services et neutre sur les biens

Figure 3-10 : Productions par branche (volumes chaînés)

	Niveaux au SD 2018 Md€	PE du T1 2020 (%) CJO	Prov. 2019 (%) CJO	Contrib écart total	Prov. 2019 (%) non CJO
Produits agricoles	91,7	-1,1	-1,1	0,0	-1,2
Produits agro-alimentaires	161,1	0,2	-0,6	0,0	-0,5
Énergie	203,1	-1,9	-1,9	0,0	-1,8
Biens d'équipement	85,8	0,8	0,6	0,0	0,8
Matériels de transport	145,8	-0,1	0,4	0,0	0,4
Autres biens	362,6	0,4	0,5	0,0	0,6
Construction	297,2	2,2	2,6	0,0	2,6
Commerce	446,6	1,5	1,4	0,0	1,4
Transports	216,8	2,5	2,4	0,0	2,3
Services financiers	229,0	2,5	1,7	0,0	1,7
Services immobiliers	326,3	1,6	1,5	0,0	1,5
Autres services marchands	1 007,4	3,2	2,9	-0,1	2,9
Services non marchands	617,3	1,4	1,2	0,0	1,2
Total	4 190,8	1,6	1,5	-0,1	1,5

La valeur ajoutée est revue à la hausse (+0,2 point)

L'évolution de la valeur ajoutée est globalement en ligne avec la production. Les consommations intermédiaires sont révisées à la baisse plus fortement que la production due notamment au produits commerces, services financiers et énergie, si bien que la valeur ajoutée est revue à la hausse (+0,2 point).

Dans l'agriculture, la baisse de la VA est moins marquée du fait d'un repli plus important des consommations intermédiaires. Dans le secteur manufacturier, la VA est en légère hausse. Dans les services, les consommations intermédiaires progressent plus rapidement que la production.

Figure 3-11 ; Valeurs ajoutées par branches (volumes chaînés)

	Niveaux au SD 2018 Md€	PE du T1 2020 (%) CJO	Prov. 2019 (%) CJO	Contrib écart total	Prov. 2019 (%) non CJO
Produits agricoles	39,0	-0,6	-0,7	0,0	-0,7
Produits agro-alimentaires	43,4	0,0	-2,6	-0,1	-2,6
Énergie	54,9	-1,6	-0,5	0,0	-0,4
Biens d'équipement	30,3	1,3	1,3	0,0	1,5
Matériels de transport	32,8	-1,8	-1,3	0,0	-1,3
Autres biens	124,7	0,6	1,1	0,0	1,2
Construction	117,5	2,4	2,6	0,0	2,6
Commerce	216,5	0,6	1,4	0,1	1,5
Transports	94,6	3,3	3,8	0,0	3,7
Services financiers	85,8	2,4	3,3	0,0	3,3
Services immobiliers	269,6	1,3	1,1	0,0	1,1
Autres services marchands	524,6	2,2	2,2	0,0	2,3
Services non marchands	467,2	0,8	0,9	0,0	0,9
Total	2 101,0	1,3	1,5	0,2	1,5

Les gains de productivité ralentissent plus nettement

La productivité apparente du travail ralentit en 2019 : la valeur ajoutée ralentit (+ 1,5 % après + 1,8 %) et l'emploi accélère un peu (+ 1,1 % après + 1,0 %). Les gains de productivité sont revus à la baisse malgré la révision de la valeur ajoutée (en volume) à la hausse : l'emploi a finalement été moins dynamique.

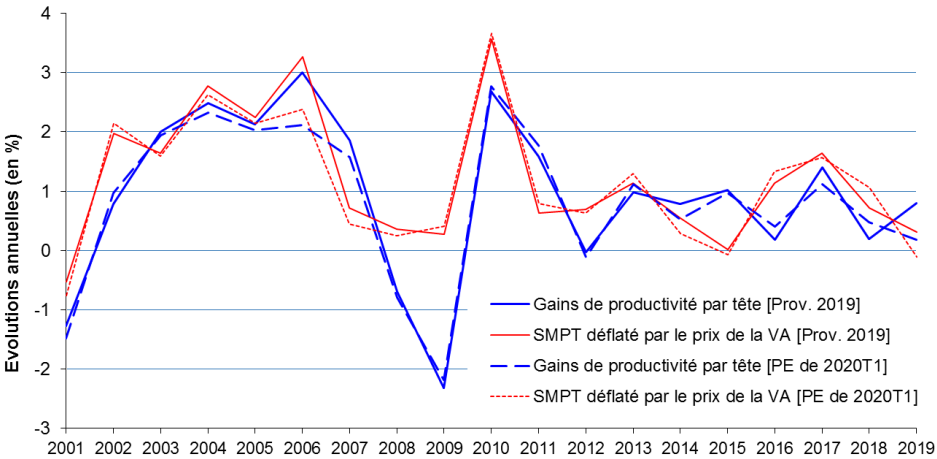
Le SMPT réel (déflaté par le prix de la VA) ralentit comme la productivité Il reste plus dynamique, notamment en raison du versement de la prime exceptionnelle.

Figure 3-12 : Gains de productivité par tête dans les différentes branches

	Moyenne 2001-2014	2016	2017	2018	2019	2016	2017	2018	2019
		Prov 2019 (%)				PE de 2020T1 (%)			
Industrie	2,2	2,0	0,7	2,0	0,3	2,0	0,8	1,4	-0,3
Construction	-1,7	2,0	1,3	3,0	-1,0	1,6	1,9	3,1	-1,1
Services marchands	0,7	0,6	0,2	0,7	0,6	0,7	0,2	0,8	0,3
Sociétés non financières *	1,0	1,0	0,2	1,4	0,2	1,0	0,4	1,1	0,5

*Pour l'agrégat sociétés non-financières, la valeur ajoutée est calculée en volumes aux prix constants de l'année de base, et non en volumes chaînés.

Figure 3-13 : Gains de productivité par tête et SMPT déflaté du prix de la va, pour les SNF



3.3. Les comptes d'agents

En 2019, la valeur ajoutée (VA) en valeur de l'ensemble des secteurs institutionnels progresse de 2,8, après + 2,6 % en 2018. La croissance de la VA est tirée par les sociétés non financières.

La croissance de la VA est révisée en baisse par rapport à la croissance 2019 publiée lors de la première estimation du T1 2020 (PE T1) : en données corrigées des jours ouvrables (CJO), elle s'établit à + 2,7 % contre + 2,8 % lors de la première estimation du T1. Le taux de croissance du PIB nominal est révisé dans les mêmes proportions par rapport à la première estimation du T1 et s'établit à + 2,7 % (CJO).

Figure 3-14 : Valeur ajoutée des secteurs institutionnels

	2019 PROV en niveau	évolutions en Mds€		évolutions en %		évol. des CT (CJO) en %			évol. des CT (CJO) en Mds€		
		2018 SD	2019 PROV	2018 SD	2019 PROV	PE T1	PROV	révision	PE T1	PROV	révision
Sociétés non financières	1267,5	34,7	50,2	2,9	4,1	3,9	4,1	0,2	47,9	49,8	1,9
Sociétés financières	95,5	7,3	-0,6	8,2	-0,6	1,0	-0,6	-1,6	1,0	-0,6	-1,5
Administrations publiques	387,3	5,3	6,4	1,4	1,7	1,3	1,7	0,3	5,1	6,4	1,3
Ménages	369,0	5,4	0,6	1,5	0,2	1,1	0,2	-1,0	4,1	0,6	-3,5
dont EI	135,2	2,7	0,2	2,1	0,1	-0,6	0,1	0,7	-0,7	0,1	0,9
ménages purs	233,8	2,6	0,4	1,1	0,2	2,1	0,2	-1,9	4,9	0,4	-4,4
ISBLSM	37,8	0,5	1,1	1,4	3,1	-0,1	3,1	3,2	0,0	1,1	1,2
Total des secteurs institutionnels	2157,1	53,2	57,8	2,6	2,8	2,8	2,7	0,0	58,0	57,3	-0,7
Impôts nets de subventions sur les produits	268,6	10,3	7,2	4,1	2,8	2,8	2,8	-0,1	7,4	7,2	-0,2
Produit intérieur brut	2425,7	63,4	65,0	2,8	2,8	2,8	2,7	0,0	65,4	64,6	-0,8

3.3.1. Le taux de marge des SNF est revu à la hausse

Sur le champ des sociétés non financières (SNF), la valeur ajoutée croît de + 4,1 %. Son taux d'évolution est revu en légère hausse de + 0,2 point par rapport à la première estimation du T1.

En 2019, les salaires et traitements bruts versés par les SNF sont plus dynamiques qu'en 2018 (+ 3,6 % après + 3,5 %) mais augmentent moins vite que la valeur ajoutée. L'évolution de la masse salariale se fonde sur ce qu'indique l'assiette CSG de l'Acoss, ramenée au champ des sociétés non financières.

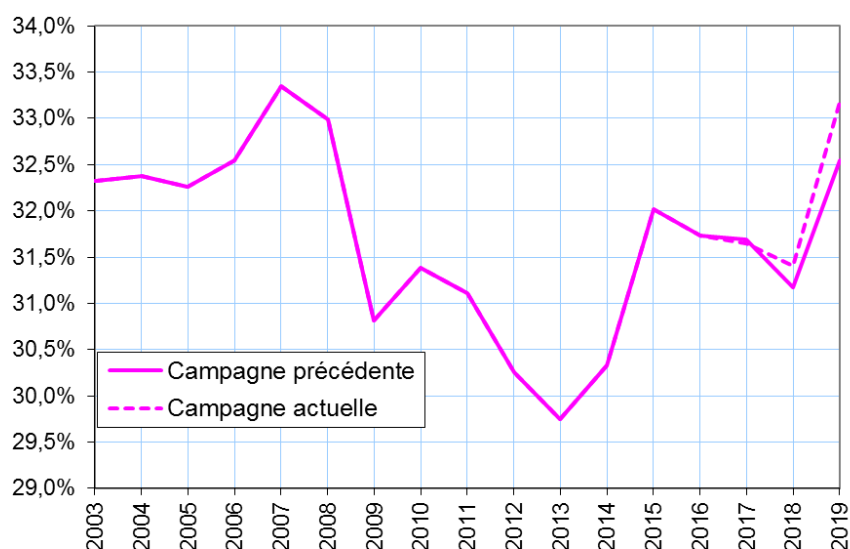
De plus, les cotisations patronales diminuent fortement du fait de la transformation du CICE en allègements de cotisations patronales. Les rémunérations versées au total sont donc bien moins dynamiques en 2019 qu'en 2018 (+ 0,7 % en 2019 contre + 3,4 % en 2018).

Les impôts nets de subventions augmentent de 5,9 Md€ du fait en particulier de la baisse du taux du CICE entre 2017 et 2018, qui a un impact en comptabilité nationale sur les dépenses 2018 et 2019. L'EBE des SNF est en forte hausse (+ 10,0 %), de même que le taux de marge (+ 1,8 %). Corrigés de l'effet de la transformation du CICE, l'EBE des SNF évolue de + 4,3 % après + 2,1 % en 2018, tandis que le taux de marge augmente de + 0,1.

Figure 3-15 : Le compte des sociétés non financières (SNF)

	2019 PROV en niveau	évolutions en Mds€		évolutions en %		évol. des CT (CJO) en %			évol. des CT (CJO) en Mds€		
		2018 SD	2019 PROV	2018 SD	2019 PROV	PE T1	PROV	Rév.	PE T1	PROV	Rév.
Valeur ajoutée	1 267,5	34,7	50,2	2,9	4,1	3,9	4,1	0,2	47,9	49,8	1,9
Rémunération des salariés	812,1	26,3	6,0	3,4	0,7	1,6	0,7	-0,9	13,0	6,0	-7,0
<i>dont salaires et traitements bruts</i>	<i>634,3</i>	<i>20,8</i>	<i>21,9</i>	<i>3,5</i>	<i>3,6</i>	<i>3,6</i>	<i>3,6</i>	<i>0,0</i>	<i>21,8</i>	<i>22,0</i>	<i>0,1</i>
Impôts nets sur la production	34,8	0,4	5,9	1,3	20,6	12,1	20,6	8,5	3,5	5,9	2,4
Excédent brut d'exploitation	420,6	8,0	38,2	2,1	10,0	8,2	9,9	1,6	31,4	37,8	6,4
Revenus nets de la propriété versés	53,5	12,2	8,0	36,7	17,6	5,3	17,6	12,4	2,0	8,0	6,0
Revenus de la propriété versés	273,0	23,3	3,7	9,5	1,4	2,9	1,4	-1,5	7,0	3,7	-3,3
Intérêts versés	62,8	-1,8	-0,5	-2,8	-0,9	-0,5	-0,9	-0,4	-0,3	-0,5	-0,3
Dividendes versés	202,2	26,9	6,6	15,9	3,4	3,6	3,4	-0,2	6,2	6,6	0,5
Bénéfices réinvestis d'IDE versés	3,5	-2,1	-2,6	-25,6	-42,5	2,7	-42,5	-45,2	0,2	-2,6	-2,7
Revenus de la propriété reçus	219,6	11,1	-4,3	5,2	-1,9	2,4	-1,9	-4,3	5,0	-4,3	-9,3
Intérêts reçus	50,2	-0,8	-2,6	-1,5	-4,9	0,6	-4,9	-5,5	0,3	-2,6	-2,9
Dividendes reçus	165,9	9,5	4,1	6,3	2,5	2,7	2,5	-0,2	4,0	4,1	0,1
Bénéfices réinvestis d'IDE reçus	1,4	2,2	-5,5	47,1	-80,2	2,7	-80,2	-82,9	0,2	-5,5	-5,7
Impôts sur le revenu et le patrimoine	48,5	-2,4	3,2	-5,0	7,2	9,7	7,2	-2,5	4,4	3,2	-1,1
Transferts courants versés (nets des reçus)	25,1	-1,1	3,3	-4,6	14,9	5,0	14,9	9,9	1,1	3,3	2,2
Epargne brute	293,6	-0,7	23,7	-0,3	8,8	8,7	8,6	-0,1	23,9	23,3	-0,6
Formation brute de capital fixe	310,4	14,0	15,2	5,0	5,1	5,8	5,2	-0,5	16,9	15,5	-1,4
Variations de stocks (Md€)	10,0	0,1	-10,2						-6,2	-9,8	-3,6
Transferts en capital reçus - versés (Md€)	19,6	-10,2	0,9						-0,8	0,9	1,7
Capacité/besoin de financement (Md€)	-7,2	-24,8	20,0						12,4	18,9	6,5

Figure 3-16 : Le taux de marge des SNF



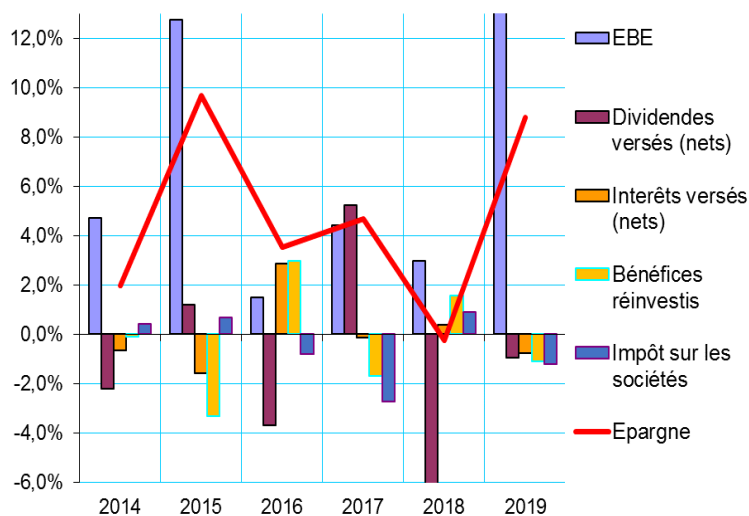
Parallèlement, le solde des revenus de la propriété se dégrade notamment du fait d'une hausse importante des dividendes versés, dans un contexte fiscal encore favorable avec la mise en place du prélèvement forfaitaire unique. La charge nette d'intérêts s'alourdit, avec des remboursements d'emprunts de la part des administrations publiques en baisse, du fait des taux d'intérêt continuellement bas. Au total, le solde des revenus de la propriété se dégrade en 2019 de 8,0 Md€ après une forte détérioration en 2018 de 12,2Md€.

Lors d'un compte provisoire, les informations disponibles sur les revenus de la propriété se limitent en général à celles de la balance des paiements, fragiles et incomplètes, ainsi que celles portant sur les institutions financières et sur les ménages. Les revenus de la propriété des SNF sont obtenus par solde en recherchant une cohérence temporelle et inter-secteurs institutionnels (notamment en termes de rendements financiers associés à chaque actif). La prise en compte de ces informations conduisent à dégrader le solde des revenus de la propriété des SNF par rapport aux premiers résultats du T1 (de -6,0 Md€ en données CJO). La révision porte essentiellement sur les intérêts nets reçus (revenus à la baisse de -2,6 Md€).

L'impôt sur les sociétés augmente en 2019 (augmentation de + 3,2Md€ des impôts sur le revenu et le patrimoine) en particulier parce que la baisse des cotisations dans le cadre de la transformation du CICE a un effet positif sur le bénéfice des entreprises, alors que le CICE lui-même ne l'affectait pas.

Au total, l'épargne brute des sociétés non financières est en très forte augmentation en 2019 (+ 8,8 % après - 0,3 % en 2018) mais cette très forte augmentation résulte essentiellement de l'impact positif sur l'excédent brut d'exploitation de la baisse des cotisations sociales dans le cadre de la transformation du CICE. Corrigé de cet effet, l'épargne brute augmente légèrement (+ 0,7 %).

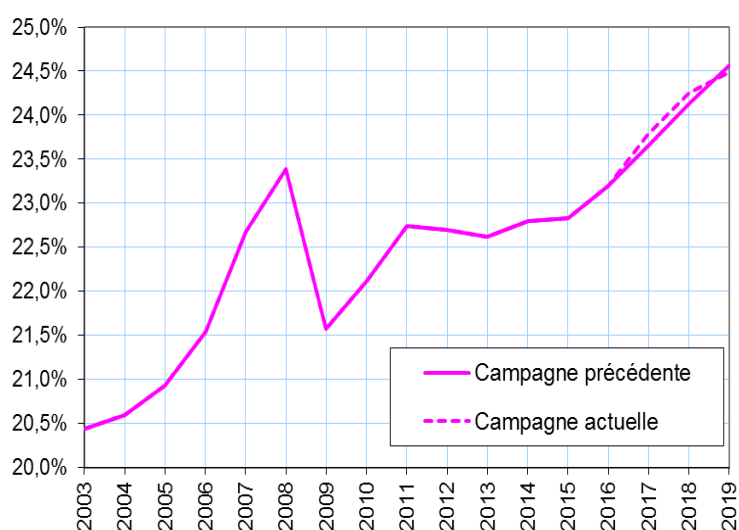
Figure 3-17 : Contributions au taux d'épargne des SNF



Parallèlement, l'investissement reste dynamique en 2019 (+ 5,2 % après + 5,0 % en données brutes), un peu moins que dans les premiers résultats du T1 (soit une révision de -0,6 point en données CJO).

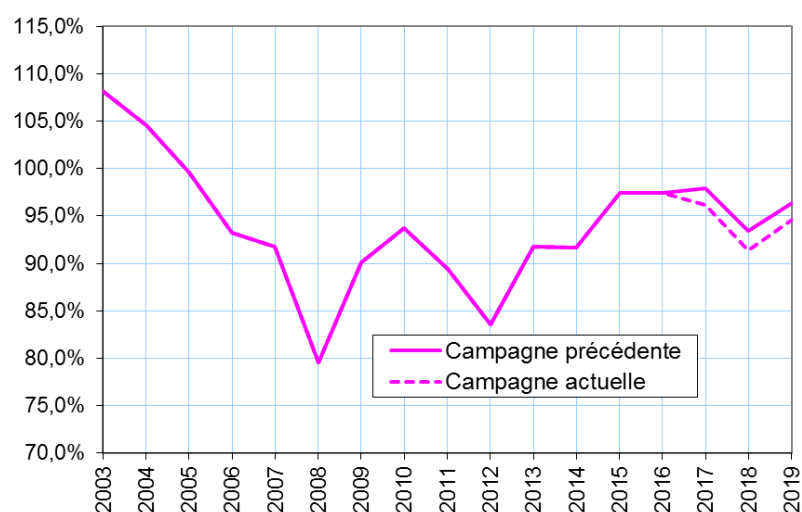
Le taux d'investissement continue de croître (+ 0,2 point), pour atteindre 24,5 %. Quant aux variations de stocks des sociétés non financières, elles sont fortement négatives en 2019 contrairement à l'année précédente (-10,2 Md€ après + 0,1 Md€).

Figure 3-18 : Le taux d'investissement des SNF



L'épargne est forte augmentation en 2019 (+ 8,8%), plus que l'investissement, si bien que le taux d'autofinancement s'améliore de + 3,1 points. Corrigé des effets liés à la transformation du CICE toutefois, l'épargne augmente de + 0,7 % et le taux d'autofinancement se dégrade (-3,9 %) et atteint 87,5 %.

Figure 3-19 : Le taux d'autofinancement des SNF



L'épargne est forte augmentation en 2019 (+ 8,8%), plus que l'investissement, si bien que le taux d'autofinancement s'améliore de + 3,1 points. Corrigé des effets liés à la transformation du CICE toutefois, l'épargne augmente de + 0,7 % et le taux d'autofinancement se dégrade (-3,9 %) et atteint 87,5 %.

Figure 3-20 : Principaux ratios du compte des SNF

	2019 PROV en niveau	évolutions en points		évol. des CT (CJO) en points		
		2018SD	2019PROV	PE-T1	PROV	révision
Taux de marge des SNF : EBE / VA	33,2	-0,2	1,8	1,3	1,7	0,4
Taux d'investissement : FBCF / VA	24,5	0,5	0,2	0,4	0,3	-0,2
Taux d'autofinancement : Epargne / FBCF	94,6	-4,8	3,2	2,6	2,9	0,3

Figure 3-21 : Principaux ratios du compte des SNF corrigés du CICE

	2019 PROV en niveau	évolutions en points	
		2018SD	2019PROV
Taux de marge des SNF : EBE / VA	31,5	-0,2	0,1
Taux d'investissement : FBCF / VA	24,5	0,5	0,2
Taux d'autofinancement : Epargne / FBCF	87,5	-4,8	-3,9

3.3.1. La valeur ajoutée des sociétés non financières est revue en baisse

En 2018, la VA des sociétés financières (SF) est revue en baisse (- 0,6 % au lieu de + 1,0 % à la PE du T1) après une forte hausse en 2018 (+ 8,2 %) et une forte baisse en 2017 (- 7,1 %).

Figure 3-22 : Le compte des sociétés financières

	2019 PROV en niveau	évolutions en Mds€		évolutions en %		évol. des CT (CJO) en %			évol. des CT (CJO) en Mds€		
		2018 SD	2019 PROV	2018 SD	2019 PROV	PE T1	PROV	Rév.	PE T1	PROV	Rév.
Valeur ajoutée	95,5	7,3	-0,6	8,2	-0,6	1,0	-0,6	-1,6	1,0	-0,6	-1,5
Rémunération des salariés	57,8	1,7	1,0	3,0	1,7	-1,0	1,7	2,7	-0,6	1,0	1,5
Impôts nets sur la production	10,3	0,2	0,2	2,5	1,7	5,6	5,6	0,0	0,3	0,3	0,0
Excédent brut d'exploitation	27,5	5,4	-1,7	22,7	-5,8	5,1	-5,8	10,9	1,3	-1,7	-3,0
Revenus de la propriété versés	222,4	5,7	8,3	2,7	3,9	0,2	3,9	3,7	0,4	8,3	7,9
Intérêts versés	113,5	3,4	6,6	3,3	6,2	0,6	6,2	5,6	0,6	6,6	6,0
Dividendes versés	40,8	2,8	2,3	7,9	6,1	7,3	6,1	-1,2	2,8	2,3	-0,5
Bénéfices réinvestis d'IDE versés	0,7	-0,4	-0,3	-29,5	-29,6	7,5	-29,6	37,1	0,1	-0,3	-0,4
Autres revenus d'investissement versés	67,5	-0,1	-0,4	-0,1	-0,6	-4,6	-0,6	4,0	-3,1	-0,4	2,7
Revenus de la propriété reçus	230,8	9,6	4,3	4,4	1,9	-1,7	1,9	3,6	-3,9	4,3	8,2
Intérêts reçus	151,5	3,5	3,5	2,4	2,4	-4,2	2,4	6,6	-6,2	3,5	9,7
Dividendes reçus	54,5	7,0	3,5	15,9	6,8	4,5	6,8	2,3	2,3	3,5	1,2
Bénéfices réinvestis d'IDE reçus	5,4	-1,4	-2,1	-15,8	-28,0	4,5	-28,0	32,5	0,2	-2,1	-2,3
Autres revenus d'investissement reçus	19,4	0,4	-0,6	2,2	-3,1	-1,0	-3,1	-2,1	-0,2	-0,6	-0,4
Impôts sur le revenu et le patrimoine	15,3	-1,8	1,0	-11,0	6,8	-2,2	6,8	8,9	-0,3	1,0	1,3
Epargne brute	20,6	10,1	-2,8	76,0	-12,1	-18,0	-12,1	5,9	-3,4	-2,8	0,5
Formation brute de capital fixe	28,9	1,6	3,6	6,7	14,4	3,9	14,4	10,5	0,9	3,6	2,7
Transferts en capital reçus - versés (Md€)	2,5	-4,9	0,5						0,0	0,0	0,0
Capacité de financement (Md€)	-6,1	3,5	-6,0						-3,3	-6,0	-2,7

La valeur ajoutée des banques diminue de - 1,4 % en 2019 alors qu'elle augmentait de + 4,2 % en 2018 : les marges d'intermédiation sont faibles et en 2019 la hausse des services facturés ne permet pas de compenser les coûts de production.

La valeur ajoutée des sociétés d'assurance évolue positivement à + 4,5 % après le fort rebond de 2018. En 2019, la production d'assurance est soutenue par une augmentation simultanée des cotisations et des prestations. Les placements réalisés par les assureurs augmenteraient modérément, en particulier pour l'assurance vie, du fait

d'une baisse du rendement des supports euros et parallèlement d'une hausse du rendement des supports en unités de comptes.

3.3.2. Le pouvoir d'achat du RDB des ménages est revu à la hausse (+ 0,2 point à + 2,1 %)

En 2019, le revenu disponible brut des ménages progresse de + 3,1 % après + 3,0 % en 2018. Cette progression de 3,1 % se décompose comme suit selon les revenus d'activité, les revenus du patrimoine et les revenus de transferts (impôts, cotisations et prestations).

Les revenus nets d'activité y contribuent pour + 1,9 point.

Les salaires nets ralentissent (+ 3,3 % après + 4,8 %). Ce ralentissement est principalement imputable à la moindre diminution des cotisations salariales : elles baissent en effet fortement en 2018 du fait de la bascule CSG-cotisations (-14,2Md€), et elles baissent encore en 2019 mais moins – malgré la poursuite de la bascule CSG-cotisations (-3,6 Md€) et l'exonération des heures supplémentaires dans le cadre des mesures d'urgences économiques et sociales (-2,0 Md€). Le revenu mixte net des entrepreneurs individuels décroît en 2019 alors qu'il augmentait en 2018 (-1,0 % en 2019 contre + 2,7 % en 2018).

Les revenus du patrimoine contribuent pour + 0,2 point à l'évolution du RDB.

Ils sont portés par la hausse des dividendes reçus par les ménages, dans un contexte de fiscalité encore incitative avec la mise en place en 2018 du prélèvement forfaitaire unique. La baisse des taux d'intérêts améliore le solde via les intérêts versés et la baisse de la consommation intermédiaire de SIFIM par les ménages produisant un service de logement.

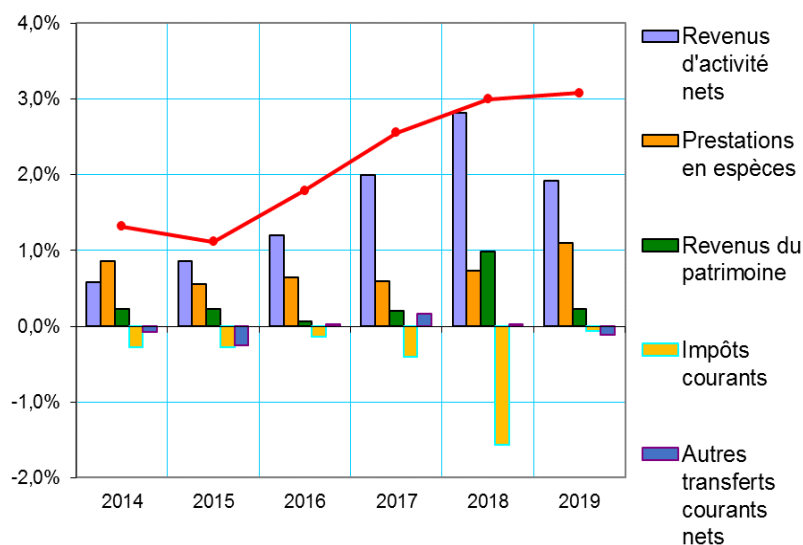
Les impôts courants sur le revenu et le patrimoine y contribuent pour -0,1 point.

Ils progressaient de 9,6 % en 2018, du fait de la hausse de la CSG dans le cadre de la bascule CSG-cotisations. En 2019, ils évoluent de + 0,3 %. La CSG évolue modérément (+ 1,4Md€) du fait de la baisse de la CSG pour les retraités modestes (-1,7 Md€). La mise en place progressive du dégrèvement de taxe d'habitation a joué également à la baisse sur les impôts courants, pour -3,6 milliards d'euros, tandis que les recettes d'impôt sur le revenu, peu affectées en comptabilité nationale par la mise en place du prélèvement à la source, augmentent de + 1,7 milliards d'euros.

Les prestations en espèces accélèrent (+ 3,1 % après + 2,0 %) et contribuent à la hausse du RDB, pour + 1,1 point.

Ce dynamisme est principalement la conséquence de la revalorisation et de l'élargissement de la prime d'activité, les évolutions des autres prestations sont contenues.

Figure 3-23 : Contributions à l'évolution du revenu disponible brut



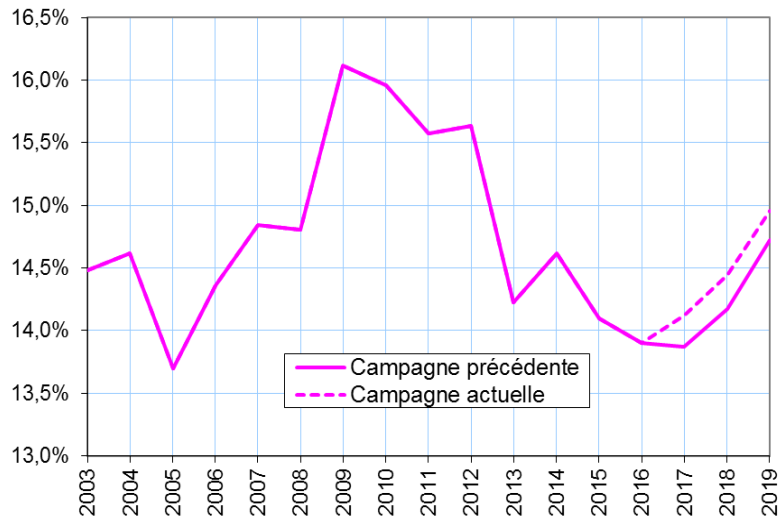
Par rapport aux premiers résultats du T1, l'évolution du RDB n'est quasiment pas révisée. La révision à la baisse de l'EBE des ménages purs est quasiment intégralement compensée par une révision à la hausse des revenus du patrimoine. Par ailleurs, le déflateur de la consommation des ménages est revu en baisse (-0,2 point) de sorte que le pouvoir d'achat du RDB progresse de +2,1 % après +1,3 % en 2018, en révision de +0,2 point par rapport à la première estimation du T1. Par unité de consommation, le pouvoir d'achat évolue un peu plus vite qu'en 2018 (+1,5 % après +0,7 %).

Alors que le RDB augmente de 3,1 %, les dépenses de consommation des ménages s'accroissent de 2,5 %. Il en résulte une hausse du taux d'épargne de 0,5 point, après +0,3 point en 2018. Les premiers résultats du T1 indiquaient déjà une tendance à la hausse du taux d'épargne, mais un peu supérieur (-0,1 point). Le taux d'épargne atteint au final 15,0 %.

Figure 3-24 : Le compte des ménages

	2019 PROV en niveau	évolutions en Mds€		évolutions en %		évol. des CT (CJO) en %			évol. des CT (CJO) en Mds€		
		2018 SD	2019 PROV	2018 SD	2019 PROV	PE T1	PROV	Rév.	RD- T4	PROV	Rév.
		Revenus d'activité nets	923,6	39,4	25,9	4,6	2,9	3,0	2,9	-0,1	26,4
Revenu mixte net	93,9	2,5	-0,9	2,7	-1,0	-1,3	-1,0	0,2	-1,2	-1,0	0,2
Revenu mixte brut	124,4	1,2	0,9	1,0	0,8	-0,3	0,7	1,1	-0,4	0,9	1,3
Cotisations des non salariés APU	28,4	-1,3	1,9	-4,7	7,0	2,9	7,0	4,2	0,8	1,9	1,1
Cotisations des non salariés hors APU	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salaires nets	829,7	36,9	26,8	4,8	3,3	3,5	3,3	-0,1	27,6	26,8	-0,8
Salaires bruts	946,6	24,9	26,8	2,8	2,9	2,9	2,9	0,1	26,3	26,8	0,5
Cotisations salariales APU	87,6	-11,7	-1,5	-11,6	-1,6	-2,3	-1,6	0,6	-2,0	-1,4	0,6
Cotisations salariales hors APU	29,3	-0,2	1,5	-0,8	5,4	2,6	5,4	2,8	0,7	1,5	0,8
Revenus du patrimoine	277,1	13,7	3,3	5,3	1,2	2,3	1,2	-1,1	6,2	3,3	-2,9
EBE des ménages purs	187,7	3,9	0,0	2,1	0,0	2,8	0,0	-2,9	5,4	0,0	-5,4
Revenus de la propriété reçus	105,8	10,0	3,3	10,8	3,2	0,6	3,2	2,6	0,6	3,3	2,7
Intérêts reçus	14,3	0,2	0,0	1,7	-0,3	-0,5	-0,3	0,2	-0,1	0,0	0,0
Dividendes reçus	42,9	9,4	2,8	30,8	7,1	7,3	7,1	-0,2	2,7	2,8	0,1
Autres revenus d'investissements	45,8	0,3	0,4	0,7	0,9	-4,5	0,9	5,4	-2,0	0,4	2,4
Revenus de la propriété versés	16,4	0,2	0,0	1,1	-0,3	-1,7	-0,3	1,5	-0,3	0,0	0,2
Intérêts versés	14,7	0,2	-0,1	1,4	-0,7	-1,9	-0,7	1,2	-0,3	-0,1	0,2
Prestations sociales en espèces reçues	520,3	10,1	15,7	2,0	3,1	2,6	3,1	0,5	13,0	15,7	2,7
Impôts courants sur le revenu et le pat.	249,2	21,8	0,8	9,6	0,3	0,9	0,3	-0,6	2,3	0,8	-1,5
<i>Impôts sur le revenu</i>	229,6	27,4	3,6	13,8	1,6	2,3	1,6	-0,7	5,1	3,6	-1,5
Transfert courants reçus nets (Md€)	2,0	0,1	-0,1					0,0	0,0	-0,1	-0,1
Revenu disponible brut	1 473,7	41,6	44,0	3,0	3,1	3,1	3,1	0,0	43,4	44,0	0,6
Dépense de consommation finale	1 253,2	31,1	30,0	2,6	2,5	2,4	2,5	0,1	29,0	30,3	1,3
Transferts sociaux en nature reçus	415,0	4,1	7,5	1,0	1,8	1,5	1,8	0,3	6,1	7,4	1,3
<i>Transferts sociaux en nature marchands</i>	144,0	1,4	2,9	1,0	2,0						
<i>Transferts sociaux en nature non-march.</i>	271,1	2,7	4,6	1,0	1,7						
Consommation finale effective	1 668,3	35,2	37,5	2,2	2,3	2,2	2,3	0,2	35,1	37,7	2,6
Epargne brute	220,5	10,5	14,0	5,3	6,8	7,1	6,6	-0,5	14,3	13,7	-0,7
Formation brute de capital fixe	140,1	4,4	5,1	3,4	3,8	4,3	3,8	-0,5	5,8	5,2	-0,7
<i>EI</i>	10,3	0,2	0,3	2,1	3,1	3,8	3,2	-0,6	0,4	0,3	-0,1
<i>ménages purs</i>	129,8	4,2	4,8	3,5	3,9	4,3	3,9	-0,4	5,4	4,8	-0,6
Capacité de financement (en Md€)	67,4	4,1	5,5						6,5	5,2	-1,3

Figure 3-25 : Le taux d'épargne des ménages

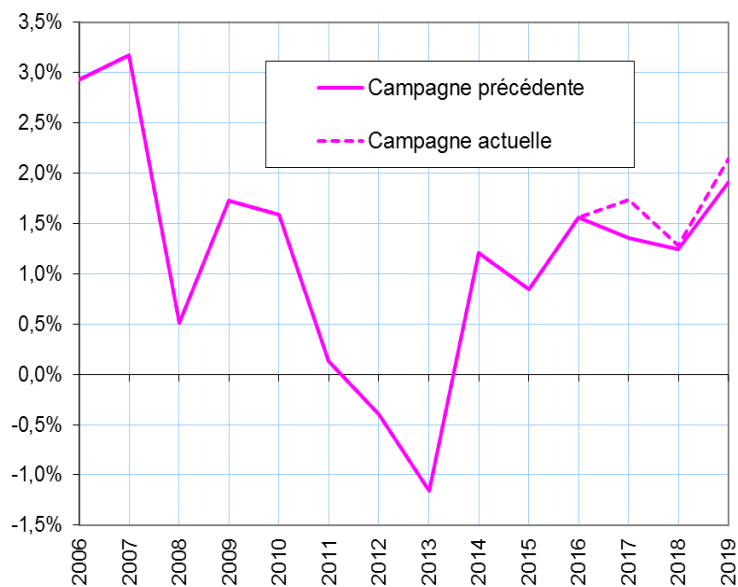


La FBCF des ménages est en hausse et plus dynamique qu'en 2018 (+ 4,6 % contre + 3,4 % en 2018). Au total, le taux d'épargne financière augmente un peu moins que le taux d'épargne (+ 0,2 point) pour atteindre 4,5 %.

Figure 3-26 : Les principaux ratios du compte des ménages

	2019 PROV en niveau	évolutions en points		évol. des CT (CJO) en points		
		2018SD	2019PROV	RD-T4	PROV	révision
Taux d'épargne (En %)	15,0	0,3	0,5	0,6	0,5	-0,1
Taux d'épargne financière (En %)	4,6	0,2	0,2	0,3	0,2	-0,1
Pouvoir d'achat du RDB (en évol)	2,1	1,3	2,1	1,9	2,1	0,2
Pouvoir d'achat du RDB par UC (en évol)	1,5	0,7	1,5	1,3	1,5	0,2

Figure 3-27 : Le pouvoir d'achat du RDB des ménages



3.3.3. Le déficit public (3,0 % du PIB) est très peu modifié par rapport à la notification d'avril

Exprimé en points de PIB, le déficit atteint - 3,0 %, ce qui constitue une dégradation de 19,2 milliards d'euros par rapport à l'année 2018, il n'est pas révisé. La dette exprimée en points de PIB s'établit à 98,3 % du PIB en 2018 ; elle révisée de 0,2 point à la hausse en raison de la révision du niveau du PIB (0,2 point à la baisse).

Le taux de prélèvements obligatoires en points de PIB est revu de 0,1 point par rapport à la notification de mars (il atteint 44,2 %), de même que les taux de recettes et de dépenses qui s'établissent respectivement à 52,6 % et 55,6 %.

Figure 3-28 : Ratios et soldes des administrations publiques

	Notification avril	Publication 29 mai	Révision
Déficit (en millions d'euros)	-72 811	-72 729	82
PIB (en millions d'euros)	2 426 276	2 422 114	-4 162
Ratios de finances publiques (en %)			
Déficit	- 3,0	- 3,0	0,0
PO	44,1	44,2	0,1
Dette brute	98,1	98,3	0,2
Dette nette	89,5	89,6	0,2
Recettes publiques	52,6	52,6	0,1
Dépenses publiques	55,6	55,6	0,1

3.3.4. Le besoin de financement de la nation est revu à la hausse (+ 4,1 Md€)

Par rapport à 2018, le solde des échanges extérieurs s'améliore (+ 0,8 Md€, pour s'établir à -23,8 Md€). Il est fortement dégradé par rapport aux premiers résultats du T1 du fait de la prise en compte d'informations plus récentes en provenance des douanes et de la BdP. (-4,0 Md€ en données CJO), du fait notamment d'une révision à la hausse des importations (+ 4,6 Md€)

Le solde des opérations de répartition est légèrement plus dégradé en 2019 qu'en 2018, de -0,5 Md€, et atteint + 4,9 Md€. Cette stabilité résulte de la baisse des bénéfices réinvestis versés par le reste du monde à la Nation, compensé par la hausse des transferts courants qui bénéficient d'un contrecoup positif en 2019 : en effet, en 2018, des banques françaises avaient payé des sanctions aux autorités américaines, au terme d'une série d'accord sur plusieurs litiges.

Au total, le besoin de financement de la Nation est quasiment stable par rapport à 2018 et s'établit à 0,8 % du PIB. Il atteint -18,8 Md€ en données brutes, soit une dégradation de -4,1 Md€ par rapport aux premiers résultats du T1, essentiellement imputable à la révision des importations.

Figure 3-29 : Quelques éléments issus du compte du reste du monde (vision secteur résident)

	2019 PROV en niveau	évolutions en Mds€		évolutions en %		évol. des CT (CJO) en %			évol. des CT (CJO) en Mds€		
		2018 SD	2019 PROV	2018 SD	2019 PROV	PE T1	PROV	Rév.	Pe T1	PROV	Rév.
Solde des échanges extérieurs (Md€)	-23,8	-0,1	0,8						4,8	-0,6	-5,4
Exportations	770,7	37,8	21,9	5,3	2,9	2,9	2,8	-0,1	21,3	20,8	-0,5
Exportations de biens (FAB)	538,0	23,8	16,5	4,8	3,2	3,2	3,0	-0,1	16,1	15,5	-0,6
Importations	794,4	37,9	21,1	5,2	2,7	2,2	2,8	0,6	16,5	21,4	4,9
Importations de biens (FAB)	572,5	24,4	13,1	4,6	2,4	2,0	2,3	0,3	10,9	12,7	1,8
Solde des opérations de répartition (Md€)	4,9	-3,2	-0,5						-0,3	-0,5	-0,2
Rémunérations des salariés (Md€)	21,4	0,1	1,1						0,3	1,1	0,9
Subventions nettes d'impôts (Md€)	3,2	-0,8	-0,1						0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété (Md€)	25,7	1,1	-2,9						-0,8	-2,7	-2,0
Cotisations et prestations sociales (Md€)	-9,8	0,3	-0,4						-0,3	-0,4	-0,1
Impôts et autres transferts courants (Md€)	-36,6	-4,3	1,7						-0,9	1,7	2,7
Transferts en capital (Md€)	1,0	0,4	0,1						0,0	0,1	0,1
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (Md€)	-18,8	-3,4	0,3						4,5	-1,1	-5,5
En % du PIB (évolution en points)	-0,8			-0,1	0,0	0,2	0,0	-0,2			0,0

Figure 3-30 : Évolution du besoin de financement de la nation (% du PIB)

